



# Assemblée générale

Distr. générale  
15 août 2006  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante et unième session

Point 121 de l'ordre du jour provisoire\*

### Gestion des ressources humaines

## Composition du Secrétariat

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport annuel du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat est soumis en application des résolutions de l'Assemblée générale concernant la gestion des ressources humaines, dont les plus récentes sont les résolutions 57/305 du 15 avril 2003, 59/266 du 23 décembre 2004 et 60/238 du 23 décembre 2005.

L'analyse de l'effectif total du Secrétariat rend compte des tendances actuelles pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006. Le rapport porte sur l'ensemble du personnel du Secrétariat (30 548 fonctionnaires), quels que soient le type et la durée du contrat. Les caractéristiques démographiques des 11 894 fonctionnaires relevant de la série 100 nommés pour un an ou plus, et des 2 634 fonctionnaires relevant du système des fourchettes optimales qui régit la répartition géographique du personnel, font l'objet d'une analyse distincte. Le rapport répond également aux demandes spécifiques formulées par l'Assemblée générale.

En application de la section XVIII de la résolution 59/266, dans laquelle l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui présenter des rapports de synthèse, selon qu'il conviendrait, l'Assemblée est saisie des additifs ci-après : personnel fourni à titre gracieux par les gouvernements et d'autres entités (A/61/257/Add.1), emploi d'anciens fonctionnaires retraités (A/61/257/Add.2) et emploi de consultants et vacataires (A/61/257/Add.3).

Le Secrétaire général invite l'Assemblée générale à prendre acte du rapport.

---

\* A/61/150.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations .....		5
I. Introduction .....	1–10	8
II. Composition du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies .....	11–80	10
A. Analyse de l'effectif global du Secrétariat .....	11–23	10
B. Personnel du Secrétariat de l'ONU et des entités apparentées du système des Nations Unies .....	24–26	20
C. Analyse démographique du personnel du Secrétariat de l'ONU .....	27–56	22
D. Personnel dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales ..	57–80	34
III. Suite donnée aux requêtes figurant dans des résolutions de l'Assemblée générale ...	81–106	45
A. Mise en œuvre des plans d'action en matière de ressources humaines .....	81–85	45
B. Analyse du niveau de sous-représentation .....	86–100	45
C. Définition des postes des services linguistiques .....	101–106	50
IV. Conclusions .....	107–109	51
Liste des tableaux		
1. Personnel sous contrat avec le Secrétariat de l'ONU au 30 juin 2006, par lieu d'affectation, catégorie et série du Règlement du personnel .....		12
2. Personnel du Secrétariat de l'ONU et des entités apparentées, par catégorie et source de financement, au 30 juin 2006 .....		21
3. Indices de renouvellement (1 <sup>er</sup> juillet 2005-30 juin 2006) .....		32
4. Remplacements à assurer par suite de départs à la retraite aux classes D-1/D-2 et P-5 .....		34
5. Représentation des pays en développement, des pays développés et des pays en transition aux postes soumis à la répartition géographique .....		39
6. Nombre et pourcentage de femmes de chaque classe occupant des postes soumis à la répartition géographique ou exigeant des connaissances linguistiques spéciales .....		41
7. Nombre de nominations récentes à des postes soumis à la répartition géographique, par sexe, par classe et par nombre de nationalités représentées (1 <sup>er</sup> juillet 2005- 30 juin 2006) .....		42
8. Affectation des lauréats des concours nationaux, par entité (1 <sup>er</sup> juillet 2005-30 juin 2006) .....		43
9. Nouveau de sous-représentation des États Membres dans les deuxième et troisième groupes ...		49
Liste des figures		
I. Personnel sous contrat avec le Secrétariat de l'ONU au 30 juin 2006 .....		11
II. Personnel sous contrat, par lieu d'affectation, catégorie et série du Règlement du personnel, au 30 juin 2006 .....		13
III. Personnel du Secrétariat par catégorie, au 30 juin 2006 .....		14

IV.	Répartition par classe des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, au 30 juin 2006 . . . . .	15
V.	Répartition par classe des agents des services généraux, au 30 juin 2006 . . . . .	16
VI.	Pourcentage de femmes parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, au 30 juin 2006 . . . . .	18
VII.	Répartition du personnel par type de nomination, au 30 juin 2006. . . . .	20
VIII.	Fonctionnaires du Secrétariat et des entités apparentées de l'ONU nommés pour un an ou plus, au 30 juin 2006. . . . .	22
IX.	Répartition du personnel, par entité, au 30 juin 2006 . . . . .	24
X.	Répartition du personnel, par sexe et par âge, au 30 juin 2006. . . . .	26
XI.	Groupes d'âge au Secrétariat, au 30 juin 2006 . . . . .	27
XII.	Recrutements, par catégorie et par sexe (1 <sup>er</sup> juillet 2005-30 juin 2006) . . . . .	29
XIII.	Cessations de service, par sexe (1 <sup>er</sup> juillet 2005-30 juin 2006) . . . . .	30
XIV.	Départs à la retraite prévus, par catégorie . . . . .	33
XV.	Représentation des États Membres. . . . .	37
XVI.	Proportion de femmes et d'hommes occupant des postes soumis à la répartition géographique. . .	40
XVII.	Départs à la retraite prévus, par catégorie, pour les postes soumis au système des fourchettes optimales . . . . .	44
Annexes		
I.	Système des fourchettes optimales. . . . .	52
II.	Tableaux statistiques détaillés. . . . .	54
A.1	Nombre de fonctionnaires titulaires d'un engagement avec le Secrétariat par nationalité, catégorie et sexe, au 30 juin 2006 . . . . .	54
A.2	Fonctionnaires titulaires d'un engagement avec le Secrétariat par département, catégorie et sexe, au 30 juin 2006 . . . . .	61
A.3	Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité, par classe et par sexe . . . . .	64
A.4	Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par type de nomination . . . . .	70
A.5	Fonctionnaires nommés à des postes soumis à la répartition géographique par nationalité, par classe et par sexe, du 1 <sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006. . . . .	75
A.6	Mouvements de personnel aux postes soumis à la répartition géographique par nationalité, par type d'engagement et par sexe. . . . .	80
A.7	Nombre de fonctionnaires occupant des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales par nationalité, par classe et par sexe. . . . .	85
A.8	Fourchette optimale et répartition pondérée des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique et situation effective pondérée au 30 juin 2006 . . . . .	91

A.9	Répartition par sexe des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par département ou bureau et par classe, au 30 juin 2006 . . . . .	96
	A. Nombre de fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique . . . . .	96
	B. Fonctionnaires de la catégorie des administrateurs occupant des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales, au 30 juin 2006 . . . . .	99
A.10	Nombre de fonctionnaires de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe . . . . .	101
A.11	Méthodes de calcul des fourchettes pondérées . . . . .	108

## Abréviations

BANUGBIS	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
BINUSIL	Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone
BONUCA	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)
BUNUTIL	Bureau des Nations Unies au Timor-Leste
CCI	Centre du commerce international
CCPPNU	Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CIJ	Cour internationale de Justice
CINU	Commission d'indemnisation des Nations Unies
CMCN	Commission mixte Cameroun-Nigéria
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COCOVINU	Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies
CTED	Direction du Comité contre le terrorisme
DDA	Département des affaires de désarmement
DESA	Département des affaires économiques et sociales
DGACM	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
DM	Département de la gestion
BGRH	Bureau de la gestion des ressources humaines
CMP	Bureau du Plan-cadre d'équipement
OCSS	Bureau des services centraux d'appui
OPPBA	Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité
OUSG	Bureau du Secrétaire général adjoint
DPA	Département des affaires politiques
DPI	Département de l'information
DPKO	Département des opérations de maintien de la paix

DSS	Département de la sûreté et de la sécurité
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant
FNUPI	Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux
FPMS	Système de gestion du personnel des missions
HCDH	Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
InterOrg	Secrétariat du Corps commun d'inspection
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MANUTO	Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSIL	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MSTAH	Personnel de mission temporairement affecté au Siège
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OHRLLS	Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
OLA	Bureau des affaires juridiques
Ombudsman	Bureau de l'Ombudsman de l'ONU
OMS	Bureau de l'appui aux missions
ONUB	Opération des Nations Unies au Burundi
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi

ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
ONUUV	Office des Nations Unies à Vienne
OPRSG	Bureau du Représentant personnel du Secrétaire général pour le Sud-Liban
OSAA	Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique
OSG	Cabinet du Secrétaire général
OSRSGCAAC	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés
OSRSGGLR	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs
OSRSGWA	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RegCom	Bureau des commissions régionales à New York
SIG	Système intégré de gestion
TANU	Tribunal administratif des Nations Unies
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIIC	Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan
UNOCHI	Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies en Iraq
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNOSEK	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus concernant le futur statut du Kosovo
UNPOS	Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNSCO	Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient
UNTOP	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan
UNU	Université des Nations Unies

## I. Introduction

1. Le présent rapport annuel du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat est soumis en application des résolutions de l'Assemblée générale concernant la gestion des ressources humaines, dont les plus récentes sont les résolutions 57/305 du 15 avril 2003, 59/266 du 23 décembre 2004 et 60/238 du 23 décembre 2005. Il donne des informations sur les grandes caractéristiques démographiques du personnel du Secrétariat, ainsi que sur le système des fourchettes optimales qui régit la répartition géographique du personnel<sup>1</sup>, pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006.

2. L'effectif considéré dans les rapports précédents était constitué des fonctionnaires nommés pour un an ou plus<sup>2</sup>, inclus dans le SIG. Afin d'avoir une vision globale de la composition du Secrétariat, l'effectif pris en compte dans le présent rapport comprend tous les fonctionnaires titulaires d'un contrat valide<sup>3</sup> au 30 juin 2006, quels que soient la source de financement du poste, le type d'engagement, la durée du contrat, la classe ou le lieu d'affectation. L'analyse ci-après porte donc sur les fonctionnaires qui travaillent dans les villes sièges (New York, Genève, Vienne et Nairobi), dans les commissions régionales (Commission économique pour l'Afrique, Commission économique pour l'Europe, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique pour l'Asie et le Pacifique et Commission économique pour l'Asie occidentale), dans les lieux d'affectation hors siège où ils sont administrés par le Département des affaires économiques et sociales, le Département des affaires politiques, le Département de l'information, le Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Bureau des services de contrôle interne, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi que dans les missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix.

3. Aux fins d'analyse, les données démographiques sont classées par catégories, comme suit : a) ensemble du personnel du Secrétariat; b) fonctionnaires titulaires d'un engagement d'une durée d'un an ou plus; c) fonctionnaires nommés pour une période d'un an au moins, dont le statut est régi par la série 100 du Règlement du personnel; et d) fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique au sein du Secrétariat.

---

<sup>1</sup> Le présent rapport analyse la représentation de 191 États Membres, bien que le nombre des États Membres soit passé le 28 juin 2006 à 192 avec l'admission du Monténégro, pour lequel il n'y a pas encore de données disponibles.

<sup>2</sup> À l'exception des fonctionnaires engagés en vertu d'un contrat-cadre ou rémunérés symboliquement 1 dollar par an.

<sup>3</sup> Le Secrétaire général est habilité à nommer les membres du personnel en vertu du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, qui se lit comme suit : « Le personnel est nommé par le Secrétaire général conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale ». Les principes régissant le recrutement et l'emploi du personnel découlent du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte, qui est ainsi conçu : « La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. »



4. La Section II.A présente, pour la première fois, une analyse de l'effectif total (30 548 fonctionnaires) au 30 juin 2006, par catégorie et par classe, par département ou bureau, par nationalité, par sexe et par type de nomination.

5. La Section II.B donne des informations sur les fonctionnaires titulaires d'un engagement d'une durée d'un an ou plus<sup>2</sup> (25 543 fonctionnaires) et compare les dotations en effectifs des différents organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

6. La Section II.C présente une analyse portant sur les fonctionnaires nommés pour un an ou plus<sup>4</sup>, dont le statut est régi par la série 100 du Règlement du personnel (11 894 fonctionnaires). Les caractéristiques telles que le type de nomination, l'ancienneté, l'âge, les changements de poste (recrutement, promotions, cessation de service, mobilité, renouvellement du personnel, etc.), ainsi que les départs à la retraite prévus pour les cinq prochaines années (2006-2010), sont analysées à partir des données démographiques au 30 juin 2006. Les informations relatives aux changements de poste couvrent la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006. Les données du rapport sont tirées du SIG et du Système de gestion du personnel des missions.

7. La Section II.D donne des informations sur le système des fourchettes optimales qui régit la répartition géographique du personnel. Elle fournit des renseignements sur la méthode utilisée pour établir les fourchettes, en mettant l'accent sur les fonctionnaires dont le recrutement est soumis à ce système (2 634 fonctionnaires). Ce sous-groupe comprend les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur nommés par le Secrétaire général pour une durée d'un an ou plus à des postes inscrits au budget ordinaire, à l'exclusion des fonctionnaires nommés aux secrétariats des programmes, fonds et organes subsidiaires dotés d'un statut spécial pour ce qui est de la nomination de leur personnel. Cette section présente une analyse des principales caractéristiques démographiques et de l'évolution de ce sous-groupe, ainsi que les besoins futurs en personnel prévus pour les cinq prochaines années, compte tenu des départs à la retraite.

8. Le chapitre III du présent rapport donne des renseignements sur la suite donnée aux demandes spécifiques formulées par l'Assemblée générale, en ce qui concerne notamment l'état d'avancement des plans d'action en matière de ressources humaines, l'analyse de la sous-représentation des États Membres et la définition des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales.

9. En application de la section XVIII de la résolution 59/266, dans laquelle l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui présenter des rapports de synthèse, selon qu'il conviendrait, l'Assemblée est saisie des additifs ci-après au présent rapport :

a) A/61/257/Add.1, intitulé « Personnel fourni à titre gracieux par les gouvernements et autres entités », donne des renseignements sur l'emploi de personnel fourni à titre gracieux au Secrétariat, en particulier sur la nationalité de ces agents, leur ancienneté, le département ou le bureau où ils travaillent et les fonctions qu'ils exercent;

---

<sup>4</sup> Non compris les fonctionnaires bénéficiant d'un engagement régi par les dispositions des séries 200 et 300, ceux bénéficiant d'un engagement régi par les dispositions de la série 100 qui sont recrutés uniquement pour des missions et ceux des catégories suivantes : agents du Service mobile, administrateurs recrutés sur le plan national, professeurs de langues et assistants d'information. Sont également exclus les fonctionnaires recrutés sur place pour des missions et ceux engagés en vertu d'un contrat-cadre ou rémunérés symboliquement 1 dollar par an.

b) A/61/257/Add.2, intitulé « Emploi d'anciens fonctionnaires retraités », contient des informations sur les catégories, les types et les classes de personnel retraité employé au Secrétariat, y compris les types d'engagement;

c) A/61/257/Add.3, intitulé « Emploi de consultants et vacataires », donne des informations sur l'emploi de consultants et vacataires au Secrétariat, leurs fonctions et les facteurs intervenant dans leur emploi.

Ces additifs fournissent des informations portant sur la période biennale allant du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2005 pour les unités administratives qui existaient durant ces deux années.

10. La liste du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, qui est publiée dans un document à part (ST/ADM/R.60), donne la composition du Secrétariat par unité administrative, titre fonctionnel, classe, nationalité et statut contractuel.

## **II. Composition du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies**

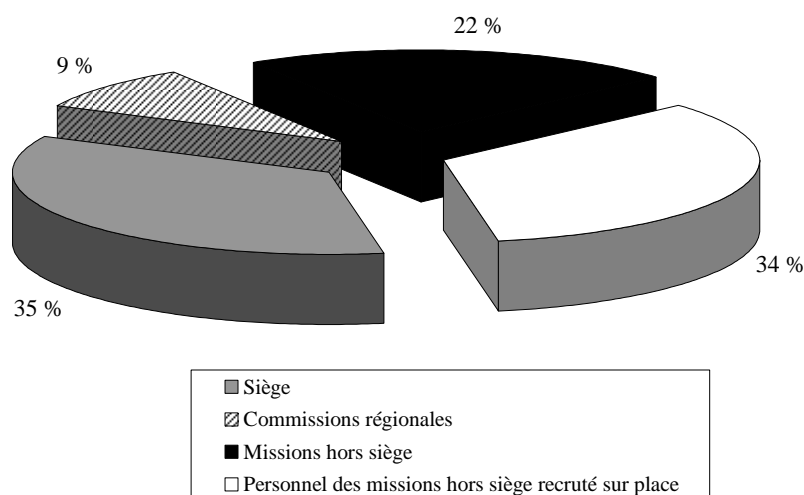
### **A. Analyse de l'effectif global du Secrétariat**

11. L'effectif global du Secrétariat comprend tous les fonctionnaires dont le contrat avec le Secrétariat est régi par les dispositions des séries 100, 200 et 300 du Règlement du personnel. Les fonctionnaires recrutés sur le plan international et local par le Secrétariat de l'ONU, y compris ceux nommés pour une durée de moins d'un an, étaient au nombre de 30 548 au 30 juin 2006 (voir le tableau 1). Sont exclus 144 fonctionnaires en congé spécial sans traitement et 74 fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations. La figure I illustre la répartition du personnel du Secrétariat par lieu d'affectation et la figure II illustre sa répartition par lieu d'affectation, par catégorie et par série du Règlement du personnel.

12. Le tableau A.1 de l'annexe II présente la répartition du personnel sous contrat avec le Secrétariat de l'ONU, au 30 juin 2006, par nationalité, par sexe et par catégorie (30 548 fonctionnaires au total). Les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur sont au nombre de 9 355, dont 6 032 titulaires de nominations relevant de la série 100 du Règlement du personnel, 1 163 relevant de la série 200 et 2 160 relevant de la série 300. Les agents des services généraux et des catégories apparentées sont au nombre de 21 193, soit 69,4 % du total. Les missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix comptent 15 839 fonctionnaires, soit 52 % de l'effectif global du Secrétariat.

Figure I  
**Personnel sous contrat avec le Secrétariat de l'ONU au 30 juin 2006**

Effectif total <sup>a</sup>
✓ 30 548 fonctionnaires
Répartition par lieu d'affectation
✓ 10 985 fonctionnaires au Siège <sup>b</sup>
✓ 2 603 fonctionnaires dans les commissions régionales <sup>c</sup>
✓ 6 573 fonctionnaires dans les missions hors Siège <sup>d</sup>
✓ 10 387 fonctionnaires recrutés sur place dans les missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix



Source : SIG et Système de gestion du personnel des missions

<sup>a</sup> Tous types de contrats confondus. Comprend le personnel recruté sur le plan international et local, quelle que soit la durée du contrat. Sont exclus au moins 1 500 postes de fonctionnaires des Nations Unies recrutés sur le plan international et local qui sont administrés par le PNUD et l'UNOPS, ainsi que le personnel des tribunaux (environ 2 200 fonctionnaires). Sont également exclus 144 fonctionnaires en congé spécial sans traitement et 74 fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations.

<sup>b</sup> Villes sièges : Genève, Nairobi, New York, Vienne.

<sup>c</sup> Commissions régionales : CEA, CEE, CEPALC, CESAP, CESA0.

<sup>d</sup> Personnel du DESA, du DPA, du DPI, de l'OCHA, du HCDH, du BSCI, de la CNUCED, du PNUE, de l'ONU-Habitat et de l'ONUDC (dans les lieux d'affectation hors Siège et personnel des missions hors Siège gérées par le DPKO (5 362 fonctionnaires, dont 2 235 administrateurs, 3 120 agents des services généraux et des catégories apparentées et 7 fonctionnaires relevant de la série 200 du Règlement du personnel).

Tableau 1  
**Personnel sous contrat avec le Secrétariat de l'ONU au 30 juin 2006,**  
**par lieu d'affectation, catégorie et série du Règlement du personnel**

(Effectif total : 30 548 fonctionnaires)

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>				<b>Total</b>
	<i>100</i>	<i>200</i>	<i>300</i>	<b>Total partiel</b>	<i>100</i>	<i>200</i>	<b>300</b>	<b>Total partiel</b>	
<b>Siège<sup>a</sup></b>									
Contrat de moins d'un an	486	21	410	<b>917</b>	213	0	322	<b>535</b>	<b>1 452</b>
Contrat d'un an ou plus	3 617	513	277	<b>4 407</b>	5 104	0	22	<b>5 126</b>	<b>9 533</b>
<b>Total partiel</b>	<b>4 103</b>	<b>534</b>	<b>687</b>	<b>5 324</b>	<b>5 317</b>	<b>0</b>	<b>344</b>	<b>5 661</b>	<b>10 985</b>
<b>Commissions régionales<sup>b</sup></b>									
Contrat de moins d'un an	58	8	77	<b>143</b>	108	0	81	<b>189</b>	<b>332</b>
Contrat d'un an ou plus	672	113	34	<b>819</b>	1 451	0	1	<b>1 452</b>	<b>2 271</b>
<b>Total partiel</b>	<b>730</b>	<b>121</b>	<b>111</b>	<b>962</b>	<b>1 559</b>	<b>0</b>	<b>82</b>	<b>1 641</b>	<b>2 603</b>
<b>Lieux d'affectation hors Siège<sup>c</sup></b>									
Contrat de moins d'un an	96	51	416	<b>563</b>	128	0	365	<b>493</b>	<b>1 056</b>
Contrat d'un an ou plus	1 103	457	946	<b>2 506</b>	2 010	0	1 001	<b>3 011</b>	<b>5 517</b>
<b>Total partiel</b>	<b>1 199</b>	<b>508</b>	<b>1 362</b>	<b>3 069</b>	<b>2 138</b>	<b>0</b>	<b>1 366</b>	<b>3 504</b>	<b>6 573</b>
<b>Personnel des missions de maintien de la paix recruté sur place</b>									
Contrat de moins d'un an					99		1 728	<b>1 827</b>	<b>1 827</b>
Contrat d'un an ou plus					3 996		4 564	<b>8 560</b>	<b>8 560</b>
<b>Total partiel</b>					<b>4 095</b>		<b>6 292</b>	<b>10 387</b>	<b>10 387</b>
<b>Total, fonctionnaires en activité</b>	<b>6 032</b>	<b>1 163</b>	<b>2 160</b>	<b>9 355</b>	<b>13 109</b>	<b>0</b>	<b>8 084</b>	<b>21 193</b>	<b>30 548</b>
<b>Personnel sous contrat mis en disponibilité</b>									
Fonctionnaires en congé spécial sans traitement	65	4	2	<b>71</b>	73			<b>73</b>	<b>144</b>
Fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations	56	2			16			<b>16</b>	<b>74</b>
<b>Total, fonctionnaires mis en disponibilité</b>	<b>121</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>129</b>	<b>89</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>89</b>	<b>218</b>
<b>Total, personnel sous contrat</b>	<b>6 153</b>	<b>1 169</b>	<b>2 162</b>	<b>9 484</b>	<b>13 198</b>	<b>0</b>	<b>8 084</b>	<b>21 282</b>	<b>30 766</b>

<sup>a</sup> Genève, Nairobi, New York, Vienne.

<sup>b</sup> CEA, CEE, CEPALC, CESAP, CESA0.

<sup>c</sup> Personnel du DESA, du DPA, du DPI, de l'OCHA, du HCDH, du BSCI, de la CNUCED, du PNUE, de l'ONU-Habitat et de l'ONUSC dans les lieux d'affectation hors Siège et personnel des missions hors Siège gérées par le DPKO (5 362 fonctionnaires, dont 2 235 administrateurs, 3 120 agents des services généraux et des catégories apparentées et 7 fonctionnaires relevant de la série 200 du Règlement du personnel).

Figure II  
**Personnel sous contrat, par lieu d'affectation, catégorie et série du Règlement du personnel, au 30 juin 2006**

**Effectif total<sup>a</sup>**

✓ 30 548 fonctionnaires

**Répartition par catégorie et série du Règlement du personnel**

✓ Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur : 9 355

6 032 fonctionnaires relevant de la série 100

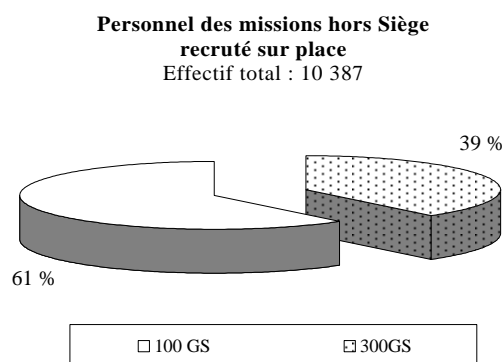
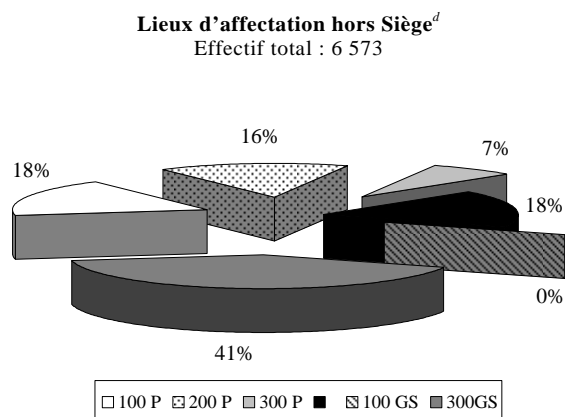
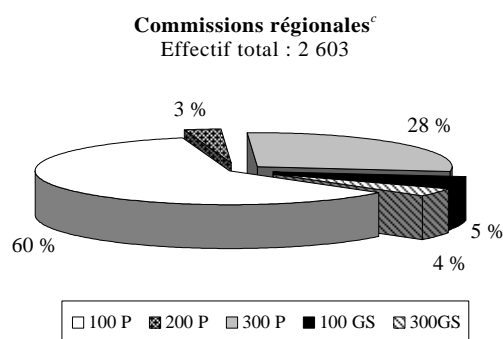
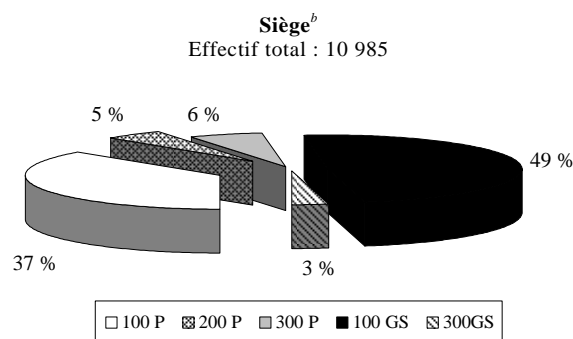
1 163 fonctionnaires relevant de la série 200

2 160 fonctionnaires relevant de la série 300

✓ Agents des services généraux et catégories apparentées : 21 193

13 108 agents relevant de la série 100

8 085 agents relevant de la série 300



Source : SIG et Système de gestion du personnel des missions.

Abréviations : GS = services généraux; P = administrateurs.

<sup>a</sup> Comprend tous les fonctionnaires (30 548) recrutés sur le plan international et local, quelle que soit la durée de leur contrat. Sont exclus 144 fonctionnaires en congé spécial sans traitement et 74 fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations.

<sup>b</sup> Genève, Nairobi, New York, Vienne.

<sup>c</sup> CEA, CEE, CEPALC, CESAP et CESA0.

<sup>d</sup> Personnel du DESA, du DPA, du DPI, de l'OCHA, du HCDH, du BSCI, de la CNUCED, du PNUE, de l'ONU-Habitat et de l'ONUSUDC dans les lieux d'affectation hors Siège, et personnel des missions hors siège gérées par le DPKO (5 362 fonctionnaires dont 2 235 administrateurs, 3 120 agents des services généraux et des catégories apparentées, et 7 fonctionnaires relevant de la série 200 du Règlement du personnel).

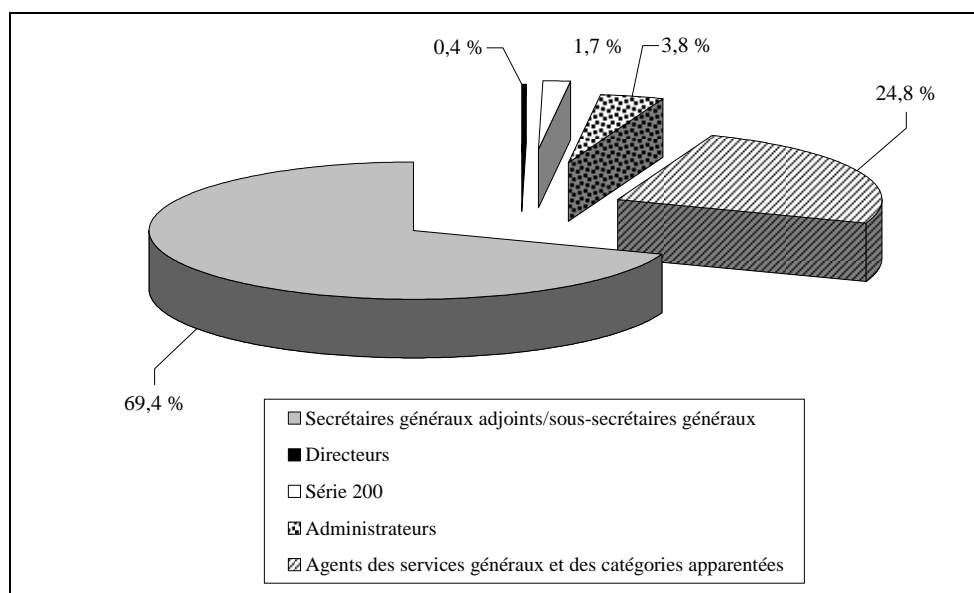
### Répartition du personnel par catégorie et par classe

13. L'effectif de base utilisé pour l'analyse démographique ci-après (30 548 fonctionnaires) se répartit comme suit : 0,4 % dans la catégorie des secrétaires généraux adjoints et sous-secrétaires généraux (110 fonctionnaires), 1,7 % dans la catégorie des directeurs (509 fonctionnaires), 24,8 % dans la catégorie des administrateurs (7 573 fonctionnaires) et 69,4 % dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées (21 193 fonctionnaires, dont 17 562 agents des services généraux, 2 745 agents du Service mobile, 332 administrateurs recrutés sur le plan national, 321 agents de sécurité, 170 membres des corps de métiers, 37 professeurs de langues, 14 assistants d'information et 12 dactylographes de conférence). Le personnel relevant de la série 200 (1 163 fonctionnaires) constitue 3,8 % des effectifs. La figure III illustre la répartition du personnel du Secrétariat par catégorie. La figure IV montre la répartition par classe des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, et la figure V celle des agents des services généraux.

Figure III

#### Personnel du Secrétariat par catégorie, au 30 juin 2006

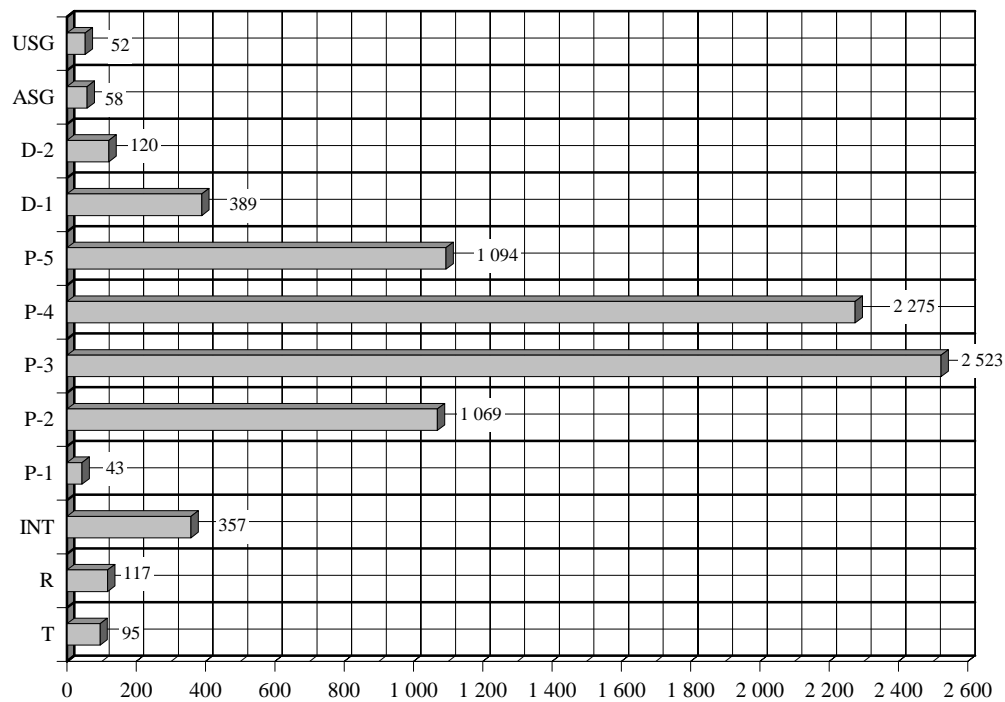
(Effectif total : 30 548)



14. Dans la catégorie des administrateurs, les fonctionnaires des classes P-3 et P-4 constituent 68,5 % de l'effectif total. Les fonctionnaires des classes P-1/P-2 en représentent 15,9 % et ceux de la classe P-5 15,6 %. Dans la catégorie des directeurs, les fonctionnaires de classe D-1 représentent 76,4 % de l'effectif total. Dans la catégorie des services généraux, les fonctionnaires des classes G-3, G-4 et G-5 représentent 70,5 % de l'effectif total.

Figure IV  
**Répartition par classe des administrateurs et des fonctionnaires  
 de rang supérieur, au 30 juin 2006<sup>a</sup>**

(Effectif : 8 192 fonctionnaires sur 30 548)



*Abbreviations* : ASG : sous-secrétaires généraux; USG : secrétaires généraux adjoints.

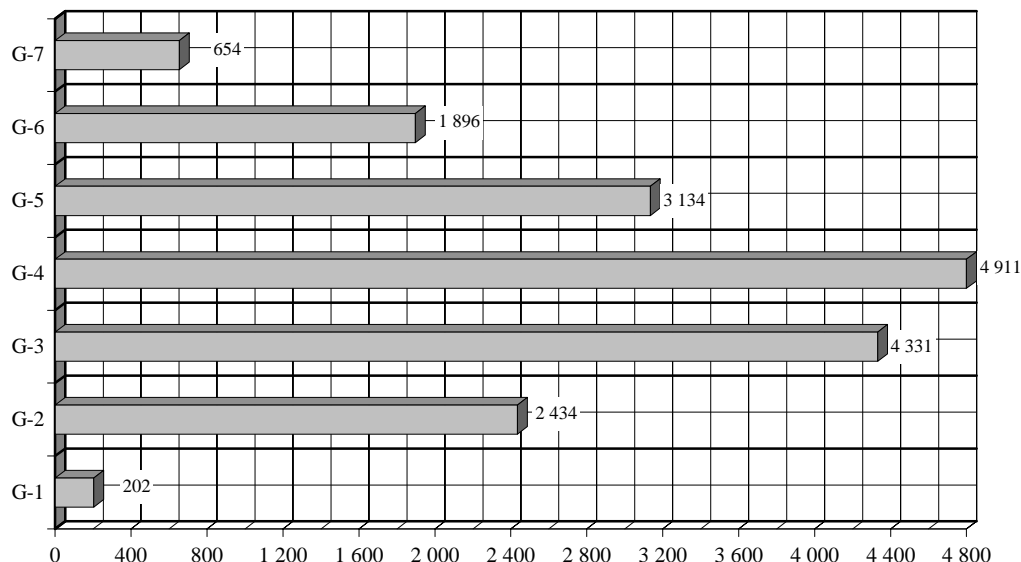
<sup>a</sup> Sont exclus 1 163 fonctionnaires dont la nomination est régie par les dispositions de la série 200 du Règlement du personnel.

<sup>b</sup> INT : interprètes; R : réviseurs; et T : traducteurs (ces fonctionnaires sont engagés en vertu d'un contrat-cadre).

Figure V

**Répartition par classe des agents des services généraux, au 30 juin 2006**

(Effectif : 17 562 fonctionnaires sur 30 548)

**Répartition du personnel par département ou bureau**

15. Parmi les fonctionnaires du Secrétariat, 10 985 (36 % de l'effectif total) sont en poste dans les villes sièges (New York, Genève, Vienne et Nairobi), 2 603 (8,5 %) travaillent dans les commissions régionales (Commission économique pour l'Afrique, Commission économique pour l'Europe, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique pour l'Asie et le Pacifique et Commission économique pour l'Asie occidentale), 6 573 (21,5 %) sont en poste dans des lieux d'affectation hors Siège et 10 387 (34 %) sont des fonctionnaires recrutés sur place dans les missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix (voir le tableau 1 et la figure II). Les fonctionnaires en poste dans les bureaux extérieurs sont au nombre de 19 563 (64 %), contre 10 985 (36 %) au Siège. Les missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix (15 839 fonctionnaires) comptent pour 52 % de l'effectif total du Secrétariat. Deux missions de maintien de la paix (la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo) comptent plus de 2 000 fonctionnaires chacune et deux autres missions (la Mission des Nations Unies au Soudan et la Mission des Nations Unies au Libéria) emploient plus de 1 000 fonctionnaires chacune. Dans les villes sièges, trois départements (le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Département de la gestion et l'Office des Nations Unies à Genève) emploient plus de 1 000 fonctionnaires. Du point de vue des effectifs, la Commission économique pour l'Afrique se place au premier rang des commissions régionales. Pour les missions hors siège, l'effectif moyen est de 507 fonctionnaires, au Siège, l'effectif moyen d'un département est de 417 fonctionnaires, tandis que dans les commissions régionales, l'effectif moyen est de 521 fonctionnaires.



### Répartition par nationalité

16. Sur l'ensemble des fonctionnaires du Secrétariat, plus de 61,9 % sont ressortissants de 20 États Membres qui sont chacun représentés par plus de 400 fonctionnaires, comme le montre le tableau A.1 de l'annexe II. Six États Membres – la République démocratique du Congo, les États-Unis d'Amérique, la France, le Kenya, la Serbie-et-Monténégro et le Soudan – comptent chacun plus de 1 000 fonctionnaires. Si l'on tient compte des agents des services généraux et des catégories apparentées, ainsi que du personnel recruté sur place dans les missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix, les pays où se trouvent les villes sièges, les commissions régionales (Autriche, Chili, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Kenya, Liban, Suisse et Thaïlande), tous les grands bureaux et les missions de maintien de la paix sont davantage représentés. En outre, le nombre d'États Membres représentés au Secrétariat est alors considérablement plus élevé, toutes catégories de personnel confondues. Actuellement, 182 États Membres sont représentés, toutes catégories de personnel confondues, contre 173 si l'on tient compte des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique. Neuf États Membres ne sont pas représentés<sup>5</sup>.

### Répartition par sexe

17. Le personnel du Secrétariat compte 19 451 hommes (63,7 %) et 11 097 femmes (36,3 %). Les hommes représentent 78,9 % des 10 387 fonctionnaires recrutés sur place dans les missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix.

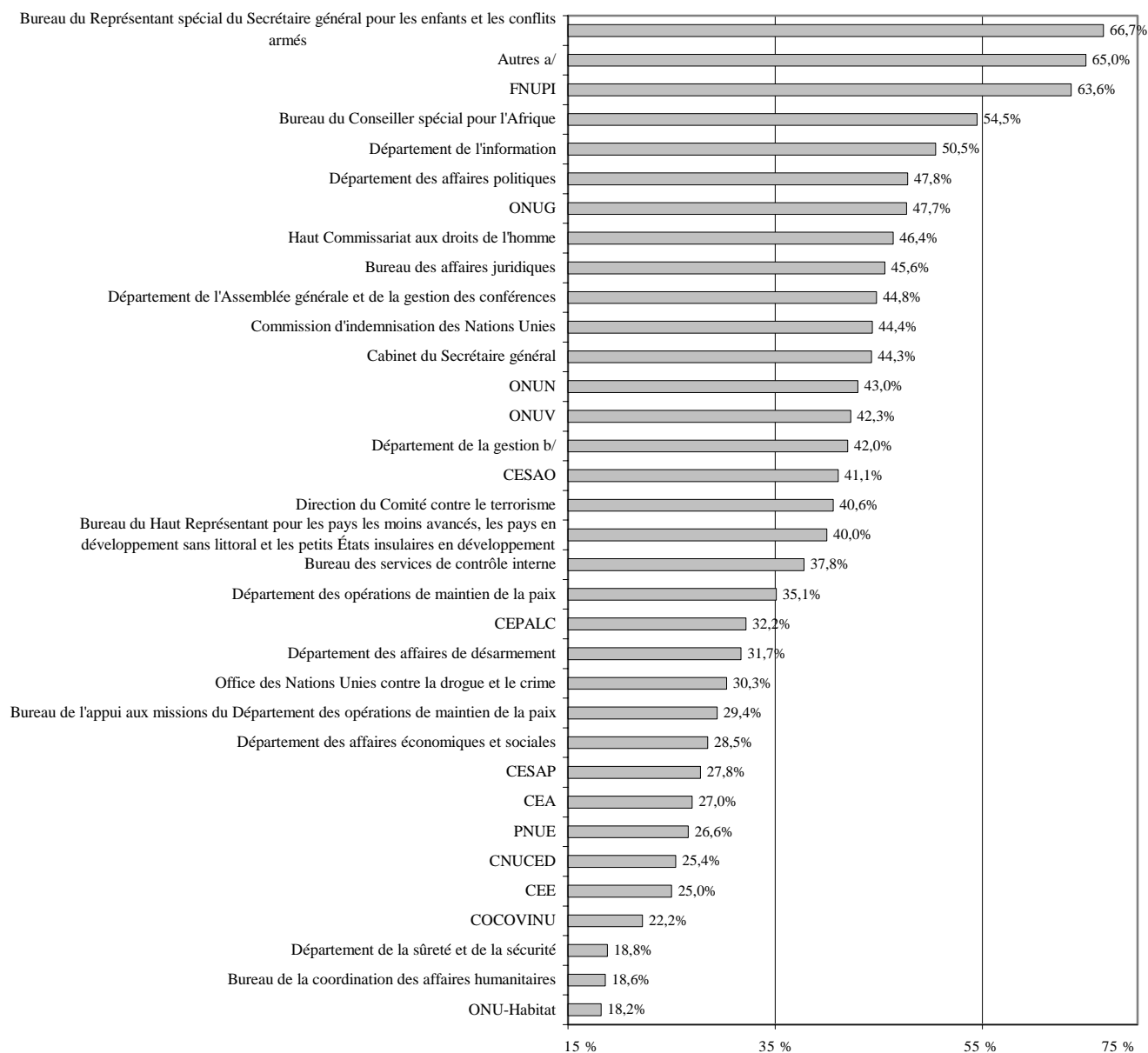
18. Aux deux échelons les plus élevés du Secrétariat (secrétaire général adjoint et sous-secrétaire général), les femmes occupent 18,8 % du nombre total de postes (110 fonctionnaires). Dans la catégorie des directeurs (509 fonctionnaires), la proportion de femmes est de 26,1 % (29,2 % et 25,2 % aux classes D-2 et D-1, respectivement). Dans la catégorie des administrateurs, les femmes occupent 38,9 % des postes. Elles sont à égalité avec les hommes à la classe P-2 (50,1 %) et mieux représentées qu'eux à la classe P-1 (69,8 %). Aux classes supérieures P-3, P-4 et P-5 de la catégorie des administrateurs, les femmes restent sous-représentées, occupant 40,7 %, 35 % et 30,5 % des postes, respectivement. Elles représentent 35,3 % des 21 193 agents des services généraux et des catégories apparentées (21,1 % des 10 387 agents des services généraux dans les missions gérées par le Département des opérations de maintien de la paix).

19. La figure VI permet de constater que dans cinq départements ou bureaux du Secrétariat, parmi les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur, les femmes sont à égalité avec les hommes ou mieux représentées qu'eux. Dans 13 départements ou bureaux, les femmes représentent entre 40 et 49 % des administrateurs. Dans 6 autres, elles représentent entre 30 et 39 % des administrateurs et dans 11 autres, elles comptent pour moins de 30 % des effectifs.

<sup>5</sup> Émirats arabes unis, Îles Marshall, Kiribati, Liechtenstein, Monaco, Nauru, Palaos, République populaire démocratique de Corée et Vanuatu.

Figure VI  
**Pourcentage de femmes parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur,  
 au 30 juin 2006**

(Effectif : 8 192 fonctionnaires sur 30 548)



a/ Bureau de la déontologie (2 femmes, soit 66,7 %), Tribunal administratif des Nations Unies (2 femmes, soit 100 %), Bureau de l'Ombudsman des Nations Unies (3 femmes, soit 100 %), Secrétariat du Corps commun d'inspection (5 femmes, soit 55,6 %), et Bureau des commissions régionales à New York (1 femme, soit 33,7 %).

b/ Cabinet du Secrétaire général adjoint (45,2 %), Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité (48,1 %), Bureau de la gestion des ressources humaines (60,4 %), Bureau des services centraux d'appui (24,5 %) et Bureau du Plan-cadre d'équipement (20 %).

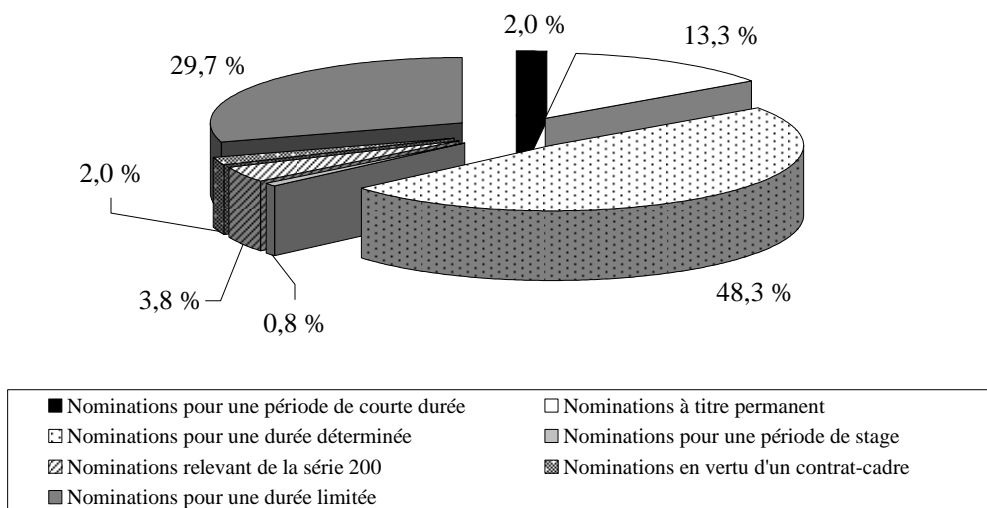
### Répartition par type de nomination

20. Comme on peut le constater en se reportant à la figure VII, 13,3 % des fonctionnaires étaient titulaires de nomination à titre permanent au 30 juin 2006. La proportion de nominations à titre permanent est de 28,5 % parmi les directeurs, de 28,1 % parmi les administrateurs et de 9,3 % parmi les agents des services généraux et des catégories apparentées. Parmi les fonctionnaires titulaires de nomination à titre permanent, 81,4 % occupent des postes inscrits au budget ordinaire et 18,6 % occupent d'autres postes. Les fonctionnaires occupant des postes inscrits au budget ordinaire sont pour 38,7 % titulaires de nomination à titre permanent, alors que la proportion n'est que de 3,4 % pour ceux qui occupent d'autres postes.

21. La proportion de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique qui sont détenteurs d'un contrat permanent est de 51,2 % (1 349 fonctionnaires sur 2 634). La proportion de fonctionnaires sous contrat de stage est de 5,9 % (156 fonctionnaires sur 2 634).

22. Le rapport entre les nominations à titre permanent et les nominations pour une durée déterminée varie d'un département et d'un bureau à l'autre. Les variations tiennent principalement au mode de financement des postes. Ce sont les entités dont une grande partie des postes sont financés au moyen de fonds extrabudgétaires, comme les missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix (1,5 %), la Commission d'indemnisation des Nations Unies (2,6 %), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (4,3 %), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (6,2 %), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (6,5 %) et la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (8,2 %) qui comptent la plus faible proportion de fonctionnaires engagés à titre permanent. La proportion est plus élevée pour les entités dont les postes sont en majorité financés au moyen du budget ordinaire, comme le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (54,3 %), le Bureau des affaires juridiques (49,3 %), le Département des affaires politiques (39,1 %), le Département de la gestion (37,9 %) et le Département des affaires économiques et sociales (34,4 %).

Figure VII  
**Répartition du personnel par type de nomination, au 30 juin 2006**  
 (Effectif total : 30 548)



#### Nominations pour une durée de moins d'un an

23. Les fonctionnaires titulaires de contrats d'une durée de moins d'un an sont au nombre de 4 757 (15,6 % de l'effectif total). C'est parmi le personnel hors siège que leur proportion est la plus élevée (17,6 % dans les missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix et 16 % dans les lieux d'affectation hors Siège). Ils sont proportionnellement moins nombreux au Siège (13 %) et dans les commissions régionales (12,7 %).

### B. Personnel du Secrétariat de l'ONU et des entités apparentées du système des Nations Unies

24. Un total de 25 543 fonctionnaires, représentant 83,6 % de l'ensemble de l'effectif du Secrétariat, sont nommés pour un an ou plus, comme l'illustre le tableau 2. Ce chiffre est utilisé uniquement aux fins de comparaison de la dotation en effectifs des différents organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

25. Les principes généraux du Règlement du personnel s'appliquent à l'ensemble du personnel de l'Organisation des Nations Unies, y compris aux fonctionnaires des secrétariats des programmes, fonds et organes subsidiaires auxquels l'Assemblée générale a accordé un statut spécial pour ce qui est de la nomination de leur personnel. Sont concernés le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, l'Université des Nations Unies, le secrétariat de la Commission de la fonction publique internationale, le secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le Greffe de la Cour internationale de Justice et le Centre du commerce international.

26. Au 30 juin 2006, le nombre total de fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU et des organisations dotées d'un statut spécial, nommés pour un an ou plus, s'établissait à 51 062 (voir tableau 2). Sur ce total, 25 519 fonctionnaires sont affectés aux entités apparentées du système des Nations Unies et 25 543 sont affectés au Secrétariat, 36,2 % de cet effectif étant composé de femmes (voir fig. VIII). Au Secrétariat, les femmes représentent 37,4 % des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur (2 371 fonctionnaires) et 36,2 % des agents des services généraux et des catégories apparentées (6 559 fonctionnaires). Parmi les fonctionnaires relevant de la série 200, 36,3 % (393 fonctionnaires) sont des femmes.

Tableau 2

**Personnel du Secrétariat de l'ONU et des entités apparentées, par catégorie et source de financement, au 30 juin 2006**

Entité	Budget ordinaire				Fonds extrabudgétaires				Total
	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	Agents engagés au titre des projets	Agents des services généraux et catégories apparentées	Total partiel	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	Agents engagés au titre des projets	Agents des services généraux et catégories apparentées	Total partiel	
Secrétariat de l'ONU	3 182	21	4 713	<b>7 916</b>	3 152 <sup>a</sup>	1 062	13 413 <sup>b</sup>	<b>17 627</b>	<b>25 543</b>
PNUD <sup>c</sup>					1 727 <sup>d</sup>	893	3 236	<b>5 856</b>	<b>5 856</b>
FNUAP					195	270 <sup>e</sup>	1 089 <sup>f</sup>	<b>1 554</b>	<b>1 554</b>
HCR	88		133	<b>221</b>	1 913 <sup>g</sup>		4 483	<b>6 396</b>	<b>6 617</b>
UNICEF					3 045 <sup>h</sup>	1 487 <sup>i</sup>	5 273	<b>9 805</b>	<b>9 805</b>
UNITAR					4	24	5	<b>33</b>	<b>33</b>
CCPPNU					50		108	<b>158</b>	<b>158</b>
UNOPS					605		282	<b>887</b>	<b>887</b>
UNRWA <sup>j</sup>	102		11	<b>113</b>	28			<b>28</b>	<b>141</b>
UNU					20	34	55	<b>109</b>	<b>109</b>
CIJ	35		51	<b>86</b>	12		2	<b>14</b>	<b>100</b>
CFPI					17		20	<b>37</b>	<b>37</b>
CCI <sup>k</sup>					74	52	96	<b>222</b>	<b>222</b>
<b>Total</b>	<b>3 407</b>	<b>21</b>	<b>4 908</b>	<b>8 336</b>	<b>10 842</b>	<b>3 822</b>	<b>28 062</b>	<b>42 726</b>	<b>51 062</b>

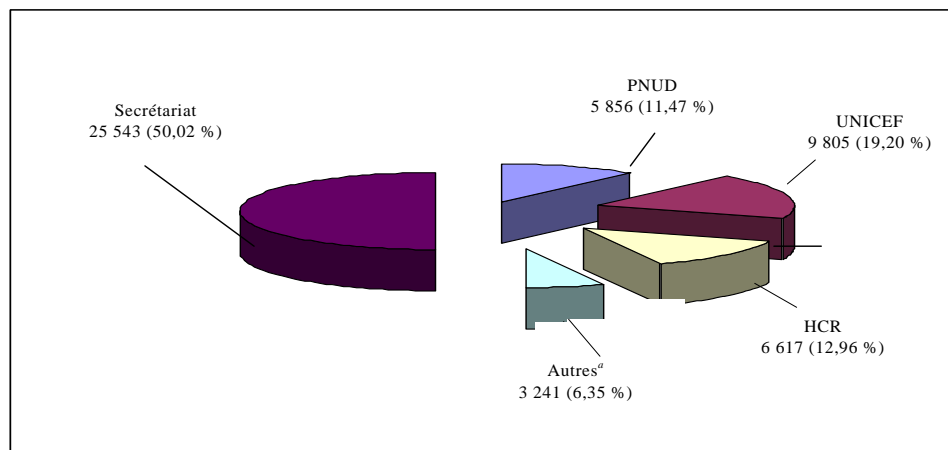
(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau 2)

- <sup>a</sup> Comprend 1 735 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur servant dans des missions hors Siège administrées par le Département des opérations de maintien de la paix et 82 agents des services généraux dont les postes sont financés par imputation à des comptes producteurs de recettes.
- <sup>b</sup> Comprend 8 560 agents locaux et 2 641 agents des services généraux et des catégories apparentées servant dans des missions hors Siège administrées par le Département des opérations de maintien de la paix et 82 agents des services généraux dont les postes sont financés par imputation à des comptes producteurs de recettes.
- <sup>c</sup> Comprend les agents dont les postes sont imputés au budget de base du PNUD, aux fonds administrés par le PNUD et aux fonds supplémentaires du PNUD.
- <sup>d</sup> Comprend des administrateurs recrutés sur le plan national.
- <sup>e</sup> Comprend des agents des services généraux affectés au Siège et dans les bureaux de pays et des administrateurs recrutés sur le plan national.
- <sup>f</sup> Comprend des administrateurs débutants.
- <sup>g</sup> Comprend des administrateurs recrutés sur le plan national et des administrateurs débutants.
- <sup>h</sup> Comprend les administrateurs recrutés sur les plans international et national occupant des postes imputés sur le budget ordinaire.
- <sup>i</sup> Comprend les administrateurs recrutés sur les plans international et national occupant des postes financés par d'autres ressources (fonds alloués aux projets).
- <sup>j</sup> Ne comprend pas les agents locaux.
- <sup>k</sup> Un certain nombre de postes du CCI sont financés conjointement par l'ONU (budget ordinaire) et l'Organisation mondiale du commerce.

**Figure VIII**  
**Fonctionnaires du Secrétariat et des entités apparentées de l'ONU**  
**nommés pour un an ou plus, au 30 juin 2006**

(Effectif total : 51 062)



<sup>a</sup> Y compris la CIJ, la CFPI, le CCI, le FNUAP, l'UNITAR, la CCPNU, l'UNOPS, l'UNRWA et l'UNU.

### C. Analyse démographique du personnel du Secrétariat de l'ONU

27. Pour pouvoir planifier la gestion des ressources humaines du Secrétariat et suivre l'évolution démographique du personnel, une analyse approfondie de la composition du personnel du Secrétariat s'impose. L'analyse présentée ci-après porte sur tous les fonctionnaires du Secrétariat recrutés pour un an ou plus en vertu d'un contrat de la série

100, quels que soient leur catégorie, leur type de nomination et la source de financement de leur poste. Compte tenu de ces critères, l'effectif de base retenu pour l'analyse démographique était de 11 894 fonctionnaires au 30 juin 2006. Les renseignements concernant l'ensemble du Secrétariat et les projections établies pour la période de 2006 à 2010 proviennent de la base de données du Système intégré de gestion (SIG). Afin d'éviter toute répétition inutile, un certain nombre de caractéristiques démographiques (répartition du personnel par catégorie et par classe, par nationalité et par durée de nomination), qui sont présentées à la section II.A ci-dessus, n'ont pas été prises en considération dans l'analyse qui suit.

### **Caractéristiques démographiques du personnel du Secrétariat**

#### *Répartition du personnel par département ou bureau*

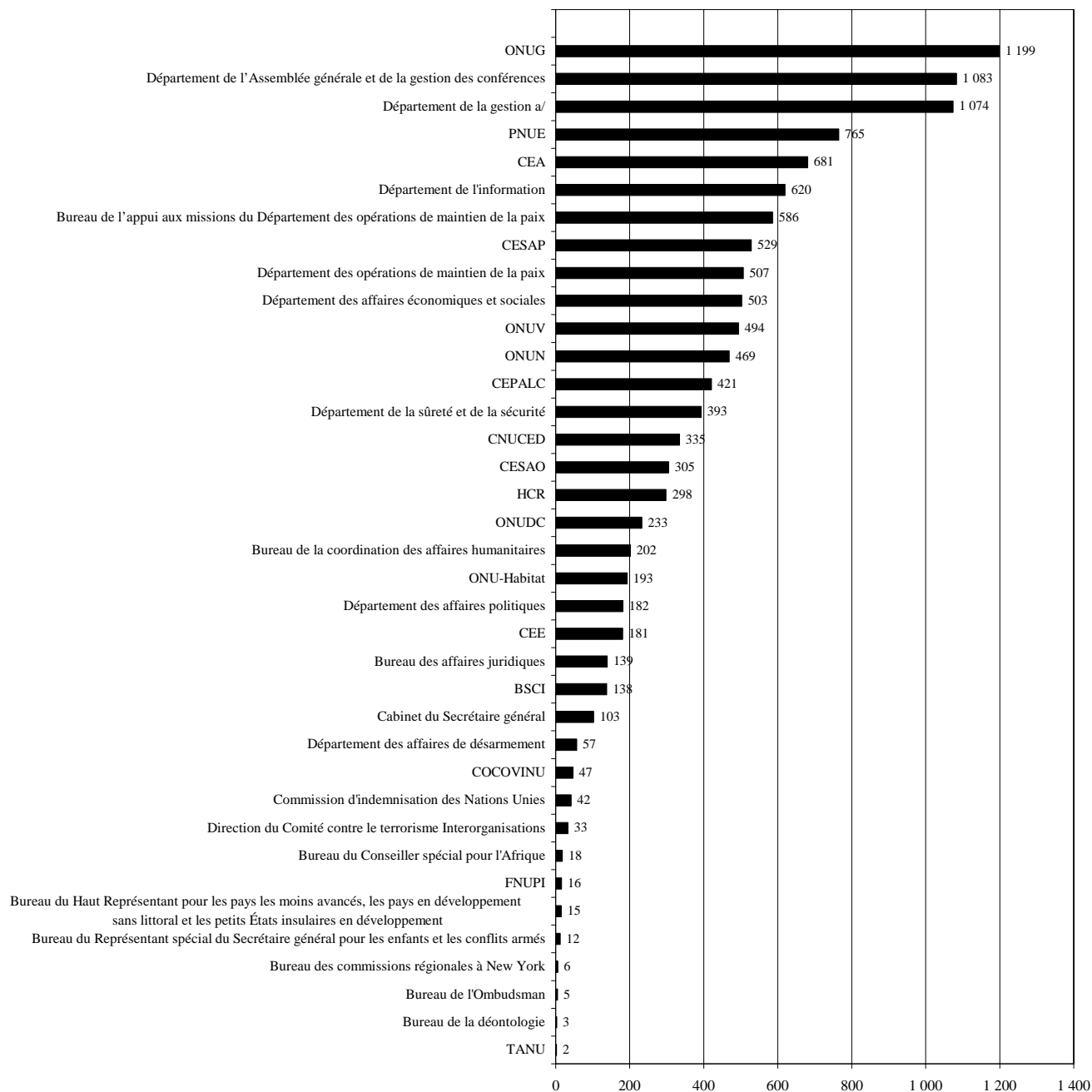
28. La figure IX illustre la répartition du personnel par département, bureau ou autre entité. Parmi les fonctionnaires du Secrétariat, 8 510 (71,5 %) se répartissent entre 12 départements ou bureaux comptant chacun plus de 450 personnes. Les trois plus grands départements, du point de vue des effectifs, sont l'Office des Nations Unies à Genève (1 199 fonctionnaires, soit 10,1 %), le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (1 083 fonctionnaires, soit 9,1 %) et le Département de la gestion<sup>6</sup> (1 074 fonctionnaires, soit 9 %) à New York. Les effectifs du Siège de l'ONU (fonctionnaires qui sont en poste à New York ou sont directement administrés par des départements du Siège) représentent 40,3 % de l'ensemble du personnel du Secrétariat. Les bureaux extérieurs (Addis-Abeba, Bangkok, Beyrouth, Genève, Nairobi, Santiago et Vienne) et leurs antennes emploient 48,7 % des fonctionnaires, l'Office des Nations Unies à Genève ayant l'effectif le plus important des lieux d'affectation hors Siège (19,2 %). Les missions hors Siège administrées par le Département des opérations de maintien de la paix comptent pour 5,8 % de l'effectif, soit 693 fonctionnaires.

---

<sup>6</sup> Le Département de la gestion se compose du Bureau du Secrétaire général adjoint, du Bureau chargé du Plan-cadre d'équipement, du Bureau de la gestion des ressources humaines et du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité.

Figure IX  
Répartition du personnel, par entité, au 30 juin 2006

(Effectif total : 11 894)



a/ Les 1 074 fonctionnaires du Département de la gestion comprennent les effectifs du Bureau du Secrétaire général adjoint (70), du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité (273), du Bureau de la gestion des ressources humaines (211), du Bureau des services centraux d'appui (510) et du Bureau chargé du Plan-cadre d'équipement (10).



*Répartition par sexe*

29. Les femmes et les hommes sont presque à égalité (50,7 % contre 49,3 %) parmi le personnel recruté pour un an ou plus en vertu d'un contrat de la série 100 (11 894 fonctionnaires). Cette image d'ensemble ne renferme pas de disparités importantes entre classes et catégories et entre départements et bureaux.

30. Malgré une augmentation générale pour toutes les classes, les femmes sont toujours peu représentées (72 fonctionnaires, soit 22,2 %) aux deux échelons les plus élevés du Secrétariat (secrétaire général adjoint et sous-secrétaire général). Elles sont également peu représentées dans la catégorie des directeurs (389 fonctionnaires, soit 31,4 %). Aux classes D-2 et D-1, la proportion de femmes est de 37,8 % (34 fonctionnaires) et 29,4 % (88 fonctionnaires), respectivement. Dans la catégorie des administrateurs, les femmes occupent 41,8 % des postes (1 770 fonctionnaires). Elles sont plus nombreuses dans les classes d'entrée (elles occupent 52,4 % des 496 postes P-2 et 45,6 % des 1 386 postes P-3). Les femmes sont majoritaires (60,7 % des 6 737 postes) dans la catégorie des services généraux. Deux groupes continuent de compter un très faible pourcentage de femmes : les corps de métier (2,4 % des 168 fonctionnaires) et les services de sécurité (11,5 % des 295 fonctionnaires).

31. Dans 10 départements ou bureaux, parmi les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur, les femmes sont à égalité avec les hommes ou mieux représentées qu'eux. Dans 12 départements ou bureaux, les femmes représentent entre 40 et 49 % des administrateurs. Dans 10 autres, elles représentent entre 30 et 39 % des administrateurs et, dans 5 autres, elles représentent moins de 30 % des administrateurs.

*Répartition par âge*

32. Au 30 juin 2006, l'âge moyen des fonctionnaires était de 45,9 ans, chiffre inférieur d'un dixième à l'âge moyen au 30 juin 2005. Parmi les fonctionnaires du Secrétariat, plus de la moitié, soit 56 %, ont plus de 45 ans, 28,9 % ont moins de 40 ans et 4,7 % ont moins de 30 ans. Cette répartition apparaît dans les figures X et XI, qui illustrent respectivement la répartition du personnel par âge et par sexe et la répartition par groupes d'âge au Secrétariat. C'est la catégorie des secrétaires généraux adjoints et des sous-secrétaires généraux qui a l'âge moyen le plus élevé (58,9 ans), suivie par celle des directeurs (54,9 ans). L'âge moyen des administrateurs est de 46,2 ans. Celui des fonctionnaires de cette catégorie à la classe d'entrée (P-2) est de 37 ans. Parmi les agents des services généraux, la moyenne d'âge est de 45,4 ans; elle est de 37,4 ans pour la catégorie des agents de sécurité et de 47,8 ans pour les corps de métier.

33. Dans la catégorie des directeurs, la moyenne d'âge des femmes est supérieure d'environ deux mois à celle des hommes, tandis que dans la catégorie des administrateurs, la moyenne d'âge des hommes est supérieure de 18 mois à celle des femmes. Dans la catégorie des agents de sécurité, les hommes ont en moyenne près de 5 ans de plus que les femmes. Dans la catégorie des services généraux, la moyenne d'âge des hommes est inférieure d'environ 9 mois à celle des femmes.

34. Les administrateurs dont l'âge moyen est le plus bas sont ceux du Cabinet du Secrétaire général (41,8 ans), du Département des affaires juridiques (42,6 ans), du Haut Commissariat aux droits de l'homme (43,2 ans), de la Commission d'indemnisation (43,9 ans) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (44,3 ans), et ceux dont l'âge moyen est le plus élevé sont ceux du Bureau du Conseiller spécial pour

l'Afrique (49,2 ans), de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (48,7 ans) et du Département de l'information (48,4 ans).

35. Toutes catégories de personnel confondues, les départements ou bureaux où l'âge moyen est le plus bas sont le nouveau Département de la sûreté et de la sécurité (41,4 ans), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (43,2 ans), l'Office des Nations Unies à Nairobi (43,7 ans) et le Département des opérations de maintien de la paix (44 ans), et ceux où il est le plus élevé sont le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique (50 ans), le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (49,8 ans), la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (49,4 ans), le Département des affaires économiques et sociales (48,5 ans) et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (48,4 ans).

Figure X

**Répartition du personnel, par sexe et par âge, au 30 juin 2006**

(Effectif total : 11 894)

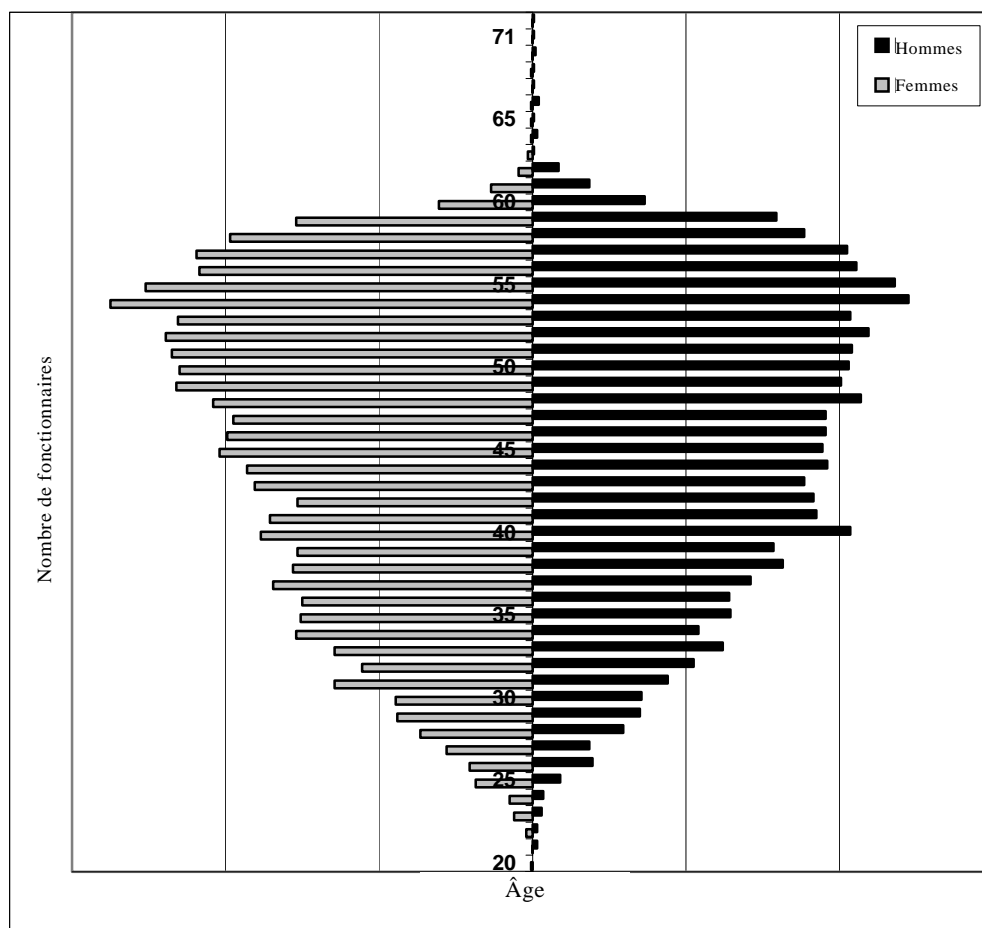
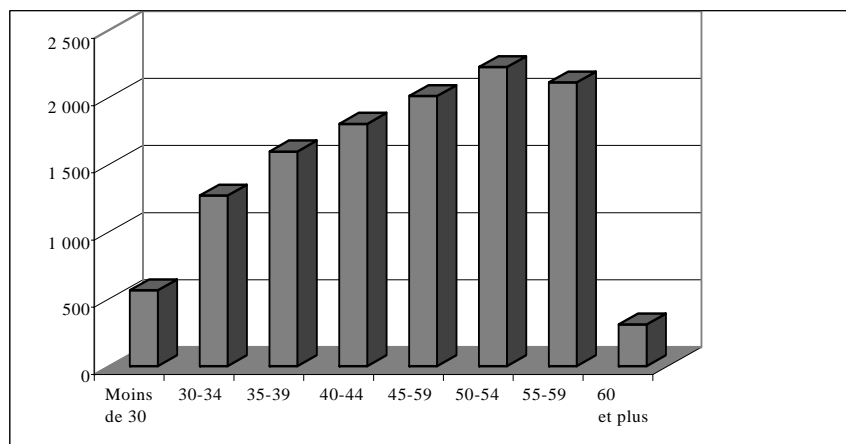


Figure XI  
**Groupes d'âge au Secrétariat, au 30 juin 2006**

(Effectif total : 11 894)



#### *Répartition par ancienneté*

36. L'ancienneté moyenne pour l'ensemble du personnel, tous types de nomination confondus, est de 11,9 ans (13,1 ans pour les directeurs, 10,3 ans pour les administrateurs et 12,8 ans pour les agents des services généraux et les catégories apparentées).

37. L'ancienneté moyenne pour les titulaires de contrats permanents est de 20,7 ans (23,5 ans pour les directeurs, 15,8 ans pour les administrateurs et 25,5 ans pour les agents des services généraux et les catégories apparentées). Les directeurs ont en moyenne plus d'ancienneté, car leur moyenne d'âge est plus élevée. L'ancienneté moyenne des titulaires de contrats de durée déterminée d'un an ou plus est de 7,6 ans (6,9 ans pour les directeurs, 6 ans pour les administrateurs et 8,3 ans pour les agents des services généraux et les catégories apparentées).

38. L'ancienneté moyenne du personnel des départements et bureaux comptant au moins 30 fonctionnaires varie : elle est particulièrement basse à la Direction du Comité contre le terrorisme (4,7 ans), au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (7,9 ans) et à la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (8,5 ans), et particulièrement élevée au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (15,4 ans), à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ainsi qu'à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (15,3 ans chacune), au Bureau des services centraux d'appui (15,2 ans), au Département des affaires économiques et sociales (15 ans), à l'Office des Nations Unies à Genève (14,6 ans), au Département des affaires politiques et au Département de l'information (14,3 ans chacun). Une ancienneté inférieure à la moyenne s'explique par l'un ou plusieurs des facteurs suivants : un personnel plus jeune, des dates d'entrée en fonction plus récentes, un taux de renouvellement du personnel plus élevé, un bureau de création récente et des contrats de durée limitée. Une ancienneté supérieure à la moyenne générale du Secrétariat dénote un personnel plus âgé et un taux de renouvellement plus faible.

### Mouvements de personnel entre le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et le 30 juin 2006

39. L'analyse présentée ci-après se fonde sur les mouvements de personnel, à savoir les recrutements, les cessations de service, les promotions et les mutations entre départements et bureaux pour les fonctionnaires relevant de la série 100 titulaires de nominations d'un an ou plus au Secrétariat, durant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006. L'effectif considéré s'entend des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, ainsi que des agents des services généraux et des catégories apparentées.

#### *Recrutements*

40. La figure XII montre que 1 131 fonctionnaires ont été recrutés au Secrétariat entre le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et le 30 juin 2006 pour les fonctionnaires relevant de la série 100 titulaires de nominations d'un an ou plus. Pour ce qui est de la catégorie des administrateurs (411 fonctionnaires, soit 36,3 % de l'ensemble des recrutements), c'est dans les départements ci-après que les recrutements ont été les plus nombreux : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (69 fonctionnaires, soit 16,8 %), Département des opérations de maintien de la paix (47 fonctionnaires, soit 11,4 %), Département des affaires économiques et sociales (28 fonctionnaires, soit 6,8 %) et Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (25 fonctionnaires, soit 6,1 %).

41. Sur les 411 administrateurs recrutés, les 98 personnes recrutées à la classe P-2 ont représenté 8,7 % de l'ensemble des recrutements et 23,8 % de l'ensemble des recrutements dans la catégorie des administrateurs. Ces recrutements à P-2 concernaient essentiellement des postes vacants au Département des affaires économiques et sociales (15 fonctionnaires, soit 15,3 %), au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (12 fonctionnaires, soit 12,2 %), au Département de l'information (9 fonctionnaires, soit 9,2 %), au Département de la gestion et au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (8 fonctionnaires, soit 8,2 %, chacun) et au Département des opérations de maintien de la paix et à la Commission économique pour l'Afrique (6 fonctionnaires, soit 6,1 %, chacun).

42. Un total de 671 fonctionnaires, soit 59,3 % de l'ensemble du personnel recruté pendant la période considérée, ont été affectés aux services généraux et aux catégories apparentées.

43. Les femmes ont représenté 40 % de tous les fonctionnaires recrutés (452 sur 1 131) durant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006, contre 41,6 % au cours de la période précédente. Au niveau des secrétaires généraux adjoints, 2 des 12 fonctionnaires recrutés étaient des femmes, et 1 sous-secrétaire général sur les 6 recrutés était une femme. Dans la catégorie des directeurs, les femmes ont représenté 22,6 % des fonctionnaires recrutés (7 sur 31) et dans la catégorie des administrateurs, 43,3 % des fonctionnaires recrutés étaient des femmes (178 sur 411). Dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées, 264 femmes ont été recrutées, soit 39,3 % de l'ensemble du personnel recruté.

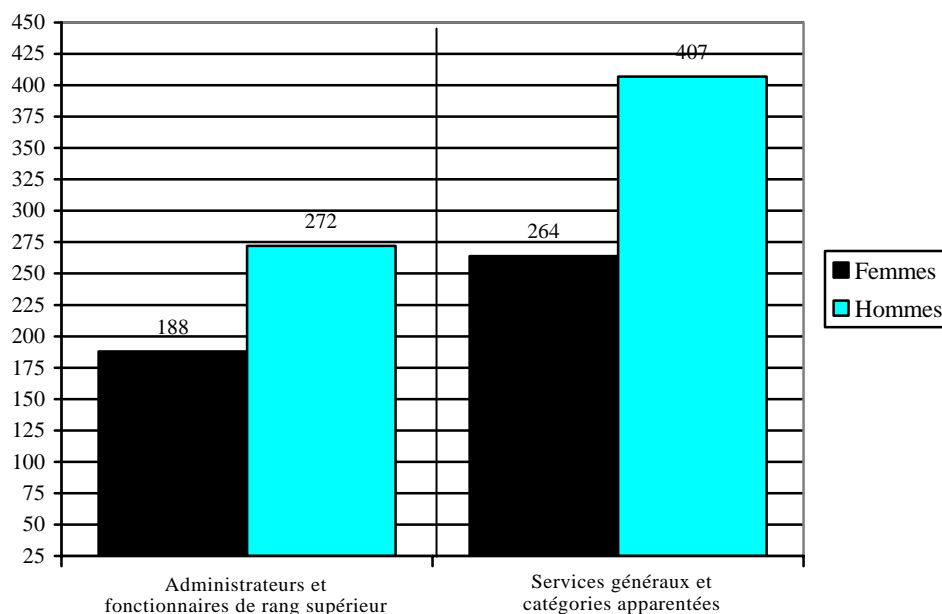
44. Les départements et bureaux ci-après ont recruté près de 60 % de tous les nouveaux fonctionnaires : missions hors Siège administrées par le Département des opérations de maintien de la paix (14,5 %, soit 164 fonctionnaires), Département de la sûreté et de la sécurité (10,6 %, soit 120 fonctionnaires), Haut Commissariat aux droits de l'homme (6,5 %, soit 74 fonctionnaires), Office des Nations Unies à Genève (5,9 %, soit 67 fonctionnaires), Département des opérations de maintien de la paix (5,7 %, soit

64 fonctionnaires), Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (5,4 %, soit 61 fonctionnaires), Office des Nations Unies à Nairobi (5,1 %, soit 58 fonctionnaires) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (5 %, soit 56 fonctionnaires). Les recrutements comprenaient des nominations pour une durée déterminée (89,8 %, soit 1 016 fonctionnaires), des nominations pour une période de stage (9,9 %, soit 112 fonctionnaires) et des nominations à titre permanent correspondant à des mutations interorganisations (0,3 %, soit 3 fonctionnaires).

Figure XII

**Recrutements, par catégorie et par sexe (1<sup>er</sup> juillet 2005-30 juin 2006)**

(Effectif total : 11 894)

*Cessations de service*

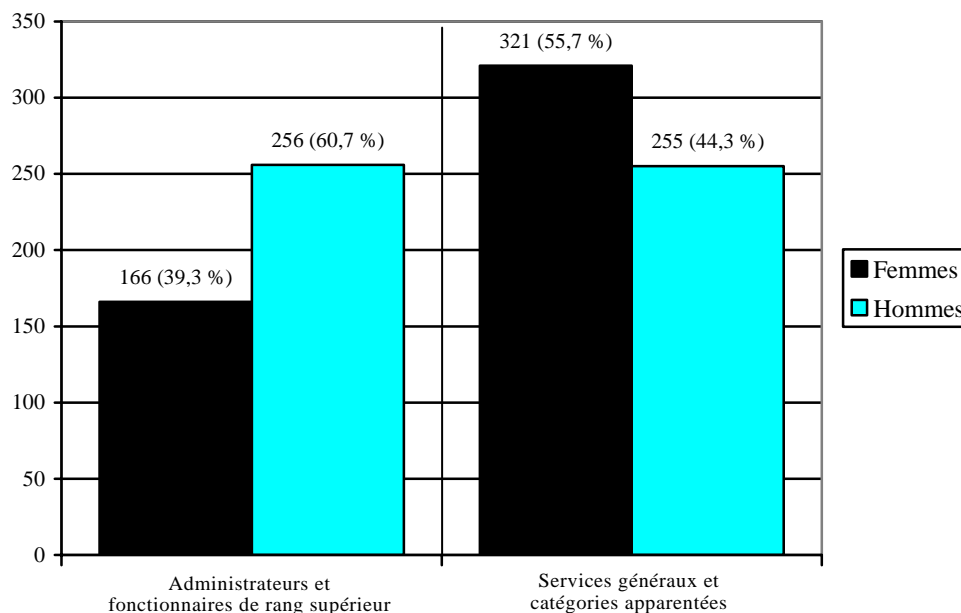
45. Il y a cessation de service lorsqu'un fonctionnaire quitte le Secrétariat par suite d'un départ à la retraite, d'une démission, de l'expiration de son contrat, d'un licenciement amiable, d'une mutation interorganisations, d'un départ pour des raisons de santé, d'un décès, d'un licenciement ou d'un abandon de poste ou d'un renvoi pour faute. Entre le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et le 30 juin 2006, 998 fonctionnaires ont quitté l'Organisation, contre 770 pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004. Il s'agissait de départs à la retraite (355, soit 35,6 %), de démissions (239, soit 23,9 %) et d'expirations de contrat (222, soit 22,2 %). Par catégorie, les cessations de service se répartissent comme suit : 5,5 % dans la catégorie des directeurs et des fonctionnaires de rang supérieur, 35,3 % dans la catégorie des administrateurs et 57,7 % dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées. Les cessations de service à la classe P-2 ont été au nombre de 29, soit 2,9 % de toutes les cessations de service et 8,2 % des cessations de service dans la catégorie des administrateurs. Les femmes ont représenté 48,8 % de tous les départs. Comme indiqué dans la figure XIII, dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, les départs de femmes ont représenté 39,3 % et 55,7 % dans la catégorie des services généraux et les catégories

apparentées. Plus de 60 % des fonctionnaires qui sont partis venaient des missions hors Siège administrées par le Département des opérations de maintien de la paix (110), du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (85), de l'Office des Nations Unies à Genève et du Département de la gestion (74 chacun), du Département des opérations de maintien de la paix (61), de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (56), de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (53), du Département de l'information (51) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (48).

46. Le nombre de démissions entre le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et le 30 juin 2006 a été de 239, soit 23,9 % des cessations de service. Quatre secrétaires généraux adjoints, un sous-secrétaire général, trois directeurs, 56 administrateurs et 175 agents des services généraux et des catégories apparentées ont démissionné. Onze des administrateurs qui ont démissionné étaient à la classe P-5 (19,6 % de l'ensemble des démissions), 19 étaient à la classe P-4 (33,9 %), 17 étaient à la classe P-3 (30,4 %) et 9 étaient à la classe P-2 (16,1 %).

Figure XIII  
**Cessations de service, par sexe (1<sup>er</sup> juillet 2005-30 juin 2006)**

(Effectif total : 11 894)



#### *Promotions*

47. Le terme « promotion » s'entend du passage d'une classe à une classe supérieure, à l'exception du passage de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées à la catégorie des administrateurs, qui est considéré comme un « recrutement » au regard de la résolution 55/258 de l'Assemblée générale. Entre le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et le 30 juin 2006, 1 077 fonctionnaires du Secrétariat ont été promus. La répartition des promotions entre les hommes (543 promotions, soit 50,4 %) et les femmes (534 promotions, soit 49,6 %) a été plus équilibrée qu'en 2005, où elle était de

55 % pour les hommes et de 45 % pour les femmes. Les femmes ont bénéficié de 37,5 % des promotions dans la catégorie des directeurs, de 47,1 % dans la catégorie des administrateurs et de 51,3 % parmi les agents des services généraux et les catégories apparentées.

48. Les départements qui ont enregistré plus de 75 promotions entre le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et le 30 juin 2006 étaient les suivants : Département de la gestion (136), Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et Commission économique pour l'Afrique (109 chacun), Office des Nations Unies à Genève (88) et Office des Nations Unies à Nairobi (83).

#### *Mutations*

49. Une mutation consiste, pour un fonctionnaire, à changer de poste sans changer de classe entre deux départements ou bureaux, que ce soit au même lieu d'affectation ou non. Au cours de la période considérée, il y a eu 539 mutations dans l'ensemble du Secrétariat. Les mutations de femmes (332) ont représenté 61,6 % du total. Les mutations de fonctionnaires titulaires d'un contrat à durée déterminée (69,8 %) ont été plus nombreuses que celles des fonctionnaires titulaires d'un contrat permanent (29,1 %) et celles des fonctionnaires engagés pour une période de stage (1,1 %).

50. La plupart des mutations se sont faites à destination ou à partir du Programme des Nations Unies pour l'environnement (53), du Département de la gestion (50), du Département des opérations de maintien de la paix (38), du Département des affaires économiques et sociales et du Département de l'information (37 chacun) et de la Commission économique pour l'Europe (32).

51. À la section VIII de sa résolution 57/305, l'Assemblée générale a approuvé la proposition formulée par le Secrétaire général dans son rapport (A/56/816) sur l'affectation des fonctionnaires travaillant au Cabinet du Secrétaire général et l'a prié de lui rendre compte de son application. Au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006, aucun fonctionnaire n'a été muté du Cabinet du Secrétaire général à un poste de la même classe.

#### *Renouvellement*

52. Les taux de renouvellement sont déterminés d'après le calcul d'un indice de renouvellement standard, que l'on obtient en comparant le nombre de fonctionnaires réellement partis pendant la période considérée et le nombre de fonctionnaires en activité. Le tableau 3 indique pour 2005/2006 les indices de renouvellement par catégorie de fonctionnaires et tient compte de tous les motifs de cessation de service à l'exception de l'expiration de contrat. L'indice de renouvellement global a augmenté, passant de 5,1 en 2005 à 7,4 en 2006. Si l'indice de renouvellement des directeurs est supérieur à celui des fonctionnaires toutes catégories confondues, celui des administrateurs est proche du taux général. Le renouvellement du personnel permet d'élargir les perspectives de promotion et de recrutement.

Tableau 3  
**Indices de renouvellement (1<sup>er</sup> juillet 2005-30 juin 2006)**  
(Pourcentage)

<i>Catégorie</i>	<i>Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2005</i>	<i>Nombre de cessations de service</i>	<i>Indice de renouvellement</i>
Directeurs	382	47	12.3
Administrateurs	4 124	332	8.1
Agents des services généraux et catégories apparentées	7 181	489	6.8
<b>Total</b>	<b>11 687</b>	<b>868</b>	<b>7.4</b>

*Départs à la retraite prévus au Secrétariat de l'ONU*

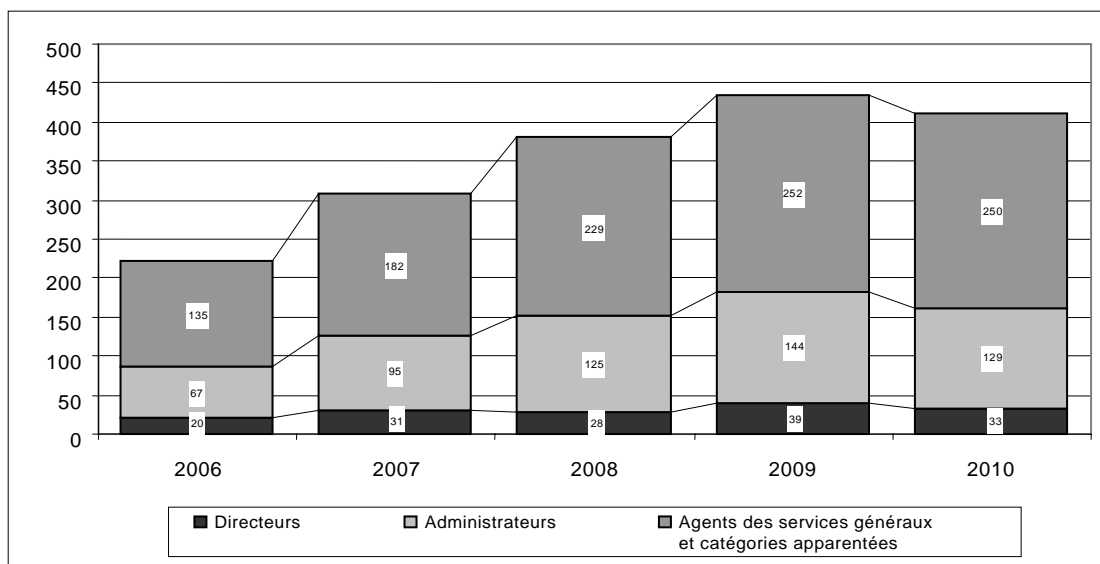
53. Chaque année, un certain nombre de fonctionnaires quittent l'Organisation pour diverses raisons. Le taux d'attrition annuel dépend à la fois d'événements prévisibles et d'autres qui ne le sont pas. La planification des effectifs permet de recenser les besoins futurs de l'Organisation et de faire en sorte que les départements et bureaux soient en mesure de pourvoir aux postes vacants en temps utile. La figure XIV illustre les départs à la retraite prévus, par catégorie, pour la période allant de 2006 à 2010.

54. Au total, 1 759 fonctionnaires du Secrétariat atteindront l'âge du départ obligatoire à la retraite au cours des cinq prochaines années (14,8 % des effectifs actuels). Le chiffre moyen annuel des départs à la retraite sera de 352, allant de 222 en 2006 à 435 en 2009. La figure XIV montre que, pendant ces cinq années, 151 directeurs prendront leur retraite, soit 8,6 % de l'ensemble des départs à la retraite, de même que 560 administrateurs (31,8 %) et 1 048 agents des services généraux et des catégories apparentées (59,6 %). Durant la période 2006-2010, il y aura plus de départs à la retraite parmi les femmes que parmi les hommes (935 femmes contre 824 hommes). Parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, (P-2 à D-2), 62,3 % des fonctionnaires partant à la retraite seront des hommes.



Figure XIV  
Départs à la retraite prévus, par catégorie

(Nombre total de départs prévus : 1 759)



55. Un certain nombre de départements connaîtront des taux élevés de départ à la retraite dans les classes supérieures (P-5, D-1 et D-2). On trouvera ci-après une comparaison entre le nombre de départs à la retraite prévus dans ces classes par département ou bureau et l'effectif actuel à ces mêmes classes. Les départements et les bureaux comptant au minimum 20 fonctionnaires des classes supérieures ont été répartis en trois groupes, en fonction du pourcentage de fonctionnaires à remplacer dans les cinq prochaines années :

a) Départements et bureaux où le pourcentage des besoins de remplacement est faible (moins de 25 % des effectifs actuels) : Département des opérations de maintien de la paix (11,1 %), Cabinet du Secrétaire général (11,5 %), Département de la sûreté et de la sécurité (14,3 %), Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (17,4 %), Programme des Nations Unies pour l'environnement (20,4 %), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (21,2 %), Bureau des services de contrôle interne (21,7 %) et Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (23,3 %);

b) Départements et bureaux où le pourcentage des besoins de remplacement est moyen (entre 25 et 40 % des effectifs actuels) : Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité (25 %), Département des affaires politiques (27,5 %), Bureau des services centraux d'appui, Bureau des affaires juridiques et Programme des Nations Unies pour les établissements humains (27,6 % chacun), Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion (27,8 %), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (27,9 %), Bureau de la coordination des affaires humanitaires (28,1 %), missions hors Siège administrées par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des opérations de maintien de la paix (29,2 % chacun), Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (31,6 %), Département des affaires de désarmement (33,3 %), Département de l'information (34,7 %), Commission économique pour l'Afrique (34,9 %), Département

des affaires économiques et sociales (36 %), Office des Nations Unies à Vienne (36,4 %) et Commission économique pour l'Europe (40 %);

c) Départements et bureaux où ce pourcentage est élevé (plus de 40 % des effectifs actuels) : Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (42,4 %), Office des Nations Unies à Genève (45,5 %), Bureau de la gestion des ressources humaines (48 %) et Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (48 %).

56. À partir des départs à la retraite prévus aux classes P-5, D-1 et D-2, il est plus facile de définir les besoins futurs concernant les fonctionnaires à remplacer. À la classe P-5, les remplacements nécessaires dans les cinq années à venir représenteront 25,4 % des effectifs actuels de cette classe. Aux classes D-2 et D-1, ce pourcentage est encore plus élevé, puisqu'il atteint 38,8 % (voir tableau 4).

Tableau 4

**Remplacements à assurer par suite de départs à la retraite aux classes D-1/D-2 et P-5**

Année	Ensemble des postes			Postes soumis à la répartition géographique		
	D-1/D-2	P-5	Total	D-1/D-2	P-5	Total
2006	20	32	52	18	18	36
2007	31	42	73	28	24	52
2008	28	50	78	19	32	51
2009	39	53	92	29	31	60
2010	33	35	68	27	22	49
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>212</b>	<b>363</b>	<b>121</b>	<b>141</b>	<b>248</b>

**D. Personnel dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales**

57. La représentation de leurs ressortissants dans les effectifs du Secrétariat de l'ONU est au centre des préoccupations des États Membres depuis les débuts de l'Organisation. Cette préoccupation apparaît au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte, qui spécifie que la considération dominante dans le recrutement du personnel doit être la nécessité d'obtenir les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité en prenant dûment en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. Sur les 30 548 personnes employées par le Secrétariat des Nations Unies à travers le monde, les fonctionnaires titulaires de postes d'un an ou plus sont au nombre de 25 543, dont 2 634 sont recrutées en vertu du système des fourchettes optimales, qui est exposé dans les paragraphes qui suivent.

58. Les fonctionnaires dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales sont nommés par le Secrétaire général en vertu de la série 100 du Règlement du personnel pour une période d'au moins un an et affectés à des postes soumis à la répartition géographique dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang

supérieur inscrits au budget ordinaire. Plusieurs catégories de fonctionnaires sont exclues<sup>7</sup>.

59. La résolution 42/220 A de l'Assemblée générale a institué le système actuel des fourchettes optimales; dans cette résolution, l'Assemblée priait le Secrétaire général de calculer les fourchettes souhaitables, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1988, sur la base des critères suivants :

- a) Le chiffre de base retenu pour les calculs serait initialement de 2 700 postes;
- b) Le coefficient du facteur « qualité de Membre » représenterait 40 % du chiffre de base;
- c) Le facteur « population », qui se verra affecter un coefficient de 5 %, sera directement lié au chiffre de la population des États Membres, et les postes correspondant à ce facteur seront répartis entre les États Membres proportionnellement au chiffre de leur population;
- d) Le facteur « contribution » sera fondé sur la répartition des postes restants entre les États Membres proportionnellement au barème des quotes-parts;
- e) La marge pour la limite supérieure et la limite inférieure de chaque fourchette sera de 15 % en plus ou en moins à partir du point médian de la fourchette souhaitable mais ne sera pas inférieure à 4,8 postes en plus ou en moins, et la limite supérieure de la fourchette ne sera pas inférieure à 14 postes;
- f) Le chiffre de base sera ajusté chaque fois que le nombre effectif de postes soumis au principe de la répartition géographique augmentera ou diminuera de 100, les coefficients des trois facteurs étant maintenus.

60. Le changement de statut d'un État Membre du point de vue de sa représentation au Secrétariat peut résulter de plusieurs facteurs : nomination ou cessation de service de ressortissants, ajustement de la fourchette optimale en raison de l'augmentation ou de la diminution du nombre de postes soumis à répartition géographique, modification du nombre d'États Membres, modification du barème des quotes-parts, évolution démographique, modification du statut de certains fonctionnaires (par exemple départ, détachement, congé spécial sans traitement, retour après détachement ou congé spécial, changement de nationalité).

61. Conformément à la section III de la résolution 42/220 A de l'Assemblée générale et compte tenu de la création de postes supplémentaires, le chiffre de base retenu pour le

---

<sup>7</sup> Sont exclus du système des fourchettes optimales les fonctionnaires affectés aux secrétariats des programmes, fonds et organes subsidiaires de l'Organisation dotés d'un statut spécial pour ce qui est de la nomination de leur personnel, les fonctionnaires occupant des postes relevant du maintien de la paix, des postes expressément financés pour un service en mission ou des postes dont le coût est imputé au compte d'appui des opérations de maintien de la paix, les fonctionnaires titulaires de postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales, les agents du Service mobile et de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées (corps de métier, agents de sécurité, assistants d'information, etc.) qui sont recrutés sur le plan local, les fonctionnaires recrutés exclusivement pour occuper des postes au Programme des Nations Unies pour l'environnement, au Programme des Nations Unies pour les établissements humains et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les fonctionnaires nommés à des postes financés sur une base interorganisations, les fonctionnaire occupant des postes relevant de projets de coopération technique, les administrateurs recrutés sur le plan national affectés aux centres d'information des Nations Unies, les fonctionnaires en congé spécial sans traitement et les fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations.

système des fourchettes souhaitables a été fixé à 2 700 postes en 1988. Ce chiffre est lié au nombre de postes soumis à la répartition géographique, mais sans être équivalent. Ce chiffre de base est ajusté chaque fois que le nombre effectif de postes inscrits au budget qui sont soumis à la répartition géographique augmente ou diminue de 100. Ce chiffre de base est actuellement fixé à 2 900 en raison des modifications apportées au nombre de postes de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur soumis au système des fourchettes optimales, qui est actuellement de 2 997. Pour plus de précisions sur le calcul des fourchettes et le point médian, voir l'annexe I.

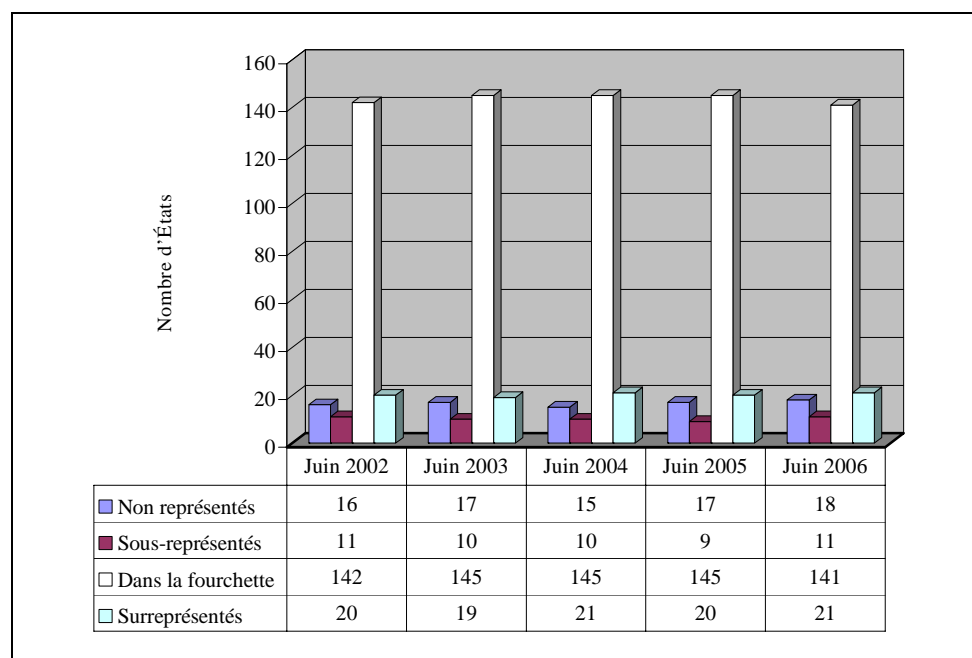
62. La représentation des États Membres se divise en quatre catégories : États non représentés, États sous-représentés, États se situant dans la fourchette optimale et États surreprésentés. Un État Membre est dit « non représenté » lorsque aucun de ses nationaux n'occupe un poste soumis à la répartition géographique; il est dit « sous-représenté » lorsque le nombre de ses nationaux occupant de tels postes est inférieur à la limite inférieure de la fourchette optimale; il est dit « dans la fourchette souhaitable » lorsque le nombre de ses nationaux occupant de tels postes se situe entre les limites inférieure et supérieure de la fourchette optimale, et il est dit « surreprésenté » lorsque le nombre de ses nationaux occupant de tels postes est supérieur à la limite supérieure de la fourchette optimale.

#### **Représentation des États Membres dans le système des fourchettes optimales**

63. Au 30 juin 2006, 18 États Membres étaient non représentés, contre 17 en juin 2005 (Angola, Bahreïn, Comores, Émirats arabes unis, Îles Marshall, Kiribati, Koweït, Liechtenstein, Monaco, Nauru, Palaos, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tadjikistan, Timor-Leste, Vanuatu et Yémen). Onze États Membres étaient sous-représentés, contre neuf en juin 2005 (Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Mexique, Norvège, Oman, Qatar, République de Corée, Suisse et Viet Nam), et 21 États Membres étaient surreprésentés, contre 20 en juin 2005 [Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Italie, Kenya, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Philippines, Suède, Ukraine et Venezuela (République bolivarienne du)]. Tous les autres États Membres (141) se situaient dans la fourchette optimale les concernant<sup>1</sup>.

64. La figure XV illustre l'évolution de la représentation des États Membres pour ce qui est des fonctionnaires dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales au cours de la période de cinq ans allant de 2002 à 2006.

Figure XV  
Représentation des États Membres<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Le présent rapport analyse la représentation de 191 États Membres, bien que le nombre d'États Membres soit passé à 192 le 28 juin 2006 avec l'admission du Monténégro, pays pour lequel on ne dispose pas encore de données précises.

65. Les tableaux A.3 à A.10 de l'annexe II présentent le nombre de postes soumis à la répartition géographique. Les données figurant au tableau A.3 indiquent le nombre de fonctionnaires occupant ces postes par nationalité, par classe et par sexe. Le tableau indique le nombre correspondant au point médian de la fourchette optimale et la fourchette elle-même. Les données du tableau A.4 sont ventilées par nationalité et type de nomination au 30 juin 2005 et au 30 juin 2006. Le tableau A.5 présente, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006, les nominations de fonctionnaires par nationalité, par classe et par sexe. Le tableau A.6 indique les nominations et les cessations de service de fonctionnaires, ventilées par nationalité, par type de nomination et par sexe, pour la même période.

#### Représentation des États Membres aux postes de direction et de décision

66. Au paragraphe 2 de la section X de sa résolution 55/258, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer, aux échelons supérieur et directeur du Secrétariat, la représentation équitable des États Membres, en particulier de ceux qui n'étaient pas suffisamment représentés à ces échelons, qui n'étaient pas représentés ou étaient sous-représentés, en particulier les pays en développement, conformément à ses résolutions pertinentes, et de continuer d'inclure des renseignements à ce sujet dans tous ses futurs rapports sur la composition du Secrétariat. L'Assemblée a réitéré cette demande aux paragraphes 37 et 38 de la section II de sa résolution 57/305 et au paragraphe 13 de la section IV de sa résolution 59/266.

67. Les postes de direction et de décision sont définis comme étant les postes d'administrateur général (D-1) et les postes supérieurs. Le tableau 5 contient des données concernant le nombre de fonctionnaires de rang élevé dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales, ventilées selon le pays dont les fonctionnaires ont la nationalité. Il fournit des données sur la représentation des pays en développement et des autres pays aux postes soumis à la répartition géographique selon la moyenne des fourchettes optimales de chaque groupe, en les mettant en parallèle avec le nombre de fonctionnaires des États Membres appartenant à ces groupes. Le tableau 5 fournit également des données sur les fonctionnaires soumis au système des fourchettes optimales et les fonctionnaires à partir de la classe D-1, à partir de la classe D-2 et à partir du rang de sous-secrétaire général (pour plus de détails sur la représentation des différents États Membres aux postes de direction et de décision, voir le tableau A.10 de l'annexe II).

68. Une brève analyse du tableau 5 montre que le pourcentage de fonctionnaires soumis au système des fourchettes optimales originaires aussi bien de pays en développement que de pays développés était inférieur aux fourchettes optimales au 30 juin 2006. Le nombre de fonctionnaires des pays en développement a diminué (en termes absolus et en pourcentage) entre 2002 et 2005 avant d'augmenter entre 2005 et 2006. Le nombre de fonctionnaires des pays développés a progressivement augmenté depuis 2002, en termes absolus et en pourcentage. Le nombre de fonctionnaires des pays en transition est demeuré stable, en termes absolus et en pourcentage, restant toujours supérieur à la moyenne des fourchettes souhaitables entre 2002 et 2006.

69. À partir de la classe D-1, de la classe D-2 et du rang de sous-secrétaire général, le pourcentage de fonctionnaires des pays en développement a diminué entre 2002 et 2006 et, au 30 juin 2006, il était encore supérieur à la moyenne des fourchettes souhaitables. À partir de la classe D-1, de la classe D-2 et du rang de sous-secrétaire général, le pourcentage de fonctionnaires de pays développés a progressé entre 2002 et 2006 et, au 30 juin 2006, ce pourcentage était inférieur à la moyenne des fourchettes souhaitables. À partir de la classe D-1, de la classe D-2 et du rang de sous-secrétaire général, le pourcentage de fonctionnaires des pays en transition a fluctué entre 2002 et 2006. Au 30 juin 2006, ce pourcentage était supérieur à la fourchette souhaitable pour les classes D-1 et D-2 et inférieur à cette fourchette à partir du rang de sous-secrétaire général.

Tableau 5

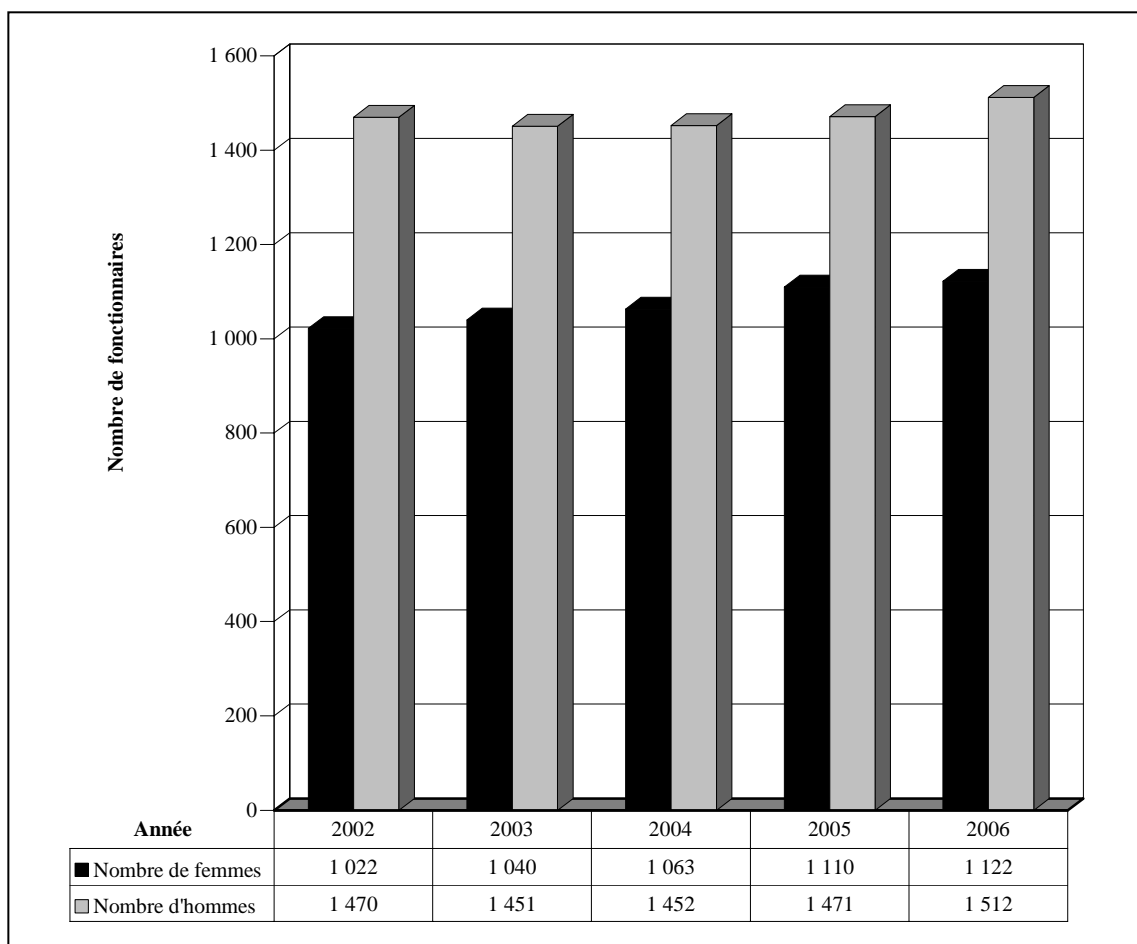
**Représentation des pays en développement, des pays développés et des pays en transition  
aux postes soumis à la répartition géographique**

Groupe	Année	Fourchettes optimales	Point médian pour le groupe	Pourcentage	Fonctionnaires		Fonctionnaires de la classe D-1 et des classes supérieures		Fonctionnaires de la classe D-2 et des classes supérieures		Fonctionnaires ayant le rang de SSG ou un rang supérieur	
					Nombre total	Pourcentage total	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Pays en développement	2002	930-1 259	1 094,5	40,5	1 053 (409)	42,5 (40,2)	151 (46)	46,6	55 (14)	50,5	23 (4)	56,1
	2003	903-1 258	1 093,7	40,5	1 032 (417)	41,5 (40,2)	150 (52)	45,0	54 (14)	46,2	23 (4)	56,1
	2004	933-1 263	1 098,1	40,7	1 023 (416)	40,7 (39,1)	148 (55)	44,7	56 (17)	48,7	20 (3)	51,3
	2005	968-1 310	1 139,3	40,7	1 024 (424)	39,7 (38,2)	141 (53)	42,9	49 (17)	45,4	17 (5)	41,5
	2006	1 003-1 357	1 180,0	40,7	1 051 (430)	39,9 (38,3)	138 (46)	40,8	50 (18)	43,5	24 (7)	49,0
Pays développés	2002	1 202-1 626	1 414,3	52,4	1 160 (555)	46,8 (54,6)	152 (59)	46,9	47 (13)	43,1	15 (3)	36,6
	2003	1 204-1 629	1 416,4	52,5	1 195 (568)	48,0 (54,5)	156 (56)	46,8	56 (18)	47,9	15 (4)	36,6
	2004	1 200-1 624	1 411,9	52,3	1 232 (591)	49,0 (55,6)	154 (64)	46,5	52 (18)	45,2	16 (6)	41,0
	2005	1 244-1 684	1 463,9	52,3	1 293 (625)	50,1 (56,3)	154 (61)	46,8	50 (17)	46,3	21 (6)	51,2
	2006	1 289-1 744	1 516,2	52,3	1 317 (626)	50,1 (55,8)	167 (63)	49,4	56 (22)	48,7	23 (6)	46,9
Pays en transition	2002	162-220	191,0	7,1	267 (53)	10,8 (5,2)	21 (3)	6,5	7 (1)	6,4	3 (1)	7,3
	2003	161-218	189,9	7,0	262 (55)	10,5 (5,3)	27 (3)	8,1	7 (1)	6,0	3 (1)	7,3
	2004	162-219	190,0	7,0	258 (56)	10,3 (5,3)	29 (2)	8,8	7 (1)	6,1	3 (1)	7,7
	2005	167-226	196,8	7,0	262 (61)	10,2 (5,5)	34 (3)	10,3	9 (1)	8,3	3 (1)	7,3
	2006	173-234	203,8	7,0	263 (66)	10,0 (5,9)	33 (2)	9,8	9 (0)	7,8	2 (0)	4,1
<b>Total</b>	2002	<b>2 295-3 105</b>	<b>2 699,8</b>	<b>100,0</b>	<b>2 480 (1 017)</b>	<b>100,0 (100,0)</b>	<b>324 (108)</b>	<b>100,0</b>	<b>109 (28)</b>	<b>100,0</b>	<b>41 (8)</b>	<b>100,0</b>
	2003	<b>2 295-3 105</b>	<b>2 700,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2 489 (1 040)</b>	<b>100,0 (100,0)</b>	<b>333 (111)</b>	<b>100,0</b>	<b>117 (33)</b>	<b>100,0</b>	<b>41 (9)</b>	<b>100,0</b>
	2004	<b>2 295-3 105</b>	<b>2 700,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2 513 (1 063)</b>	<b>100,0 (100,0)</b>	<b>331 (121)</b>	<b>100,0</b>	<b>115 (36)</b>	<b>100,0</b>	<b>39 (10)</b>	<b>100,0</b>
	2005	<b>2 380-3 220</b>	<b>2 800,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2 579 (1 110)</b>	<b>100,0 (100,0)</b>	<b>329 (117)</b>	<b>100,0</b>	<b>108 (35)</b>	<b>100,0</b>	<b>41 (12)</b>	<b>100,0</b>
	2006	<b>2 465-3 335</b>	<b>2 900,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2 631 (1 122)</b>	<b>100,0 (100,0)</b>	<b>338 (111)</b>	<b>100,0</b>	<b>115 (40)</b>	<b>100,0</b>	<b>49 (13)</b>	<b>100,0</b>

### Représentation des femmes parmi les fonctionnaires soumis au système des fourchettes optimales

70. Depuis la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale et en application de la résolution 45/239 C, au paragraphe 2 de la section XIV de la résolution 55/258 et des paragraphes 39 à 41 de la section II de la résolution 57/305, le Secrétaire général a régulièrement rendu compte des efforts qui sont faits pour accroître le nombre de femmes aux postes du Secrétariat soumis à la répartition géographique, et en particulier aux postes de direction et de décision. Au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2002 au 30 juin 2006, le nombre de femmes occupant des postes de la classe D-1 ou de classes supérieures a augmenté de 5, passant de 106 à 111. Les tableaux A.7 et A.9.B de l'annexe II indiquent, par nationalité, par classe et par sexe, le nombre de fonctionnaires occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales. La figure XVI ci-dessous indique, pour la période de cinq ans allant de 2002 à 2006, la proportion de femmes occupant des postes soumis à la répartition géographique.

Figure XVI  
Proportion de femmes et d'hommes occupant des postes soumis à la répartition géographique





71. Le tableau 6 indique, par classe, le nombre et la proportion de femmes occupant des postes soumis à la répartition géographique ou exigeant des connaissances linguistiques spéciales, en comparant les données pour 1996 et celles pour 2006.

Tableau 6

**Nombre et pourcentage de femmes de chaque classe occupant des postes soumis à la répartition géographique ou exigeant des connaissances linguistiques spéciales**

	<i>Postes soumis à la répartition géographique</i>				<i>Postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales<sup>a</sup></i>			
	<i>1996</i>		<i>2006</i>		<i>1996</i>		<i>2006</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
SGA	1	4,8	6	21,4	–	–	–	–
SSG	1	6,7	7	31,8	–	–	–	–
D-2	14	19,7	27	40,9	–	–	–	–
D-1	43	19,3	71	31,7	–	–	–	–
P-5	130	27,8	176	34,9	48	34,5	54	40,0
P-4	240	34,9	304	42,1	120	34,2	142	39,1
P-3	265	40,6	327	48,7	127	36,0	133	42,6
P-2	188	49,7	204	51,4	32	55,2	20	57,1
P-1	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>882</b>	<b>35,1</b>	<b>1 122</b>	<b>42,6</b>	<b>327</b>	<b>36,3</b>	<b>349</b>	<b>41,3</b>

<sup>a</sup> Les postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales sont limités aux classes P-2 à P-5.

72. Le tableau A.5 de l'annexe II indique la répartition par nationalité, par classe et par sexe, des 219 nominations à des postes soumis à la répartition géographique, auxquelles il a été procédé entre le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et le 30 juin 2006. Le tableau 7 en donne une version condensée.

Tableau 7  
**Nombre de nominations récentes à des postes soumis à la répartition géographique, par sexe, par classe et par nombre de nationalités représentées (1<sup>er</sup> juillet 2005-30 juin 2006)<sup>a</sup>**

	<i>Femmes</i>			<i>Hommes</i>		
	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Nombre de nationalités représentées</i>	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Nombre de nationalités représentées</i>
SGA	2	18,2	2	9	81,8	9
SSG	0	0,0	0	2	100,0	2
D-2	1	14,3	1	6	85,7	6
D-1	3	23,1	3	10	76,9	7
P-5	5	20,0	5	20	80,0	18
P-4	14	35,9	11	25	64,1	19
P-3	16	34,0	14	31	66,0	23
P-2	42	56,0	23	33	44,0	17
P-1	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>37,9</b>	<b>40</b>	<b>136</b>	<b>62,1</b>	<b>59</b>

<sup>a</sup> Non compris les fonctionnaires occupant déjà des postes soumis à la répartition géographique.

73. Le tableau A.9 de l'annexe II présente la répartition par sexe des fonctionnaires du Secrétariat, ventilée par département ou bureau et par classe, au 30 juin 2006. La section A de ce tableau indique, par classe, le nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique; la section B présente des données comparables pour les fonctionnaires occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales.

#### **Recrutement de fonctionnaires dans le cadre du système des fourchettes optimales**

74. Au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006, 219 personnes ont été recrutées dans le cadre du système des fourchettes optimales (voir annexe II, tableau A.5). Quatre des intéressés (1,8 %) étaient des ressortissants d'États Membres non représentés, 19 (8,7 %) étaient des ressortissants d'États Membres sous-représentés, 146 (66,6 %) étaient des ressortissants d'États Membres se situant dans la fourchette et 49 (22,4 %), des ressortissants d'États Membres qui étaient surreprésentés au 30 juin 2005.

75. Sur les 219 personnes engagées, 78 (35,6 %) étaient des lauréats des concours nationaux organisés pour pourvoir des postes des classes P-2 et P-3. Quarante-quatre (56,4 %) des 78 lauréats susmentionnés étaient des femmes.

76. En 2005, des concours nationaux ont été organisés dans 44 États Membres (Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahreïn, Barbade, Botswana, Brunei Darussalam, Cap-Vert, Comores, Guinée équatoriale, États-Unis d'Amérique, Gambie, Grèce, Grenade, Guatemala, Îles Marshall, Îles Salomon, Israël, Japon, Kiribati, Liechtenstein, Maldives, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Norvège, Oman, Palaos, Panama, Portugal, République de Corée,

République démocratique populaire lao, République de Moldova, Sainte-Lucie, Samoa, Saint-Marin, Suisse, Tadjikistan, Tonga, Tuvalu et Viet Nam). Parmi ces pays figurent des États Membres non représentés ou sous-représentés, et d'autres qui risquent de ne plus être représentés ou de devenir sous-représentés. Sept groupes professionnels étaient concernés par ces concours<sup>8</sup>. Sur les 121 lauréats du concours de 2005, 10 ont déjà été recrutés, 2 n'étaient pas disponibles; sur les 109 lauréats restants, 20 sont en cours de recrutement.

77. Sur les 219 fonctionnaires recrutés, 83 (37,9 %) étaient des femmes, dont 52 étaient originaires de pays développés, 25 de pays en développement et 6 provenaient de pays en transition.

78. Parmi les 78 lauréats des concours nationaux, 32 (43 %) des candidats à des postes de la classe P-2 ont été recrutés par des bureaux hors Siège et 42 (56,8 %) ont été affectés à des postes à New York. Les quatre lauréats recrutés à la classe P-3 ont tous été affectés à un bureau hors Siège. Le tableau 8 présente, pour la période de juillet 2005 à juin 2006, la répartition par entité des lauréats des concours nationaux qui ont été engagés.

Tableau 8

**Affectation des lauréats des concours nationaux, par entité  
(1<sup>er</sup> juillet 2005-30 juin 2006)**

<i>Département/bureau</i>	<i>P-2</i>	<i>P-3</i>
Département des affaires économiques et sociales	15	
Département de la gestion	8	
Département des opérations de maintien de la paix	6	
Département des affaires politiques	1	
Département de l'information	8	
Direction de la sécurité	1	
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	3	
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	3	
Commission économique pour l'Afrique	5	
Commission économique pour l'Europe	2	
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	2	
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		1
Bureau des affaires juridiques	3	
Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	9	1
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	2	
Office des Nations Unies à Genève	2	
Office des Nations Unies à Nairobi	2	
Office des Nations Unies à Vienne	2	1
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime		1
<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>4</b>

<sup>8</sup> Architecture, démographie, bibliothèque, sécurité, sciences techniques, statistiques et conception des sites Web.

### Prévisions des départs à la retraite des fonctionnaires du Secrétariat soumis au système des fourchettes optimales

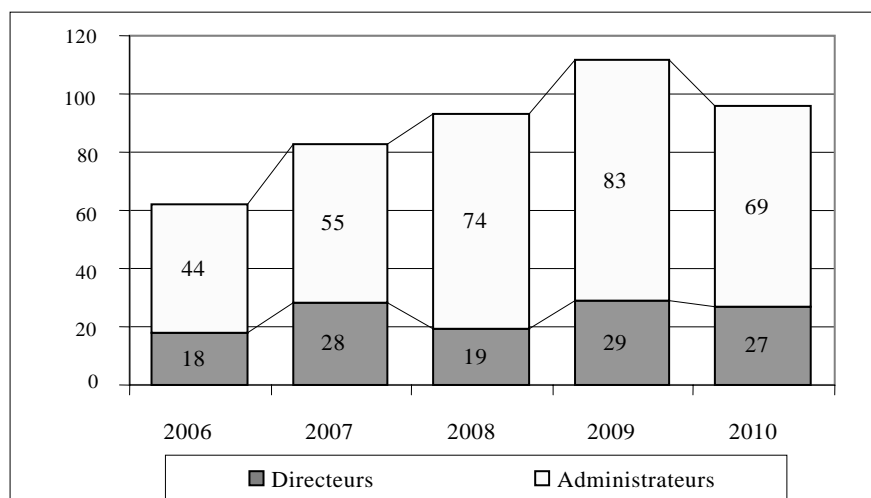
79. Sur les 2 634 fonctionnaires du Secrétariat qui occupent des postes soumis à la répartition géographique, 446 (18,1 %) atteindront l'âge du départ à la retraite entre 2006 et 2010. Le chiffre moyen annuel des départs à la retraite sera de 93, le chiffre le plus bas (62) correspondant à 2006 et le chiffre le plus élevé (112) correspondant à 2009. La figure XVII indique la répartition des départs prévus entre directeurs et administrateurs.

80. Tous les fonctionnaires de trois États Membres (Sierra Leone, Tchad et Tuvalu) qui occupent des postes soumis à la répartition géographique prendront leur retraite au cours des cinq prochaines années, sept États Membres (Afghanistan, Cambodge, Chine, États-Unis d'Amérique, Panama, Pologne et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) pourraient devenir sous-représentés si le nombre de leurs ressortissants qui arrivent à la retraite au cours de cette période n'est pas compensé par un nombre équivalent de nouveaux recrutements dans ces États Membres. D'ici à 2010, 49 pays verront le nombre de leurs fonctionnaires réduit dans une proportion allant de 21 à 50 %, 24 pays verront ce nombre réduit de 10 à 20 % et 15 pays le verront réduit de 1 à 10 %. Au cours des cinq prochaines années, aucun départ à la retraite n'est prévu parmi les fonctionnaires de 59 autres pays.

Figure XVII

#### Départs à la retraite prévus, par catégorie, pour les postes soumis au système des fourchettes optimales

(Nombre total de départs prévus, 446)



### **III. Suite donnée aux requêtes figurant dans des résolutions de l'Assemblée générale**

#### **A. Mise en œuvre des plans d'action en matière de ressources humaines**

81. Conformément à la requête formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 57/305, dans laquelle elle priait le Secrétaire général de lui faire rapport chaque année sur les progrès réalisés par les départements dans la mise en œuvre des plans d'action établis en matière de ressources humaines, le présent rapport fournit des renseignements sur les progrès réalisés dans l'application des plans d'action établis en matière de ressources humaines au cours du cycle de planification en cours.

82. Les plans d'action en matière de ressources humaines ont été institués en 1999 dans l'ensemble du Secrétariat. Les plans d'action des départements sont des contrats de deux ans passés entre les chefs des départements/bureaux qui y participent et la Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines. Ces plans d'action, qui comportent pour la gestion des ressources humaines au sein de l'Organisation des objectifs arrêtés sur la base des activités prescrites par l'Assemblée générale, offrent un cadre destiné à guider les directeurs de programme dans la gestion des ressources humaines au cours de l'exercice biennal.

83. Dans sa résolution 59/266, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer d'améliorer l'efficacité des plans d'action en matière de ressources humaines afin de réaliser les objectifs de l'Organisation dans ce domaine. Pour ce faire, une formule étoffée des plans d'action a été adoptée, en coopération avec les départements et bureaux, pour le quatrième cycle de planification (2005-2006) en l'élargissant à de nouveaux domaines de la gestion de ressources humaines et à des objectifs de responsabilisation.

84. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a établi, en collaboration avec les départements et bureaux participants, un bilan des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de planification au cours de la première année du cycle actuel des plans d'action. Des fiches de résultats des départements à mi-parcours du cycle de planification ont été communiquées au Conseil d'évaluation de la performance, qui conseille le Secrétaire général au sujet des résultats obtenus par différents hauts fonctionnaires. À sa réunion de juillet 2006, le Conseil a constaté que certains départements avaient certes progressé dans la réalisation des objectifs fixés mais que les résultats d'ensemble restaient inférieurs aux buts recherchés, en ce qui concerne notamment la représentation géographique et la parité hommes-femmes.

85. On trouvera des renseignements supplémentaires sur les plans d'action en matière de ressources humaines dans les sections sur la planification des ressources humaines et le contrôle de leur gestion dans les rapports du Secrétaire général intitulés « Réforme de la gestion des ressources humaines » (A/61/228), « Investir dans le capital humain » (A/61/255) et « Conseil d'évaluation de la performance » (A/61/319).

#### **B. Analyse du niveau de sous-représentation**

86. L'Assemblée générale, au paragraphe 8 de la section IV de sa résolution 59/266, a prié le Secrétaire général d'inclure une analyse de la sous-représentation des États

Membres dans son prochain rapport sur la composition du Secrétariat. Cette analyse est présentée ci-après. À cette fin, le niveau de sous-représentation est défini comme l'écart entre le nombre de ressortissants d'un État Membre qui font partie des fonctionnaires actifs du Secrétariat dans le système des fourchettes optimales et la limite inférieure de la fourchette dudit État Membre. Cette analyse porte sur le personnel dont le recrutement relève du système des fourchettes optimales pour des postes soumis à la répartition géographique pendant une période de 5 ans (2002-2006).

87. L'accroissement du nombre des États Membres non représentés et sous-représentés, qui est passé de 27 en 2002 à 29 en 2006, ainsi que la création de 300 postes supplémentaires dans le système des fourchettes optimales, se sont traduits par une augmentation du nombre global de recrutements nécessaires pour faire entrer tous les États Membres non représentés ou sous-représentés dans cette fourchette, ce chiffre étant passé de 194 en 2002 à 217 en 2006.

88. Une analyse des États Membres non représentés et sous-représentés au cours de la période 2002-2006 montre qu'ils se divisent en trois groupes. Le premier se compose d'États Membres qui présentent les caractéristiques suivantes : a) les changements observés dans leur représentation sont le résultat de variations ne dépassant pas trois dans le nombre de leurs ressortissants; et b) les changements observés ont été occasionnels et n'ont entraîné une sous-représentation que pendant deux années consécutives au plus entre 2002 et 2006. Les pays suivants : Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Comores, Liechtenstein, Ouzbékistan et République de Moldova ont été non représentés entre 2002 et 2006; et le Brésil, la Grèce, la Jamahiriya arabe libyenne, le Portugal, le Qatar et la République démocratique populaire de Corée ont été sous-représentés au cours de la même période.

89. Le deuxième groupe d'États Membres se compose de ceux qui ont été non représentés et sous-représentés pendant au moins quatre ans au cours de la période 2002-2006 et sont sous-représentés dans une proportion de 3 à 15 fonctionnaires. Ce groupe se compose de 13 États Membres non représentés (Bahreïn, Brunéi-Darussalam, Émirats arabes unis, Guinée Bissau, Îles Marshall, Kiribati, Monaco, Nauru, Palaos, Samoa, Sao-Tomé-et-Principe, Timor-Leste et Turkménistan) et de 6 États Membres sous-représentés (Arabie saoudite, Koweït, Mexique, Norvège, République de Corée et Suisse).

90. Le troisième groupe comprend un État Membre sous-représenté, le Japon, qui est depuis longtemps sous-représenté de façon chronique, dans une proportion qui dépasse le nombre de ses ressortissants en poste.

91. Un certain nombre d'indicateurs permettent de suivre la situation de non-représentation et de sous-représentation. Le premier de ces indicateurs, dont il est rendu compte chaque année dans la composition du Secrétariat, consiste à définir le nombre d'États Membres qui sont non représentés ou sous-représentés. Le nombre d'États Membres non représentés est passé de 16 en 2002 à 18 en 2006, alors que le nombre d'États Membres sous-représentés restait inchangé, soit 11, au cours de la même période.

92. Un autre indicateur de sous-représentation est le nombre total de personnes en activité qui appartiennent à des États Membres sous-représentés et leur nombre relatif par rapport au nombre total de fonctionnaires qui occupent des postes soumis à la répartition géographique. En 2002, sur un total de 2 492 fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, 368 appartenaient à des États Membres sous-représentés (14,8 %). En 2006, ce chiffre est tombé à 207 (7,8 % des

2 634 fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique). Cela représente une diminution de 43 % entre 2002 et 2006.

93. Le nombre de recrutements nécessaires pour ramener tous les États Membres actuellement non représentés dans la fourchette est de 26. Le nombre de recrutements nécessaires pour placer tous les États Membres actuellement sous-représentés dans la fourchette est de 187, dont 162 correspondent au Japon.

94. Pour un État Membre donné, le niveau de sous-représentation peut être mesuré par l'écart entre le nombre de ses ressortissants faisant partie des effectifs et la limite inférieure de la fourchette souhaitable pour cet État. Dans les deuxième et troisième groupes d'États Membres, le niveau de sous-représentation a augmenté pour le Japon (145 en 2002 et 162 en 2006), le Koweït (1 en 2002 et 4 en 2006), le Mexique (0 en 2002 et 6 en 2006) et l'Arabie saoudite (2 en 2002 et 7 en 2006). Le niveau de sous-représentation a diminué pour la Norvège (6 en 2002 et 2 en 2006), la République de Corée (8 en 2002 et 2 en 2006) et la Suisse (10 en 2003 et 3 en 2006). Le tableau 7 fournit des renseignements supplémentaires. Cette situation appelle un renforcement des efforts pour ramener le niveau de représentation dans la fourchette souhaitable. Par exemple, bien que le nombre total de fonctionnaires dont les postes sont soumis à la répartition géographique soit passé de 2 492 en 2002 à 2 634 en 2006, le nombre de ressortissants japonais a diminué de un puisqu'il a été ramené de 111 en 2002 à 110 en 2006; le pourcentage de la représentation de ce pays parmi les postes soumis à la répartition géographique est ainsi tombé de 4,4 % en 2002 à 4,1 % en 2006. Des efforts accrus seront nécessaires pour ramener la représentation du Japon dans la fourchette en 2006.

95. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, le changement de statut d'un État Membre du point de vue de sa représentation peut résulter de plusieurs facteurs : nomination ou cessation de service, ajustement de la fourchette optimale en raison de l'augmentation ou de la diminution du nombre de postes soumis à la répartition géographique, modification du nombre d'États Membres, modification du barème des quotes-parts, évolution démographique des États Membres, enfin modification du statut de certains fonctionnaires (par exemple départ, détachement, congé spécial sans traitement, retour après détachement ou congé spécial, changement de nationalité).

96. Comme indiqué plus haut, le statut de représentation des pays évolue en fonction des mouvements du personnel, en particulier des nominations et des cessations de service. Entre 2002 et 2006, six fonctionnaires ont été recrutés dans des États Membres non représentés (un par an en moyenne) et 114 ont été recrutés dans des États Membres sous-représentés (23 par an en moyenne). Les 120 personnes recrutées dans des États Membres non représentés et sous-représentés entre 2002 et 2006 représentent 12,4 % du total. Le nombre des personnes recrutées dans des États Membres surreprésentés au cours de la même période a atteint le chiffre de 196 (20,3 %) et celui des personnes recrutées dans des États Membres qui se situent dans la fourchette a été de 648 (67,1 %). En raison du faible nombre de ressortissants recrutés dans des États Membres non représentés et sous-représentés, la proportion des ressortissants d'États Membres sous-représentés par rapport au total des postes soumis au système des fourchettes optimales est passée de 14,8 % en 2002 (368 fonctionnaires) à 7,9 % en 2006 (207 fonctionnaires). Si l'on veut réduire le nombre d'États Membres non représentés et sous-représentés, il faudra accroître la proportion des recrutements dans ces pays.

97. Au cours des cinq prochaines années (2006-2010), 446 fonctionnaires occupant des postes soumis au système des fourchettes optimales arriveront à l'âge de la retraite

(18,1 % de 2 634). Cela offrira des possibilités pour améliorer la répartition géographique actuelle du personnel. Le nombre de départs à la retraite prévus parmi les fonctionnaires appartenant aux États Membres sous-représentés des deuxième et troisième groupes se chiffre à 10 pour le Japon, à 5 pour la Suisse, à 4 pour le Mexique et à 1 pour l'Arabie saoudite et la République de Corée.

98. La répartition géographique équitable demeure une question hautement prioritaire pour le Secrétaire général; diverses solutions sont envisagées pour y faire face, dont le plan d'action pour les ressources humaines en vertu duquel les chefs de département et de bureau s'engagent à accroître le nombre de recrutements de candidats originaires d'États Membres non représentés et sous-représentés pour des postes soumis à la répartition géographique. Les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs des plans d'action des départements en matière de ressources humaines sont désormais contrôlés par le Conseil de surveillance des résultats qui est placé sous la présidence de la Sous-Secrétaire générale.

99. Parmi les autres mécanismes figure le système de sélection du personnel en vertu duquel les chefs de département et de bureau sont tenus de certifier qu'ils ont tenu compte des objectifs et cibles de l'Organisation en matière de ressources humaines, telles qu'elles figurent dans les plans d'action des départements, en particulier pour ce qui est de la répartition géographique. Le logiciel Galaxy a été perfectionné par l'adjonction d'une fonction spéciale qui permet de signaler les candidats originaires d'États Membres non représentés et sous-représentés et qui offre également une fonction de recherche pour aider les administrateurs à recenser les candidats en fonction de leur nationalité. Des réunions ont lieu à intervalles réguliers avec les États Membres non représentés et sous-représentés en vue de les informer des mesures prises pour recruter des fonctionnaires ayant leur nationalité, de s'informer de leurs préoccupations et de déterminer les domaines qui se prêtent à une collaboration. Par ailleurs, un petit nombre de missions de recrutement ont été organisées.

100. Les concours nationaux organisés chaque année offrent aux États Membres qui sont non représentés, sous-représentés ou menacés de descendre au-dessous de la limite inférieure de leur fourchette optimale un moyen décisif de résoudre la question de la répartition géographique. Les personnes recrutées par le biais de ces examens reçoivent un statut géographique. Par ailleurs, dans son rapport intitulé « Progrès dans le sens d'une représentation géographique équitable au Secrétariat des Nations Unies » (A/59/264), le Secrétaire général a proposé à titre de projet pilote une procédure de recrutement accélérée comme un autre moyen de réduire le niveau de sous-représentation des États Membres et le nombre d'États non représentés. Dans cette optique, l'Assemblée générale, dans sa résolution 59/266, a autorisé le Secrétaire général, pour une période d'essai de deux ans au cours de laquelle les procédures seront mises au point, à constituer un fichier spécial de candidats originaires d'États Membres non représentés et sous-représentés pour un certain nombre de postes des classes P-4 et P-5 uniquement, jusqu'à ce que ces États Membres aient atteint un nombre de postes souhaitable. On trouvera des renseignements complémentaires dans le rapport du Secrétaire général sur la réforme de la gestion des ressources humaines (A/61/228).



Tableau 9  
Niveau de sous-représentation des États Membres dans les deuxième et troisième groupes<sup>a</sup>

Pays	30 juin 2002			30 juin 2003			30 juin 2004			30 juin 2005			30 juin 2006		
	Fourchette	Nombre de postes	Niveau de sous-représentation	Fourchette	Nombre de postes	Niveau de sous-représentation	Fourchette	Nombre de postes	Niveau de sous-représentation	Fourchette	Nombre de postes	Niveau de sous-représentation	Fourchette	Nombre de postes	Niveau de sous-représentation
Koweït	3-14	2	1	3-14	2	1	3-14	1	2	4-14	1	3	4-14	0	4
Mexique	19-20	19	0	19-29	15	4	30-41	16	14	32-43	19	13	33-44	27	6
Norvège	11-20	5	6	10-20	5	5	11-21	8	3	12-21	9	3	12-22	10	2
République de Corée	29-40	23	6	29-39	24	5	1-14	1	0	2-14	1	1	2-14	0	2
Arabie saoudite	10-19	8	2	10-19	7	3	12-22	7	5	13-22	6	7	13-23	5	7
Suisse				20-29	10	10	19-28	11	8	20-29	18	2	21-30	18	3
Japon	256-346	111	145	251-339	112	139	253-342	110	143	262-355	111	151	272-367	110	162

<sup>a</sup> Voir les paragraphes 88 et 89 ci-dessus.

### C. Définition des postes des services linguistiques

101. En réponse à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 7 de la section II de sa résolution 59/266, une définition des postes des services linguistiques au sein du Secrétariat est donnée dans les paragraphes qui suivent.

102. Il convient de rappeler que, depuis les débuts de l'Organisation, les postes des services linguistiques sont considérés comme distincts des autres postes en raison de la nécessité de disposer des compétences linguistiques nécessaires pour le bon fonctionnement des conférences et la production des documents dans toutes les langues officielles de l'Organisation. Les postes des services linguistiques dans la catégorie des administrateurs et leurs titulaires ont toujours été exclus du principe de la répartition géographique équitable, qui est désormais appliquée par le biais du système des fourchettes souhaitables<sup>9</sup>.

103. L'expression « postes des services linguistiques » désignait initialement les postes inscrits au budget ordinaire, jusqu'au grade P-5, dans la catégorie des administrateurs des services de conférence à New York et dans les bureaux hors Siège. Ce groupe de postes a par la suite été élargi à des postes financés conjointement avec d'autres entités qui utilisent les services de conférence de l'Organisation, en particulier dans les lieux d'affectation hors Siège, ou à des postes financés au moyen de ressources extrabudgétaires et établis pour une durée d'au moins un an.

104. Les fonctionnaires recrutés pour occuper ces postes constituent ce qu'il est d'usage de considérer comme « le personnel linguistique »; à ce titre, ils bénéficient d'un régime spécial qui est défini dans l'instruction administrative IS/AI/2000/1. Ainsi que l'Assemblée générale l'a réaffirmé à maintes reprises, la nomination à des postes qui nécessitent des compétences linguistiques spéciales pour les services de conférence se fait exclusivement par le biais de concours<sup>10</sup>. Un concours linguistique est organisé à cette fin pour les interprètes, les traducteurs/rédacteurs de comptes rendus analytiques-procès-verbaux de séances, les éditeurs, les rédacteurs ainsi que les correcteurs d'épreuves-préparateurs de copies.

105. Il convient de distinguer les postes linguistiques des autres postes qui pourraient nécessiter des compétences linguistiques spéciales dans les départements et bureaux indépendants des services de conférence. Bien que ces derniers postes se situent dans la catégorie des administrateurs ou à des échelons plus élevés dans le budget ordinaire, ce sont des postes soumis à la répartition géographique équitable. La nomination à l'un de ces postes serait soumise à l'application du système des fourchettes souhaitables et, s'il s'agit d'un poste de grade P-2, exigerait que le candidat soit reçu à un concours national. Les candidats retenus pour l'un de ces postes ne seraient pas considérés comme faisant partie du personnel linguistique.

106. Ces considérations étant posées, la définition ci-après des postes des services linguistiques est jugée appropriée :

<sup>9</sup> Voir, par exemple, le compte rendu des débats de la Cinquième Commission à la troisième session de l'Assemblée générale sur la question de la composition du Secrétariat et du principe de la répartition géographique (*Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, première partie, Cinquième Commission, comptes rendus analytiques des séances, 21 septembre-10 décembre 1948*, p.110).

<sup>10</sup> Voir, par exemple, le paragraphe 15 de la section III.B de la résolution 51/226, le paragraphe 17 de la section V de la résolution 53/221 et le paragraphe 13 de la section IV de la résolution 55/258.

Postes de la catégorie des administrateurs qui nécessitent des compétences linguistiques particulières dans le domaine du service des conférences (interprètes, traducteurs/rédacteurs de comptes rendus analytiques, éditeurs, rédacteurs de procès-verbaux de séances et correcteurs d'épreuves-préparateurs de copies, réviseurs et terminologues) qui sont recrutés par le biais de concours linguistiques.

#### IV. Conclusions

107. Allant dans le sens d'une conception d'un secrétariat mondial intégré comme l'envisage le Secrétaire général, le présent rapport sur la composition du Secrétariat fournit pour la première fois des éléments d'information sur tous les fonctionnaires qui étaient titulaires d'un contrat au 30 juin 2006, indépendamment de la source de financement, du type et de la durée du contrat, du grade du poste ou du lieu d'affectation. Les données utilisées dans les rapports antérieurs correspondaient aux fonctionnaires titulaires de contrats d'un an ou plus tels qu'enregistrés dans le SIG.

108. En application de la section XVIII de la résolution 59/266 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée priait le Secrétaire général de lui présenter, selon qu'il conviendrait, des rapports de synthèse, l'Assemblée est saisie d'additifs<sup>11</sup> au présent rapport qui traitent des questions ci-après : personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités (A/61/257/Add.1), emploi d'anciens fonctionnaires retraités (A/61/257/Add.2) et emploi de consultants et vacataires (A/61/257/Add.3).

**109. Le Secrétaire général invite l'Assemblée générale à prendre note du présent rapport.**

---

<sup>11</sup> L'Assemblée générale a fixé pour l'établissement des rapports sur la composition du Secrétariat une période annuelle qui va du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin (A/8604, par. 37) et a demandé que des rapports soient soumis tous les deux ans, sur le personnel fourni à titre gracieux par les gouvernements et d'autres entités (résolution 57/281 B, par. 2), sur l'emploi d'anciens fonctionnaires retraités (décision 51/408, par. f) et résolution 59/266, sect. XII, par. 7), ainsi que sur les consultants et les vacataires (résolution 57/305, sect. V, par. 8).

## Annexe I

### Système des fourchettes optimales

#### Méthode de calcul du nombre moyen de postes souhaitable et des fourchettes

1. Trois éléments entrent en jeu dans le calcul du nombre moyen de postes souhaitable : le facteur « qualité de Membre », le facteur « contribution » et le facteur « population ».
2. Le facteur « qualité de Membre » est fonction du nombre d'États Membres, qui se voient tous attribuer la même valeur. Il représente 40 % du chiffre de base et est égal pour chaque État Membre à 6,1 postes, ce nombre étant obtenu en divisant le nombre total des postes pris en compte pour le calcul de ce facteur (40 % x 2 900 postes = 1 160 postes) par le nombre d'États Membres (191).
3. Le facteur « contribution » est déterminé à partir du barème des quotes-parts le plus récent adopté par l'Assemblée générale, le nombre de postes alloués à chaque État Membre variant de façon proportionnelle. Ce facteur, différent pour chaque État Membre, correspond au nombre total de postes retenu pour le calculer (55 % x 2 900 postes = 1 595 postes) divisé par 100, puis multiplié par le taux de contribution de l'État Membre dans le plus récent barème des quotes-parts.
4. Le facteur « population » fait intervenir la part de la population de chaque État Membre dans la population de l'ensemble des États Membres. Les chiffres sont tirés des statistiques dont l'ONU dispose (« Population and Vital Statistics Report »). Ce facteur est égal au quotient du nombre total de postes arrêté aux fins de son calcul (5 % x 2 900 postes = 145 postes) par la somme des populations des États Membres, multiplié par la population de l'État Membre considéré.
5. Une fois que ces trois facteurs ont été calculés, le nombre moyen de postes souhaitable est obtenu en faisant la somme des facteurs « qualité de Membre », « contribution » et « population » affectés à l'État Membre. Les limites supérieure et inférieure de la fourchette sont déterminées par l'application d'une marge de 15 % de part et d'autre du point médian. Dans sa résolution 42/220 A, l'Assemblée générale a précisé que cette marge ne serait pas inférieure à 4,8 postes en plus ou en moins, et que la limite supérieure de la fourchette ne serait pas inférieure à 14 postes.

#### Méthode de calcul des fourchettes pondérées

6. Le tableau A.8 présente des données relatives à l'application, à la répartition géographique du personnel du système des fourchettes optimales. Il donne également la répartition pondérée des effectifs concernés ainsi que la situation effective pondérée de chaque État Membre, en points.
7. Comme indiqué dans le tableau A.11 de l'annexe II, la part de chaque classe dans l'effectif total, en pourcentage (colonne 2), est multipliée par le chiffre de base, soit 2 900 (colonne 3). Le résultat est pondéré par le millième du traitement annuel brut en dollars des États-Unis (colonne 4) afin d'obtenir un chiffre de base pondéré (colonne 5). Au 30 juin 2006, la valeur moyenne pondérée de chaque poste était de 83,56 points (242 315 divisé par 2 900). En conséquence, le facteur « qualité de Membre » pondéré était de 96 926 points (40 % x 242 315), le facteur « population » pondéré était de 12 116 points (5 % x 242 315) et le facteur « contribution » pondéré était de 133 273 points (55 % x 242 315). Ces chiffres rendent compte de la situation globale; pour

chaque État Membre, il est procédé, sur la même base, à un calcul distinct permettant d'obtenir le chiffre de base pondéré individuel. Le point médian pondéré indiqué dans le tableau A.8 de l'annexe II correspond à la somme des facteurs pondérés « qualité de Membre », « population » et « contribution », et les limites supérieure et inférieure de la fourchette pondérée sont définies par une marge de 15 % en plus ou en moins, respectivement, cette marge n'étant pas inférieure à 401 points en plus ou en moins ( $4,8 \times 83,56$ ) et la limite supérieure de la fourchette n'étant pas inférieure à 1 253 points ( $14 \times 83,56$ ). La situation effective pondérée de chaque État Membre est égale au nombre total de fonctionnaires de cet État dans chaque classe, multiplié par le traitement annuel brut correspondant à la classe considérée.

## Annexe II

## Tableaux statistiques détaillés

Tableau A.1

Nombre de fonctionnaires titulaires d'un engagement avec le Secrétariat par nationalité, catégorie et sexe, au 30 juin 2006

Pays	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				Relevant de la série 200				Services généraux et catégories apparentées				Total				
	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	Pourcentage pour le pays
Afghanistan	0	7	7	0,00	0	2	2	0,00	41	712	753	5,44	41	721	762	5,38	2,49
Afrique du Sud	13	35	48	27,08	5	7	12	41,67	11	31	42	26,19	29	73	102	28,43	0,33
Albanie	9	9	18	50,00	1	0	1	100,00	11	11	22	50,00	21	20	41	51,22	0,13
Algérie	7	18	25	28,00	1	1	2	50,00	11	24	35	31,43	19	43	62	30,65	0,20
Allemagne	124	154	278	44,60	29	37	66	43,94	41	27	68	60,29	194	218	412	47,09	1,35
Andorre	0	1	1	0,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0,00
Angola	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	1	12	13	7,69	1	12	13	7,69	0,04
Antigua-et-Barbuda	1	1	2	50,00	0	1	1	0,00	2	2	4	50,00	3	4	7	42,86	0,02
Arabie saoudite	6	1	7	85,71	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	6	1	7	85,71	0,02
Argentine	53	49	102	51,96	4	13	17	23,53	32	31	63	50,79	89	93	182	48,90	0,60
Arménie	2	6	8	25,00	0	0	0	0,00	3	4	7	42,86	5	10	15	33,33	0,05
Australie	60	101	161	37,27	8	14	22	36,36	33	43	76	43,42	101	158	259	39,00	0,85
Autriche	34	42	76	44,74	4	8	12	33,33	128	138	266	48,12	166	188	354	46,89	1,16
Azerbaïdjan	3	4	7	42,86	0	1	1	0,00	1	1	2	50,00	4	6	10	40,00	0,03
Bahamas	8	2	10	80,00	0	0	0	0,00	2	0	2	100,00	10	2	12	83,33	0,04
Bahreïn	1	2	3	33,33	0	0	0	0,00	5	2	7	71,43	6	4	10	60,00	0,03
Bangladesh	4	49	53	7,55	2	5	7	28,57	3	22	25	12,00	9	76	85	10,59	0,28
Barbade	3	2	5	60,00	1	0	1	100,00	9	39	48	18,75	13	41	54	24,07	0,18
Bélarus	1	17	18	5,56	1	0	1	100,00	5	3	8	62,50	7	20	27	25,93	0,09
Belgique	47	61	108	43,52	7	19	26	26,92	23	13	36	63,89	77	93	170	45,29	0,56
Belize	1	2	3	33,33	0	0	0	0,00	3	1	4	75,00	4	3	7	57,14	0,02
Bénin	4	23	27	14,81	0	3	3	0,00	8	6	14	57,14	12	32	44	27,27	0,14
Bhoutan	0	6	6	0,00	1	0	1	100,00	4	4	8	50,00	5	10	15	33,33	0,05
Bolivie	5	6	11	45,45	3	4	7	42,86	12	5	17	70,59	20	15	35	57,14	0,11
Bosnie-Herzégovine	6	8	14	42,86	0	1	1	0,00	34	49	83	40,96	40	58	98	40,82	0,32
Botswana	4	2	6	66,67	0	0	0	0,00	1	0	1	100,00	5	2	7	71,43	0,02

Pays	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				Relevant de la série 200				Services généraux et catégories apparentées				Total				
	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	Pourcentage pour le pays
Brésil	33	46	79	41,77	6	5	11	54,55	27	19	46	58,70	66	70	136	48,53	0,45
Brunéi Darussalam	0	1	1	0,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0,00
Bulgarie	13	28	41	31,71	1	3	4	25,00	5	5	10	50,00	19	36	55	34,55	0,18
Burkina Faso	8	20	28	28,57	0	2	2	0,00	5	7	12	41,67	13	29	42	30,95	0,14
Burundi	6	12	18	33,33	0	1	1	0,00	118	252	370	31,89	124	265	389	31,88	1,27
Cambodge	1	4	5	20,00	0	2	2	0,00	5	4	9	55,56	6	10	16	37,50	0,05
Cameroun	16	52	68	23,53	1	6	7	14,29	25	22	47	53,19	42	80	122	34,43	0,40
Canada	113	220	333	33,93	12	35	47	25,53	115	86	201	57,21	240	341	581	41,31	1,90
Cap-Vert	1	7	8	12,50	0	0	0	0,00	2	1	3	66,67	3	8	11	27,27	0,04
Chili	24	33	57	42,11	3	17	20	15,00	152	139	291	52,23	179	189	368	48,64	1,20
Chine	95	150	245	38,78	3	4	7	42,86	56	52	108	51,85	154	206	360	42,78	1,18
Chypre	2	3	5	40,00	0	0	0	0,00	31	52	83	37,35	33	55	88	37,50	0,29
Colombie	28	19	47	59,57	6	3	9	66,67	34	33	67	50,75	68	55	123	55,28	0,40
Comores	0	3	3	0,00	1	0	1	100,00	1	0	1	100,00	2	3	5	40,00	0,02
Congo	5	10	15	33,33	0	1	1	0,00	6	5	11	54,55	11	16	27	40,74	0,09
Costa Rica	3	5	8	37,50	0	3	3	0,00	2	2	4	50,00	5	10	15	33,33	0,05
Côte d'Ivoire	4	34	38	10,53	0	3	3	0,00	127	365	492	25,81	131	402	533	24,58	1,74
Croatie	11	14	25	44,00	0	2	2	0,00	37	44	81	45,68	48	60	108	44,44	0,35
Cuba	9	11	20	45,00	0	0	0	0,00	4	4	8	50,00	13	15	28	46,43	0,09
Danemark	14	43	57	24,56	14	17	31	45,16	6	17	23	26,09	34	77	111	30,63	0,36
Djibouti	1	5	6	16,67	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	1	6	7	14,29	0,02
Dominique	0	3	3	0,00	0	0	0	0,00	0	5	5	0,00	0	8	8	0,00	0,03
Égypte	53	89	142	37,32	2	9	11	18,18	22	57	79	27,85	77	155	232	33,19	0,76
El Salvador	6	7	13	46,15	0	0	0	0,00	15	5	20	75,00	21	12	33	63,64	0,11
Équateur	9	8	17	52,94	1	4	5	20,00	15	7	22	68,18	25	19	44	56,82	0,14
Érythrée	2	7	9	22,22	1	0	1	100,00	75	121	196	38,27	78	128	206	37,86	0,67
Espagne	100	112	212	47,17	10	4	14	71,43	66	42	108	61,11	176	158	334	52,69	1,09
Estonie	2	4	6	33,33	0	0	0	0,00	0	2	2	0,00	2	6	8	25,00	0,03
États-Unis d'Amérique	466	473	939	49,63	23	39	62	37,10	658	615	1 273	51,69	1 147	1 127	2 274	50,44	7,44
Éthiopie	17	46	63	26,98	2	9	11	18,18	287	339	626	45,85	306	394	700	43,71	2,29

Pays	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				Relevant de la série 200				Services généraux et catégories apparentées				Total				
	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	Pourcentage pour le pays
Ex-République yougoslave de Macédoine	1	7	8	12,50	0	0	0	0,00	9	23	32	28,13	10	30	40	25,00	0,13
Fédération de Russie	34	309	343	9,91	2	4	6	33,33	174	76	250	69,60	210	389	599	35,06	1,96
Fidji	7	10	17	41,18	0	3	3	0,00	4	64	68	5,88	11	77	88	12,50	0,29
Finlande	22	22	44	50,00	11	4	15	73,33	4	33	37	10,81	37	59	96	38,54	0,31
France	295	258	553	53,35	41	52	93	44,09	379	323	702	53,99	715	633	1348	53,04	4,41
Gabon	1	6	7	14,29	0	1	1	0,00	1	0	1	100,00	2	7	9	22,22	0,03
Gambie	5	16	21	23,81	0	1	1	0,00	3	3	6	50,00	8	20	28	28,57	0,09
Géorgie	1	5	6	16,67	0	0	0	0,00	31	77	108	28,70	32	82	114	28,07	0,37
Ghana	12	60	72	16,67	1	6	7	14,29	43	78	121	35,54	56	144	200	28,00	0,65
Grèce	10	16	26	38,46	1	3	4	25,00	18	12	30	60,00	29	31	60	48,33	0,20
Grenade	0	3	3	0,00	0	0	0	0,00	4	3	7	57,14	4	6	10	40,00	0,03
Guatemala	3	5	8	37,50	0	1	1	0,00	17	27	44	38,64	20	33	53	37,74	0,17
Guinée	0	10	10	0,00	0	4	4	0,00	1	5	6	16,67	1	19	20	5,00	0,07
Guinée équatoriale	1	2	3	33,33	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	1	2	3	33,33	0,01
Guinée-Bissau	2	5	7	28,57	0	0	0	0,00	1	2	3	33,33	3	7	10	30,00	0,03
Guyana	15	7	22	68,18	0	0	0	0,00	32	22	54	59,26	47	29	76	61,84	0,25
Haïti	4	5	9	44,44	1	0	1	100,00	185	435	620	29,84	190	440	630	30,16	2,06
Honduras	1	9	10	10,00	0	0	0	0,00	9	13	22	40,91	10	22	32	31,25	0,10
Hongrie	5	11	16	31,25	1	1	2	50,00	2	4	6	33,33	8	16	24	33,33	0,08
Îles Salomon	0	1	1	0,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0,00
Inde	43	133	176	24,43	7	20	27	25,93	80	203	283	28,27	130	356	486	26,75	1,59
Indonésie	10	12	22	45,45	1	1	2	50,00	18	21	39	46,15	29	34	63	46,03	0,21
Iran (République islamique d')	10	9	19	52,63	3	5	8	37,50	11	8	19	57,89	24	22	46	52,17	0,15
Iraq	4	11	15	26,67	0	4	4	0,00	57	174	231	24,68	61	189	250	24,40	0,82
Irlande	22	45	67	32,84	4	3	7	57,14	29	39	68	42,65	55	87	142	38,73	0,46
Islande	1	6	7	14,29	0	0	0	0,00	1	10	11	9,09	2	16	18	11,11	0,06
Israël	5	14	19	26,32	0	0	0	0,00	15	22	37	40,54	20	36	56	35,71	0,18
Italie	108	120	228	47,37	43	38	81	53,09	84	138	222	37,84	235	296	531	44,26	1,74
Jamahiriya arabe libyenne	0	3	3	0,00	0	0	0	0,00	1	0	1	100,00	1	3	4	25,00	0,01
Jamaïque	14	9	23	60,87	0	2	2	0,00	61	60	121	50,41	75	71	146	51,37	0,48



Pays	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				Relevant de la série 200				Services généraux et catégories apparentées				Total				
	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	Pourcentage pour le pays
Japon	87	60	147	59,18	18	16	34	52,94	31	9	40	77,50	136	85	221	61,54	0,72
Jordanie	15	27	42	35,71	0	1	1	0,00	46	135	181	25,41	61	163	224	27,23	0,73
Kazakhstan	7	8	15	46,67	2	1	3	66,67	2	0	2	100,00	11	9	20	55,00	0,07
Kenya	71	73	144	49,31	9	15	24	37,50	508	402	910	55,82	588	490	1 078	54,55	3,53
Kirghizistan	2	5	7	28,57	1	1	2	50,00	0	1	1	0,00	3	7	10	30,00	0,03
Koweït	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0	1	1	0,00	0,00
Lesotho	3	0	3	100,00	0	0	0	0,00	1	0	1	100,00	4	0	4	100,00	0,01
Lettonie	1	3	4	25,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	1	4	5	20,00	0,02
Liban	34	28	62	54,84	1	3	4	25,00	181	478	659	27,47	216	509	725	29,79	2,37
Libéria	6	9	15	40,00	1	2	3	33,33	169	597	766	22,06	176	608	784	22,45	2,57
Lituanie	2	1	3	66,67	0	0	0	0,00	1	1	2	50,00	3	2	5	60,00	0,02
Luxembourg	1	5	6	16,67	0	3	3	0,00	0	1	1	0,00	1	9	10	10,00	0,03
Madagascar	4	8	12	33,33	1	0	1	100,00	10	4	14	71,43	15	12	27	55,56	0,09
Malaisie	21	20	41	51,22	2	5	7	28,57	8	13	21	38,10	31	38	69	44,93	0,23
Malawi	1	6	7	14,29	0	1	1	0,00	3	2	5	60,00	4	9	13	30,77	0,04
Maldives	1	1	2	50,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	1	2	3	33,33	0,01
Mali	9	21	30	30,00	0	6	6	0,00	8	5	13	61,54	17	32	49	34,69	0,16
Malte	3	6	9	33,33	0	0	0	0,00	2	0	2	100,00	5	6	11	45,45	0,04
Maroc	16	30	46	34,78	3	2	5	60,00	54	133	187	28,88	73	165	238	30,67	0,78
Maurice	2	8	10	20,00	0	2	2	0,00	5	8	13	38,46	7	18	25	28,00	0,08
Mauritanie	0	15	15	0,00	0	2	2	0,00	1	1	2	50,00	1	18	19	5,26	0,06
Mexique	22	34	56	39,29	1	3	4	25,00	59	26	85	69,41	82	63	145	56,55	0,47
Micronésie (États fédérés de)	0	1	1	0,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0,00
Mongolie	5	7	12	41,67	2	0	2	100,00	5	0	5	100,00	12	7	19	63,16	0,06
Mozambique	0	6	6	0,00	0	0	0	0,00	3	0	3	100,00	3	6	9	33,33	0,03
Myanmar	3	6	9	33,33	0	1	1	0,00	32	43	75	42,67	35	50	85	41,18	0,28
Namibie	2	3	5	40,00	0	0	0	0,00	4	1	5	80,00	6	4	10	60,00	0,03
Népal	0	45	45	0,00	1	4	5	20,00	4	34	38	10,53	5	83	88	5,68	0,29
Nicaragua	4	5	9	44,44	0	0	0	0,00	2	0	2	100,00	6	5	11	54,55	0,04
Niger	4	14	18	22,22	0	0	0	0,00	9	11	20	45,00	13	25	38	34,21	0,12
Nigéria	23	58	81	28,40	1	8	9	11,11	27	52	79	34,18	51	118	169	30,18	0,55
Norvège	9	22	31	29,03	12	9	21	57,14	7	31	38	18,42	28	62	90	31,11	0,29

Pays	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				Relevant de la série 200				Services généraux et catégories apparentées				Total				
	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	Pourcentage pour le pays
Nouvelle-Zélande	17	41	58	29,31	2	9	11	18,18	10	31	41	24,39	29	81	110	26,36	0,36
Oman	0	1	1	0,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0,00
Ouganda	19	43	62	30,65	2	4	6	33,33	45	50	95	47,37	66	97	163	40,49	0,53
Ouzbékistan	5	6	11	45,45	0	1	1	0,00	1	2	3	33,33	6	9	15	40,00	0,05
Pakistan	13	58	71	18,31	2	7	9	22,22	6	98	104	5,77	21	163	184	11,41	0,60
Panama	5	5	10	50,00	0	0	0	0,00	5	5	10	50,00	10	10	20	50,00	0,07
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	3	3	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0	4	4	0,00	0,01
Paraguay	5	1	6	83,33	0	2	2	0,00	2	3	5	40,00	7	6	13	53,85	0,04
Pays-Bas	38	72	110	34,55	13	29	42	30,95	17	16	33	51,52	68	117	185	36,76	0,61
Pérou	14	26	40	35,00	2	5	7	28,57	81	59	140	57,86	97	90	187	51,87	0,61
Philippines	52	34	86	60,47	6	4	10	60,00	361	240	601	60,07	419	278	697	60,11	2,28
Pologne	9	31	40	22,50	2	2	4	50,00	9	8	17	52,94	20	41	61	32,79	0,20
Portugal	19	26	45	42,22	2	1	3	66,67	19	22	41	46,34	40	49	89	44,94	0,29
Qatar	0	1	1	0,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0,00
République arabe syrienne	18	11	29	62,07	1	1	2	50,00	40	90	130	30,77	59	102	161	36,65	0,53
République centrafricaine	0	4	4	0,00	1	0	1	100,00	14	39	53	26,42	15	43	58	25,86	0,19
République de Corée	15	27	42	35,71	2	4	6	33,33	2	4	6	33,33	19	35	54	35,19	0,18
République de Moldova	0	3	3	0,00	1	1	2	50,00	0	0	0	0,00	1	4	5	20,00	0,02
République démocratique du Congo	5	16	21	23,81	0	5	5	0,00	288	1 667	1 955	14,73	293	1 688	1 981	14,79	6,48
République démocratique populaire lao	0	1	1	0,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0,00
République dominicaine	2	4	6	33,33	0	0	0	0,00	9	6	15	60,00	11	10	21	52,38	0,07
République tchèque	6	8	14	42,86	0	0	0	0,00	8	9	17	47,06	14	17	31	45,16	0,10
République-Unie de Tanzanie	13	27	40	32,50	1	2	3	33,33	41	44	85	48,24	55	73	128	42,97	0,42
Roumanie	16	19	35	45,71	0	3	3	0,00	14	53	67	20,90	30	75	105	28,57	0,34
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	163	254	417	39,09	19	52	71	26,76	187	124	311	60,13	369	430	799	46,18	2,62
Rwanda	4	13	17	23,53	1	1	2	50,00	19	38	57	33,33	24	52	76	31,58	0,25

Pays	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				Relevant de la série 200				Services généraux et catégories apparentées				Total				
	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	Pourcentage pour le pays
Sainte-Lucie	1	2	3	33,33	0	0	0	0,00	4	1	5	80,00	5	3	8	62,50	0,03
Saint-Kitts-et-Nevis	6	2	8	75,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	6	2	8	75,00	0,03
Saint-Marin	2	0	2	100,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	2	0	2	100,00	0,01
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1	3	4	25,00	0	1	1	0,00	2	5	7	28,57	3	9	12	25,00	0,04
Samoa	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0	1	1	0,00	0,00
Sao Tomé-et-Principe	0	2	2	0,00	0	0	0	0,00	1	0	1	100,00	1	2	3	33,33	0,01
Sénégal	14	56	70	20,00	1	6	7	14,29	17	38	55	30,91	32	100	132	24,24	0,43
Serbie-et-Monténégro	5	14	19	26,32	0	0	0	0,00	633	1 599	2 232	28,36	638	1 613	2 251	28,34	7,37
Seychelles	1	5	6	16,67	1	0	1	100,00	4	0	4	100,00	6	5	11	54,55	0,04
Sierra Leone	11	25	36	30,56	3	6	9	33,33	70	158	228	30,70	84	189	273	30,77	0,89
Singapour	11	11	22	50,00	0	0	0	0,00	4	3	7	57,14	15	14	29	51,72	0,09
Slovaquie	3	10	13	23,08	0	0	0	0,00	4	6	10	40,00	7	16	23	30,43	0,08
Slovénie	5	3	8	62,50	0	0	0	0,00	1	3	4	25,00	6	6	12	50,00	0,04
Somalie	3	8	11	27,27	0	3	3	0,00	2	15	17	11,76	5	26	31	16,13	0,10
Soudan	7	36	43	16,28	3	7	10	30,00	229	1 026	1 255	18,25	239	1 069	1 308	18,27	4,28
Sri Lanka	6	19	25	24,00	2	4	6	33,33	22	53	75	29,33	30	76	106	28,30	0,35
Suède	47	31	78	60,26	15	13	28	53,57	9	41	50	18,00	71	85	156	45,51	0,51
Suisse	64	38	102	62,75	12	17	29	41,38	74	69	143	51,75	150	124	274	54,74	0,90
Suriname	2	2	4	50,00	0	0	0	0,00	1	0	1	100,00	3	2	5	60,00	0,02
Swaziland	2	1	3	66,67	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	2	1	3	66,67	0,01
Tadjikistan	1	2	3	33,33	1	1	2	50,00	17	38	55	30,91	19	41	60	31,67	0,20
Tchad	0	7	7	0,00	0	1	1	0,00	0	2	2	0,00	0	10	10	0,00	0,03
Thaïlande	17	15	32	53,13	2	2	4	50,00	218	168	386	56,48	237	185	422	56,16	1,38
Timor-Leste	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	34	191	225	15,11	34	191	225	15,11	0,74
Togo	2	27	29	6,90	0	0	0	0,00	8	9	17	47,06	10	36	46	21,74	0,15
Tonga	1	0	1	100,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	1	0	1	100,00	0,00
Trinité-et-Tobago	15	13	28	53,57	0	1	1	0,00	58	82	140	41,43	73	96	169	43,20	0,55
Tunisie	13	38	51	25,49	3	5	8	37,50	12	31	43	27,91	28	74	102	27,45	0,33
Turkménistan	1	0	1	100,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	1	0	1	100,00	0,00
Turquie	12	15	27	44,44	0	1	1	0,00	10	22	32	31,25	22	38	60	36,67	0,20
Tuvalu	0	1	1	0,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	1	1	0,00	0,00
Ukraine	6	49	55	10,91	2	1	3	66,67	14	16	30	46,67	22	66	88	25,00	0,29

Pays	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				Relevant de la série 200				Services généraux et catégories apparentées				Total				
	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	F	M	Total	Pourcentage de femmes	Pourcentage pour le pays
Uruguay	18	22	40	45,00	1	2	3	33,33	20	30	50	40,00	39	54	93	41,94	0,30
Venezuela (République bolivarienne du)	10	17	27	37,04	0	2	2	0,00	7	5	12	58,33	17	24	41	41,46	0,13
Viet Nam	2	4	6	33,33	0	1	1	0,00	1	0	1	100,00	3	5	8	37,50	0,03
Yémen	1	3	4	25,00	0	1	1	0,00	0	4	4	0,00	1	8	9	11,11	0,03
Zambie	8	14	22	36,36	1	0	1	100,00	16	19	35	45,71	25	33	58	43,10	0,19
Zimbabwe	13	22	35	37,14	0	4	4	0,00	13	24	37	35,14	26	50	76	34,21	0,25
<b>Total partiel</b>	<b>3 181</b>	<b>4 993</b>	<b>8 174</b>	<b>38,92</b>	<b>428</b>	<b>735</b>	<b>1 163</b>	<b>36,80</b>	<b>7 459</b>	<b>13 617</b>	<b>21 076</b>	<b>35,39</b>	<b>11 068</b>	<b>19 345</b>	<b>30 413</b>	<b>36,39</b>	<b>99,56</b>
<i>Autres</i>																	
Palestine	2	9	11	18,18	0	0	0		16	70	86	18,60	18	79	97	18,56	0,32
Apatrides	2	5	7	28,57	0	0	0		9	22	31	29,03	11	27	38	28,95	0,12
<b>Total partiel</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>18</b>	<b>22,22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>25</b>	<b>92</b>	<b>117</b>	<b>21,37</b>	<b>29</b>	<b>106</b>	<b>135</b>	<b>21,48</b>	<b>0,44</b>
<b>Total</b>	<b>3 185</b>	<b>5 007</b>	<b>8 192</b>	<b>38,88</b>	<b>428</b>	<b>735</b>	<b>1163</b>	<b>36,80</b>	<b>7 484</b>	<b>13 709</b>	<b>21 193</b>	<b>35,31</b>	<b>11 097</b>	<b>19 451</b>	<b>30 548</b>	<b>36,33</b>	<b>100,00</b>

Tableau A.2  
**Fonctionnaires titulaires d'un engagement avec le Secrétariat par département, catégorie et sexe, au 30 juin 2006**

Département	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				Relevant de la série 200				Services généraux et catégories apparentées				Total				
	F	H	Total	Pourcentage de femmes	F	H	Total	Pourcentage de femmes	F	H	Total	Pourcentage de femmes	F	H	Total	Pourcentage de femmes	Pourcentage pour le Département
Direction du Comité contre le terrorisme	13	19	32	40,63	0	0	0	0,00	5	1	6	83,33	18	20	38	47,37	0,12
Département des affaires de désarmement	13	27	40	32,50	0	1	1	0,00	24	2	26	92,31	37	30	67	55,22	0,22
Département des affaires économiques et sociales	152	162	314	48,41	108	112	220	49,09	190	58	248	76,61	450	332	782	57,54	2,56
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	331	408	739	44,79	0	0	0	0,00	318	266	584	54,45	649	674	1 323	49,06	4,33
Département de la gestion	19	23	42	45,24	0	0	0	0,00	35	7	42	83,33	54	30	84	64,29	0,27
Bureau chargé du Plan-cadre d'équipement	1	4	5	20,00	0	0	0	0,00	5	1	6	83,33	6	5	11	54,55	0,04
Bureau des services centraux d'appui	36	111	147	24,49	0	0	0	0,00	144	251	395	36,46	180	362	542	33,21	1,77
Bureau de la gestion des ressources humaines	58	38	96	60,42	0	0	0	0,00	114	45	159	71,70	172	83	255	67,45	0,83
Bureau de la planification du programme, du budget et de la comptabilité	62	67	129	48,06	0	0	0	0,00	116	56	172	67,44	178	123	301	59,14	0,99
Département des affaires politiques	64	70	134	47,76	0	0	0	0,00	81	10	91	89,01	145	80	225	64,44	0,74
Département de l'information	143	140	283	50,53	0	0	0	0,00	289	173	462	62,55	432	313	745	57,99	2,44
Département des opérations de maintien de la paix	141	261	402	35,07	0	0	0	0,00	166	72	238	69,75	307	333	640	47,97	2,10
Département de la sûreté et de la sécurité	15	65	80	18,75	0	0	0	0,00	87	291	378	23,02	102	356	458	22,27	1,50
CEA	77	175	252	30,56	8	25	33	24,24	228	278	506	45,06	313	478	791	39,57	2,59
CEE	35	83	118	29,66	7	15	22	31,82	65	16	81	80,25	107	114	221	48,42	0,72
CEPALC	76	113	189	40,21	11	36	47	23,40	226	167	393	57,51	313	316	629	49,76	2,06
CESAP	54	124	178	30,34	5	11	16	31,25	214	167	381	56,17	273	302	575	47,48	1,88
CESAO	44	60	104	42,31	0	3	3	0,00	126	154	280	45,00	170	217	387	43,93	1,27
Bureau de la déontologie	2	1	3	66,67	0	0	0	0,00	1	0	1	100,00	3	1	4	75,00	0,01
Missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix																	
BONUCA	3	8	11	27,27	0	0	0	0,00	14	38	52	26,92	17	46	63	26,98	0,21
CNMC	1	7	8	12,50	0	0	0	0,00	3	4	7	42,86	4	11	15	26,67	0,05
MINURSO	6	18	24	25,00	0	0	0	0,00	41	184	225	18,22	47	202	249	18,88	0,82
MINUSTAH	63	121	184	34,24	0	1	1	0,00	192	586	778	24,68	255	708	963	26,48	3,15
MONUC	124	265	389	31,88	0	0	0	0,00	458	2 074	2 532	18,09	582	2 339	2 921	19,92	9,56
MSTAH	2	13	15	13,33	0	0	0	0,00	9	7	16	56,25	11	20	31	35,48	0,10
ONUB	39	75	114	34,21	0	0	0	0,00	175	366	541	32,35	214	441	655	32,67	2,14

Département	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				Relevant de la série 200				Services généraux et catégories apparentées				Total				
	F	H	Total	Pourcentage de femmes	F	H	Total	Pourcentage de femmes	F	H	Total	Pourcentage de femmes	F	H	Total	Pourcentage de femmes	Pourcentage pour le Département
Bureau du Représentant personnel du Secrétaire général	0	4	4	0,00	0	0	0	0,00	2	5	7	28,57	2	9	11	18,18	0,04
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général en Afrique de l'Ouest	3	2	5	60,00	0	0	0	0,00	5	5	10	50,00	8	7	15	53,33	0,05
Bureau du représentant spécial du Secrétaire général	1	4	5	20,00	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	1	4	5	20,00	0,02
Représentant spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs																	
MANUA	32	78	110	29,09	0	0	0	0,00	66	769	835	7,90	98	847	945	10,37	3,09
MANUI	18	80	98	18,37	0	0	0	0,00	111	345	456	24,34	129	425	554	23,29	1,81
MINUSIL	6	11	17	35,29	0	0	0	0,00	16	49	65	24,62	22	60	82	26,83	0,27
UNDOF	2	6	8	25,00	0	0	0	0,00	28	99	127	22,05	30	105	135	22,22	0,44
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	7	10	17	41,18	0	0	0	0,00	51	76	127	40,16	58	86	144	40,28	0,47
FINUL	3	17	20	15,00	0	0	0	0,00	69	294	363	19,01	72	311	383	18,80	1,25
Commission d'enquête internationale indépendante	6	30	36	16,67	0	0	0	0,00	12	60	72	16,67	18	90	108	16,67	0,35
MONUIK	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	1	1	2	50,00	1	1	2	50,00	0,01
Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone	10	14	24	41,67	0	0	0	0,00	47	115	162	29,01	57	129	186	30,65	0,61
Base de soutien logistique des Nations Unies	2	11	13	15,38	0	0	0	0,00	59	120	179	32,96	61	131	192	31,77	0,63
MINUEE	13	42	55	23,64	0	0	0	0,00	97	210	307	31,60	110	252	362	30,39	1,19
MINUK	74	222	296	25,00	0	1	1	0,00	709	1 711	2 420	29,30	783	1 934	2 717	28,82	8,89
MINUL	68	164	232	29,31	0	0	0	0,00	265	783	1 048	25,29	333	947	1 280	26,02	4,19
MINUS	109	187	296	36,82	0	3	3	0,00	331	1 289	1 620	20,43	440	1 479	1 919	22,93	6,28
MANUTO	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	2	3	5	40,00	2	3	5	40,00	0,02
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan	0	3	3	0,00	0	0	0	0,00	7	54	61	11,48	7	57	64	10,94	0,21
Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires en Iraq	0	0	0	0,00	0	0	0	0,00	0	2	2	0,00	0	2	2	0,00	0,01
ONUCI	41	104	145	28,28	0	1	1	0,00	203	496	699	29,04	244	601	845	28,88	2,77
Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	3	5	8	37,50	0	0	0	0,00	4	1	5	80,00	7	6	13	53,85	0,04
MONUG	7	22	29	24,14	0	0	0	0,00	75	185	260	28,85	82	207	289	28,37	0,95
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus concernant le futur statut du Kosovo	2	15	17	11,76	0	0	0	0,00	8	14	22	36,36	10	29	39	25,64	0,13
UNOTIL	21	35	56	37,50	0	1	1	0,00	49	224	273	17,95	70	260	330	21,21	1,08

Département	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				Relevant de la série 200				Services généraux et catégories apparentées				Total				
	F	H	Total	Pourcentage de femmes	F	H	Total	Pourcentage de femmes	F	H	Total	Pourcentage de femmes	F	H	Total	Pourcentage de femmes	Pourcentage pour le Département
Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie	2	8	10	20,00	0	0	0	0,00	3	1	4	75,00	5	9	14	35,71	0,05
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies	4	12	16	25,00	0	0	0	0,00	7	25	32	21,88	11	37	48	22,92	0,16
Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan	1	7	8	12,50	0	0	0	0,00	3	17	20	15,00	4	24	28	14,29	0,09
ONUST	1	9	10	10,00	0	0	0	0,00	30	185	215	13,96	31	194	226	13,78	0,74
Organes interorganisations	5	4	9	55,56	0	0	0	0,00	9	2	11	81,82	14	6	20	70,00	0,07
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	88	60	148	59,46	113	211	324	34,88	113	27	140	80,71	314	298	612	51,31	2,00
Haut Commissariat aux droits de l'homme	150	124	274	54,74	18	31	49	36,73	91	22	113	80,53	259	177	436	59,40	1,43
Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement	4	6	10	40,00	0	0	0	0,00	3	0	3	100,00	7	6	13	53,85	0,04
BSCI	65	107	172	37,79	0	0	0	0,00	42	15	57	73,68	107	122	229	46,72	0,75
Bureau des affaires juridiques	41	49	90	45,56	0	0	0	0,00	59	3	62	95,16	100	52	152	65,79	0,50
Bureau de l'Ombudsman	3	0	3	100,00	0	0	0	0,00	2	1	3	66,67	5	1	6	83,33	0,02
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique	6	5	11	54,55	0	0	0	0,00	5	2	7	71,43	11	7	18	61,11	0,06
Cabinet du Secrétaire général	27	34	61	44,26	0	0	0	0,00	45	9	54	83,33	72	43	115	62,61	0,38
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés	4	2	6	66,67	0	0	0	0,00	3	0	3	100,00	7	2	9	77,78	0,03
Commissions régionales	1	2	3	33,33	0	0	0	0,00	2	1	3	66,67	3	3	6	50,00	0,02
Tribunal administratif des Nations Unies	2	0	2	100,00	0	0	0	0,00	2	0	2	100,00	4	0	4	100,00	0,01
Commission d'indemnisation des Nations Unies	12	15	27	44,44	0	0	0	0,00	11	8	19	57,89	23	23	46	50,00	0,15
CNUCED	84	144	228	36,84	27	76	103	26,21	136	41	177	76,84	247	261	508	48,62	1,66
PNUE	147	256	403	36,48	63	86	149	42,28	344	87	431	79,81	554	429	983	56,36	3,22
Fonds des Nations Unies pour les partenaires internationaux	7	4	11	63,64	0	0	0	0,00	7	1	8	87,50	14	5	19	73,68	0,06
ONU-Habitat	33	63	96	34,38	32	53	85	37,65	84	28	112	75,00	149	144	293	50,85	0,96
COCOVINU	8	28	36	22,22	0	0	0	0,00	5	8	13	38,46	13	36	49	26,53	0,16
UNODC	66	72	138	47,83	23	57	80	28,75	93	16	109	85,32	182	145	327	55,66	1,07
ONUG	290	306	596	48,66	6	6	12	50,00	462	521	983	47,00	758	833	1 591	47,64	5,21
ONUN	49	64	113	43,36	1	0	1	100,00	200	230	430	46,51	250	294	544	45,96	1,78
ONUV	83	102	185	44,86	6	5	11	54,55	180	275	455	39,56	269	382	651	41,32	2,13
<b>Total</b>	<b>3 185</b>	<b>5 007</b>	<b>8 192</b>	<b>38,88</b>	<b>428</b>	<b>735</b>	<b>1 163</b>	<b>36,80</b>	<b>7 484</b>	<b>13 709</b>	<b>21 193</b>	<b>35,31</b>	<b>11 097</b>	<b>19 451</b>	<b>30 548</b>	<b>36,33</b>	<b>100,00</b>

Tableau A.3  
**Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique par nationalité, par classe et par sexe**

Pays	Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires 30 juin 2006		Point médian	Fourchette optimale	
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F <sup>a</sup>	Total			
Afghanistan	2										1		1									2	6,78	2-14	
Afrique du Sud	14	3									4	1	4	1	4	1		1				4	16	11,80	7-17
Albanie	4	3											1	1			2		1			4	5	6,22	1-14
Algérie	5	2								1	1		1		1	1						2	5	8,02	3-14
Allemagne	143	57	1			1	2	2	11	1	17	15	18	13	17	17	20	11				60	146	146,09	124-168
Andorre	1																1						1	6,15	1-14
Angola																								6,45	2-14
Antigua-et-Barbuda	1	1												1								1	1	6,12	1-14
Arabie saoudite	6	5												3	1			1				4	5	18,00	13-23
Argentine	31	18	1				1	1		1	3	2	3	4	1	3	5	7				18	32	22,19	17-27
Arménie	5						1						1		2		1						5	6,17	1-14
Australie	47	23						2	3		6	5	6	3	4	4	6	13				27	52	31,92	27-37
Autriche	26	13									1	2	4	3	5	6	4	3				14	28	19,96	15-25
Azerbaïdjan	5	3												1	2			2				3	5	6,34	2-14
Bahamas	9	7												2	1	4	1	2				8	10	6,29	1-14
Bahreïn																								6,57	2-14
Bangladesh	10		1						3		3		3										10	9,42	5-14
Barbade	2	2										2					1					3	3	6,24	1-14
Bélarus	10								2				5		2								9	6,58	2-14
Belgique	34	15					2	1	3	1	3	2	4	5	4	5	1					14	31	23,36	19-28
Belize	3	1									1					1	1					1	3	6,10	1-14
Bénin	5										2		1		1		1						5	6,30	1-14
Bhoutan	5								1		2		1		1								5	6,14	1-14
Bolivie	7	3										1			4	2						3	7	6,42	2-14
Bosnie-Herzégovine	6	2									1				1	1	1	1				2	5	6,21	1-14
Botswana	1	1	1															1				1	2	6,30	2-14
Brésil	36	14			1				2		7	3	7	4	4	5	2	4				16	39	34,56	29-40
Brunéi Darussalam																	1						1	6,62	2-14
Bulgarie	14	6							1		2	2	6	3		2						7	16	6,52	2-14
Burkina Faso	4	3							1	1				1		1						3	4	6,40	2-14
Burundi	7	1									1		1	1	4							1	7	6,26	1-14
Cambodge	2	1											1	1								1	2	6,42	2-14
Cameroun	14	5							1		3		5	1	2	3						4	15	6,57	2-14
Canada	54	25		1					3	2	11	5	16	12	6	4		1				25	61	51,67	44-59
Cap-Vert	4										1		2		1								4	6,10	1-14



Pays	Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires 30 juin 2006		Point médian	Fourchette optimale
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F <sup>a</sup>	Total		
Chili	23	7							2	1	1		1		4	3	6	1			5	19	10,00	5-15
Chine	59	34	1				1	1	3	3	8	2	4	7	5	11	3	11			35	60	68,42	58-79
Chypre	3										1				1		1	1			1	4	6,71	2-14
Colombie	10	4	1						1	2			1	3	1	1					6	10	9,57	5-14
Comores																							6,11	1-14
Congo	3										1		1		1							3	6,18	1-14
Costa Rica	4	2							1			1	1	1							2	4	6,65	2-14
Côte d'Ivoire	10								1		2		5	1	3						1	12	6,64	2-14
Croatie	7	4										1		3	2		1				4	7	6,77	2-14
Cuba	6	2									1	1			1	1	1				2	5	7,01	2-14
Danemark	14	7			1						3	2	3	2	1	3					7	15	17,65	13-22
Djibouti	6	1									2				1		2	1			1	6	6,11	1-14
Dominique	3														3							3	6,09	1-14
Égypte	16	5		1			1			1	6		2	1	1	1		1			5	15	9,65	5-14
El Salvador	7	3									1		1	1	2	2					3	7	6,58	2-14
Émirats arabes unis																							9,92	5-15
Équateur	6	2								1				1	3						2	5	6,67	2-14
Érythrée	6	2									1		1		2	2					2	6	6,19	1-14
Espagne	55	25							1		3	2	10	8	12	10	2	4			24	52	47,24	40-54
Estonie	4	2									1				1	2	1				2	5	6,29	1-14
États-Unis d'Amérique	312	170	1		2	1	1	5	20	22	36	31	43	45	26	30	17	33			167	313	363,68	309-418
Éthiopie	19	6			1				1	1			5	3	1	3	6	2			9	23	7,88	3-14
Ex-République yougoslave de Macédoine	4	1													3	1					1	4	6,21	1-14
Fédération de Russie	104	14	1				4		15	1	15	2	30	6	17	4	1	1			14	97	26,84	22-32
Fidji	9	6													2	2	1	4			6	9	6,16	1-14
Finlande	15	5					1		1		1	1	4	3	1	2	1				6	15	14,69	10-19
France	116	55	1				3		7	8	15	6	14	13	10	11	13	16			54	117	103,61	88-119
Gabon	2														1			1			1	2	6,25	1-14
Gambie	3	1	1				1		1		1			1							1	5	6,12	1-14
Géorgie	2										2			1								3	6,22	1-14
Ghana	13	5					1		2		3	3	2	2							5	13	6,63	2-14
Grèce	11	4							1	1	3	1		1	1	1	2	1			5	12	14,78	10-20
Grenade	2														2							2	6,09	1-14
Guatemala	3	2										1		1	1						2	3	6,84	2-14
Guinée	3													1		1		1				3	6,33	2-14
Guinée équatoriale	2										1		1	1							1	3	6,12	1-14

Pays	Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires 30 juin 2006		Point médian	Fourchette optimale	
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F <sup>a</sup>	Total			
Guinée-Bissau											1											1	6,12	1-14	
Guyana	13	10					1	2					1	4		3		1				9	12	6,11	1-14
Haïti	3	2											1	2								2	3	6,31	2-14
Honduras	2												1		1								2	6,32	2-14
Hongrie	9	2							1	2		5	1									2	9	8,31	4-14
Îles Marshall																							6,09	1-14	
Îles Salomon	1														1								1	6,10	1-14
Inde	47	19	2				2	7	2	5		7	7	8	3	3	4					18	50	37,61	32-43
Indonésie	16	8									1	1	1	3	5	4	2					9	17	13,35	9-18
Iran (République islamique d')	8	5					1	3	2	1					1		1					6	9	10,14	5-15
Iraq	7	3					2		1		1	1		1								2	6	6,98	2-14
Irlande	16	6					1		5	1	3	1				3						2	14	11,75	7-17
Islande	6	1							2		1		1		1		1						5	6,62	2-14
Israël	10	4						1	1	2				2		3	1					4	10	13,67	9-18
Italie	105	50	1		1	2	1	1		9	6	15	14	19	26	10	5					52	110	85,30	73-98
Jamahiriya arabe libyenne	2									2													2	8,31	4-14
Jamaïque	15	9			1					1	1	2	4	1	2	1						8	13	6,26	1-14
Japon	111	66	1				2	2	2	6	12	19	21	13	18	2	12					67	110	319,47	272-367
Jordanie	9	2				1		1			1	4		2	1							2	10	6,38	2-14
Kazakhstan	7	3												2	1	2	2					3	7	6,81	2-14
Kenya	24	15				1	1	4	4	2	2	2	8	1	1							16	26	6,99	2-14
Kirghizistan	5	2									1			1		2	1					2	5	6,21	1-14
Kiribati																							6,09	1-14	
Koweït	1	1																					8,72	4-14	
Lesotho	3	3											2		1							3	3	6,13	1-14
Lettonie	4	1											2	1	1							1	4	6,36	2-14
Liban	13	4								1		2	2	3	4	1						6	13	6,54	2-14
Libéria	6	5								2	2		1									3	5	6,16	1-14
Liechtenstein																							6,15	1-14	
Lituanie	4	2											2	1								2	3	6,53	2-14
Luxembourg	4	1										3		1	1							1	5	7,31	3-14
Madagascar	4	1								1		1		1	1		1					2	5	6,54	2-14
Malaisie	9	4			1			1	1	2	2			2	1							4	10	9,88	5-15
Malawi	3									1				1									2	6,38	2-14
Maldives	1													1									1	6,10	1-14
Mali	7	1				1		2		1		2			1							1	7	6,41	2-14
Malte	2	1														1	2					2	3	6,31	2-14

Pays	Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires 30 juin 2006		Point médian	Fourchette optimale	
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F <sup>a</sup>	Total			
Maroc	6	4									2	2		1								3	5	7,53	3-14
Maurice																	1						1	6,28	1-14
Mauritanie	3												2		2								4	6,16	1-14
Mexique	19	10		1			1	3	2		2	2		1	2	2	9	2				11	27	38,51	33-44
Micronésie (États fédérés de)	1															1							1	6,09	1-14
Monaco																								6,12	1-14
Mongolie	5	2									1			1	2	1						2	5	6,15	1-14
Mozambique	3								1		1							1					3	6,53	2-14
Myanmar	5	1															3	1				1	4	7,37	3-14
Namibie	3	1			1									1	1							1	3	6,21	1-14
Nauru																								6,09	1-14
Népal	9										1		6		1								8	6,75	2-14
Nicaragua	6	4											1	2	1	2						4	6	6,21	1-14
Niger	3	2						1						1			4					2	6	6,40	2-14
Nigéria	14	2	1						3		2	1	4	1	3	1						3	16	9,70	5-15
Norvège	9	5	1								3	1		1	1	1		2				5	10	17,01	12-22
Nouvelle-Zélande	15	8			1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2						8	16	9,69	5-14
Oman	3	1																1					1	7,25	2-14
Ouganda	21	8				1	1		2		4	1	3	3	4	2	1					7	22	6,82	2-14
Ouzbékistan	4	2																3	2			2	5	6,89	2-14
Pakistan	17	7				1	1		2		1		3	3	2	2						6	15	10,50	6-15
Palaos																								6,09	1-14
Panama	2	1					1							1								1	2	6,45	2-14
Papouasie-Nouvelle- Guinée	3										1				1		1						3	6,25	1-14
Paraguay	4	3												1	1			3				4	5	6,40	2-14
Pays-Bas	31	8			1		2		3		8	3	11	2	2	2						7	34	33,40	28-38
Pérou	12	3							2	1	1			3	1	2						2	10	8,17	3-14
Philippines	49	33									1	9	6	9	8	12		3				33	48	9,46	5-14
Pologne	11	2	1								2	2	2		3		1	1				3	12	14,29	9-19
Portugal	9	5									1		1		2	3	1	3				6	11	13,81	9-19
Qatar	1														1								1	7,11	2-14
République arabe syrienne	11	6									2		1	3		3						6	9	7,11	2-14
République centrafricaine	3										1				1		1						3	6,18	1-14
République de Corée	31	11	1						1		3	1	8	5	5	3	1	1				10	29	35,80	30-41
République de Moldova	1								1														1	6,18	1-14

Pays	Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires 30 juin 2006		Point médian	Fourchette optimale	
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F <sup>a</sup>	Total			
République démocratique du Congo	6	2										1	1				1	3				2	6	7,42	3-14
République démocratique populaire lao	1												1										1	6,22	1-14
République dominicaine	5	1									2		1					1				1	4	6,83	2-14
République populaire démocratique de Corée	1																							6,74	2-14
République tchèque	7	3					1				1	2	2					1	2			4	9	9,22	4-14
République-Unie de Tanzanie	9	5		1							2	1	1	2	2							4	9	7,03	2-14
Roumanie	12	4							1		1		2	1	5	3						4	13	7,52	3-14
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	108	46	2		1		3	1	9	2	22	10	16	13	10	14	1	4				44	108	105,14	89-121
Rwanda	5												1		2		2						5	6,29	1-14
Sainte-Lucie	2	1											1			1						1	2	6,11	1-14
Saint-Kitts-et-Nevis	6	4									1	1		1		2	1	1				5	7	6,09	1-14
Saint-Marin	2	2													1		1					2	2	6,12	1-14
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3	1												1	2							1	3	6,09	1-14
Samoa																								6,09	1-14
Sao Tomé-et-Principe																								6,09	1-14
Sénégal	13	4					2		2		2	1	2	1	2	2						4	14	6,42	2-14
Serbie-et-Monténégro	8	1									2		4		1	1						1	8	6,61	2-14
Seychelles	3	1						1					1			1	1					1	4	6,11	1-14
Sierra Leone	4	3					1		1		1			1								3	4	6,21	1-14
Singapour	10	5			1		1			2	1			2	1		2	2				6	12	12,36	8-17
Slovaquie	6	1									1		3		1	1						1	6	7,01	2-14
Slovénie	5	3					1									3						3	4	7,43	3-14
Somalie	3	1									1	1										1	2	6,27	1-14
Soudan	8	2						1			1		4	1		1						2	8	7,02	2-14
Sri Lanka	6	2		1									4	1		1						3	7	6,81	2-14
Suède	31	20		1	1	1		1	1		6	2	2	1	1	4		10				20	31	22,19	17-27
Suisse	18	8	1						2	1	1		2	1		3	3	4				9	18	25,33	21-30
Suriname	3	1									1			1			1					1	3	6,10	1-14

Pays	Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires 30 juin 2006		Point médian	Fourchette optimale		
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	F <sup>a</sup>	Total				
Swaziland	3	2											1			2						2	3	6,13	1-14	
Tadjikistan	1																							6,24	1-14	
Tchad	2										1		1										2	6,31	2-14	
Thaïlande	15	8	1						1	1	1	2	2	3	1	2	1						8	15	10,85	6-16
Timor-Leste																								6,11	1-14	
Togo	5										1		1			1		3					6	6,23	1-14	
Tonga	1	1															1					1	1	6,09	1-14	
Trinité-et-Tobago	12	9					1							1	2	5	2					7	11	6,45	2-14	
Tunisie	8	2			1				1	1	2		1	1	3							2	10	6,81	2-14	
Turkménistan																		1				1	1	6,26	1-14	
Turquie	12	5						2	1	1				1	2	2	3					4	12	13,65	9-18	
Tuvalu	1												1											1	6,09	1-14
Ukraine	19	2						2		5		7		4	2							2	20	7,74	3-14	
Uruguay	7	4									2		2	1	1	1		1				3	8	6,92	2-14	
Vanuatu	1																							6,09	1-14	
Venezuela (République bolivarienne du)	13	5					1			1	1	1	3	1	3	2	1	1				6	15	9,40	5-14	
Viet Nam	3	1									1		1	1								1	3	8,30	4-14	
Yémen	2	1																						6,64	2-14	
Zambie	6	1						2					2		1	1	1					1	7	6,37	2-14	
Zimbabwe	13	5									3	2	1	1	4	2						5	13	6,48	2-14	
<b>Total partiel</b>	<b>2 579</b>	<b>1 110</b>	<b>22</b>	<b>6</b>	<b>14</b>	<b>7</b>	<b>39</b>	<b>27</b>	<b>152</b>	<b>71</b>	<b>328</b>	<b>176</b>	<b>417</b>	<b>304</b>	<b>344</b>	<b>327</b>	<b>193</b>	<b>204</b>			<b>1 122</b>	<b>2 631</b>				
<i>Autres</i>																										
Palestine									1															1		
Apatrides	2				1								1											2		
<b>Total partiel</b>	<b>2</b>				<b>1</b>				<b>1</b>				<b>1</b>											<b>3</b>		
<b>Total</b>	<b>2 581</b>	<b>1 110</b>	<b>22</b>	<b>6</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>39</b>	<b>27</b>	<b>153</b>	<b>71</b>	<b>328</b>	<b>176</b>	<b>418</b>	<b>304</b>	<b>344</b>	<b>327</b>	<b>193</b>	<b>204</b>			<b>1 122</b>	<b>2 634</b>				

<sup>a</sup> Ce total inclut le nombre total de femmes.

Tableau A.4  
**Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique  
 par nationalité et par type de nomination**

Pays	30 juin 2005					30 juin 2006				
	Type de nomination (nombre)				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination (nombre)				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Afghanistan	2			2		2			2	
Afrique du Sud	6		8	14	57,1	6	1	9	16	56,3
Albanie	2	1	1	4	25,0	3		2	5	40,0
Algérie	1		4	5	80,0	1		4	5	80,0
Allemagne	96	17	30	143	21,0	97	17	32	146	21,9
Andorre		1		1			1		1	
Angola										
Antigua-et-Barbuda	1			1		1			1	
Arabie saoudite	5		1	6	16,7	4		1	5	20,0
Argentine	15	4	12	31	38,7	16	2	14	32	43,8
Arménie	4		1	5	20,0	4		1	5	20,0
Australie	7	19	21	47	44,7	14	12	26	52	50,0
Autriche	14	3	9	26	34,6	14	4	10	28	35,7
Azerbaïdjan	2	2	1	5	20,0	3	1	1	5	20,0
Bahamas	8	1		9		9		1	10	10,0
Bahreïn										
Bangladesh	4		6	10	60,0	4		6	10	60,0
Barbade	2			2		2		1	3	33,3
Bélarus	9		1	10	10,0	8		1	9	11,1
Belgique	18		16	34	47,1	17		14	31	45,2
Belize	3			3		3			3	
Bénin	1	1	3	5	60,0	1	1	3	5	60,0
Bhoutan	4		1	5	20,0	4		1	5	20,0
Bolivie	5		2	7	28,6	5		2	7	28,6
Bosnie-Herzégovine	4		2	6	33,3	4		1	5	20,0
Botswana		1		1			1	1	2	50,0
Brésil	17	2	17	36	47,2	15	4	20	39	51,3
Brunéi Darussalam							1		1	
Bulgarie	3		11	14	78,6	3		13	16	81,3
Burkina Faso	1		3	4	75,0	1		3	4	75,0
Burundi	5		2	7	28,6	5		2	7	28,6
Cambodge	1		1	2	50,0	1		1	2	50,0
Cameroun	4		10	14	71,4	4		11	15	73,3
Canada	11		43	54	79,6	10		51	61	83,6
Cap-Vert	3		1	4	25,0	3		1	4	25,0
Chili	16		7	23	30,4	12		7	19	36,8
Chine	27	7	25	59	42,4	30	3	27	60	45,0

Pays	30 juin 2005					30 juin 2006				
	Type de nomination (nombre)				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination (nombre)				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Chypre	1	1	1	3	33,3	1	2	1	4	25,0
Colombie	3		7	10	70,0	2		8	10	80,0
Comores										
Congo	1		2	3	66,7	1		2	3	66,7
Costa Rica	1		3	4	75,0	1		3	4	75,0
Côte d'Ivoire	8		2	10	20,0	8		4	12	33,3
Croatie	5		2	7	28,6	5		2	7	28,6
Cuba	5		1	6	16,7	5			5	
Danemark	7		7	14	50,0	6		9	15	60,0
Djibouti	2		4	6	66,7	2		4	6	66,7
Dominique	3			3		3			3	
Égypte	4		12	16	75,0	4		11	15	73,3
El Salvador	6		1	7	14,3	6		1	7	14,3
Émirats arabes unis										
Équateur	4		2	6	33,3	4		1	5	20,0
Érythrée	6			6		6			6	
Espagne	38	1	16	55	29,1	35	1	16	52	30,8
Estonie	4			4		4		1	5	20,0
États-Unis d'Amérique	158	15	139	312	44,5	150	23	140	313	44,7
Éthiopie	9		10	19	52,6	10		13	23	56,5
Ex-République yougoslave de Macédoine	3		1	4	25,0	3		1	4	25,0
Fédération de Russie	57		47	104	45,2	50		47	97	48,4
Fidji	7		2	9	22,2	7		2	9	22,2
Finlande	6	1	8	15	53,3	6		9	15	60,0
France	50	13	53	116	45,7	54	12	51	117	43,6
Gabon	2			2		1	1		2	
Gambie	2		1	3	33,3	2		3	5	60,0
Géorgie			2	2	100,0	1		2	3	66,7
Ghana			13	13	100,0			13	13	100,0
Grèce	7	2	2	11	18,2	8	2	2	12	16,7
Grenade	2			2		2			2	
Guatemala	1		2	3	66,7	1		2	3	66,7
Guinée	1	1	1	3	33,3	1	1	1	3	33,3
Guinée-Bissau						1			1	
Guinée équatoriale	2			2		3			3	
Guyana	10		3	13	23,1	10		2	12	16,7
Haïti	2		1	3	33,3	2		1	3	33,3
Honduras	2			2		2			2	
Hongrie	4		5	9	55,6	4		5	9	55,6
Îles Marshall										

Pays	30 juin 2005					30 juin 2006				
	Type de nomination (nombre)				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination (nombre)				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Îles Salomon	1			<b>1</b>		1			<b>1</b>	
Inde	25		22	<b>47</b>	46,8	29	1	20	<b>50</b>	40,0
Indonésie	11	4	1	<b>16</b>	6,3	14	2	1	<b>17</b>	5,9
Iran (République islamique d')	6		2	<b>8</b>	25,0	5	1	3	<b>9</b>	33,3
Iraq			7	<b>7</b>	100,0			6	<b>6</b>	100,0
Irlande	6		10	<b>16</b>	62,5	4		10	<b>14</b>	71,4
Islande	2	2	2	<b>6</b>	33,3	3		2	<b>5</b>	40,0
Israël	5	3	2	<b>10</b>	20,0	5	3	2	<b>10</b>	20,0
Italie	68	8	29	<b>105</b>	27,6	68	3	39	<b>110</b>	35,4
Jamahiriya arabe libyenne	2			<b>2</b>		2			<b>2</b>	
Jamaïque	9		6	<b>15</b>	40,0	9		4	<b>13</b>	30,8
Japon	89	4	18	<b>111</b>	16,2	86	2	22	<b>110</b>	20,0
Jordanie	3		6	<b>9</b>	66,7	2		8	<b>10</b>	80,0
Kazakhstan	7			<b>7</b>		7			<b>7</b>	
Kenya	3		21	<b>24</b>	87,5	3		23	<b>26</b>	88,5
Kirghizistan	4		1	<b>5</b>	20,0	4		1	<b>5</b>	20,0
Kiribati										
Koweït			1	<b>1</b>	100,0					
Lesotho	2		1	<b>3</b>	33,3	2		1	<b>3</b>	33,3
Lettonie	3		1	<b>4</b>	25,0	3		1	<b>4</b>	25,0
Liban	9		4	<b>13</b>	30,8	6		7	<b>13</b>	53,9
Libéria	5		1	<b>6</b>	16,7	4		1	<b>5</b>	20,0
Liechtenstein										
Lituanie	3		1	<b>4</b>	25,0	2		1	<b>3</b>	33,3
Luxembourg	3		1	<b>4</b>	25,0	4		1	<b>5</b>	20,0
Madagascar	1		3	<b>4</b>	75,0	1	1	3	<b>5</b>	60,0
Malaisie	4		5	<b>9</b>	55,6	5		5	<b>10</b>	50,0
Malawi	1		2	<b>3</b>	66,7			2	<b>2</b>	100,0
Maldives	1			<b>1</b>		1			<b>1</b>	
Mali	4		3	<b>7</b>	42,9	4		3	<b>7</b>	42,9
Malte	1	1		<b>2</b>		1	2		<b>3</b>	
Maroc	5		1	<b>6</b>	16,7	4		1	<b>5</b>	20,0
Maurice							1		<b>1</b>	
Mauritanie	1		2	<b>3</b>	66,7	1		3	<b>4</b>	75,0
Mexique	10	2	7	<b>19</b>	36,8	9	11	7	<b>27</b>	25,9
Micronésie (États fédérés de)	1			<b>1</b>		1			<b>1</b>	
Monaco										
Mongolie	4		1	<b>5</b>	20,0	4		1	<b>5</b>	20,0
Mozambique	1		2	<b>3</b>	66,7	1		2	<b>3</b>	66,7
Myanmar	1		4	<b>5</b>	80,0	2		2	<b>4</b>	50,0
Namibie	2		1	<b>3</b>	33,3	2		1	<b>3</b>	33,3



Pays	30 juin 2005					30 juin 2006				
	Type de nomination (nombre)				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination (nombre)				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Nauru										
Népal	1		8	9	88,9	1		7	8	87,5
Nicaragua	4		2	6	33,3	4		2	6	33,3
Niger	1	1	1	3	33,3	2	3	1	6	16,7
Nigéria	5		9	14	64,3	4		12	16	75,0
Norvège	3	2	4	9	44,4	5	1	4	10	40,0
Nouvelle-Zélande	6		9	15	60,0	5		11	16	68,8
Oman	2	1		3		1			1	
Ouganda	4		17	21	80,9	4		18	22	81,8
Ouzbékistan		4		4		1	4		5	
Pakistan	7		10	17	58,8	6		9	15	60,0
Palaos										
Panama	1		1	2	50,0	1		1	2	50,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3			3		3			3	
Paraguay	3		1	4	25,0	3	1	1	5	20,0
Pays-Bas	15		16	31	51,6	13		21	34	61,8
Pérou	7		5	12	41,7	7		3	10	30,0
Philippines	46		3	49	6,1	44		4	48	8,3
Pologne	7		4	11	36,4	7		5	12	41,7
Portugal	3	3	3	9	33,3	5	3	3	11	27,3
Qatar			1	1	100,0			1	1	100,0
République arabe syrienne	5		6	11	54,5	4		5	9	55,6
République centrafricaine	3			3		3			3	
République de Corée	18	3	10	31	32,3	17	2	10	29	34,5
République de Moldova			1	1	100,0			1	1	100,0
République démocratique du Congo	1	2	3	6	50,0	1	2	3	6	50,0
République démocratique populaire lao			1	1	100,0			1	1	100,0
République dominicaine	4		1	5	20,0	3		1	4	25,0
République populaire démocratique de Corée	1			1						
République tchèque	4	1	2	7	28,6	4	3	2	9	22,2
République-Unie de Tanzanie	5		4	9	44,4	5		4	9	44,4
Roumanie	10		2	12	16,7	10		3	13	23,1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	39	1	68	108	63,0	33	1	74	108	68,5
Rwanda	5			5		5			5	
Saint-Kitts-et-Nevis	5		1	6	16,7	5	1	1	7	14,3
Sainte-Lucie	2			2		2			2	
Saint-Marin	2			2		2			2	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1		2	3	66,7	1		2	3	66,7
Samoa										
Sao Tomé-et-Principe										

Pays	30 juin 2005					30 juin 2006				
	Type de nomination (nombre)				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination (nombre)				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Sénégal	5		8	13	61,5	5		9	14	64,3
Serbie-et-Monténégro	5		3	8	37,5	5		3	8	37,5
Seychelles	2		1	3	33,3	2	1	1	4	25,0
Sierra Leone	1		3	4	75,0	1		3	4	75,0
Singapour	7		3	10	30,0	5	4	3	12	25,0
Slovaquie	4		2	6	33,3	4		2	6	33,3
Slovénie	4		1	5	20,0	4			4	
Somalie	1		2	3	66,7	1		1	2	50,0
Soudan	3		5	8	62,5	3		5	8	62,5
Sri Lanka	3		3	6	50,0	3		4	7	57,1
Suède	19	2	10	31	32,3	17	3	11	31	35,5
Suisse	4	6	8	18	44,4	3	7	8	18	44,4
Suriname	2		1	3	33,3	2		1	3	33,3
Swaziland	2		1	3	33,3	2		1	3	33,3
Tadjikistan	1			1						
Tchad	2			2		2			2	
Thaïlande	13		2	15	13,3	12		3	15	20,0
Timor-Leste										
Togo	2		3	5	60,0	2		4	6	66,7
Tonga	1			1		1			1	
Trinité-et-Tobago	10		2	12	16,7	10		1	11	9,1
Tunisie	2		6	8	75,0	2		8	10	80,0
Turkménistan							1		1	
Turquie	5	1	6	12	50,0	4	2	6	12	50,0
Tuvalu			1	1	100,0			1	1	100,0
Ukraine	16		3	19	15,8	16		4	20	20,0
Uruguay	1		6	7	85,7	1		7	8	87,5
Vanuatu			1	1	100,0					
Venezuela (République bolivarienne du)	7		6	13	46,1	8		7	15	46,7
Viet Nam	2		1	3	33,3	2		1	3	33,3
Yémen	2			2						
Zambie	1		5	6	83,3	2		5	7	71,4
Zimbabwe	2		11	13	84,6	2		11	13	84,6
<b>Total partiel</b>	<b>1 379</b>	<b>144</b>	<b>1 056</b>	<b>2 579</b>	<b>41,0</b>	<b>1 348</b>	<b>156</b>	<b>1 127</b>	<b>2 631</b>	<b>42,8</b>
<i>Autres</i>										
Palestine								1	1	100,0
Apatrides	1		1	2	50,0	1		1	2	50,0
<b>Total partiel</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	<b>2</b>	<b>50,0</b>	<b>1</b>		<b>2</b>	<b>3</b>	<b>66,7</b>
<b>Total</b>	<b>1 380</b>	<b>144</b>	<b>1 057</b>	<b>2 581</b>	<b>41,0</b>	<b>1 349</b>	<b>156</b>	<b>1 129</b>	<b>2 634</b>	<b>42,9</b>

Tableau A.5  
**Fonctionnaires nommés à des postes soumis à la répartition géographique  
 par nationalité, par classe et par sexe, du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006**

Pays	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre total de fonctionnaires		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Total	F	
Afghanistan																					
Afrique du Sud														1			1			2	1
Albanie												1								1	1
Algérie																					
Allemagne	1							1			1	1	1	1	6	2				14	5
Andorre																					
Angola																					
Antigua-et-Barbuda																					
Arabie saoudite																					
Argentine										1	1									2	1
Arménie																					
Australie											2	2		1		3				8	6
Autriche													1		1	1				3	1
Azerbaïdjan																					
Bahamas																					
Bahreïn																					
Bangladesh																					
Barbade														1						1	1
Bélarus																					
Belgique																					
Belize																					
Bénin																					
Bhoutan																					
Bolivie																					
Bosnie-Herzégovine																					
Botswana	1																				1
Brésil												1		1	1	2				5	4
Brunéï Darussalam															1						1
Bulgarie											1	1									2
Burkina Faso																					
Burundi																					
Cambodge																					
Cameroun											1		1								2
Canada							1				4	1	3	2							11
Cap-Vert																					
Chili									1												1
Chine										1											1
Chypre																1					1
Colombie												1									1

Pays	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre total de fonctionnaires		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Total	F	
	Comores																				
Congo																					
Costa Rica										1										1	1
Cote d'Ivoire											1									1	
Croatie																					
Cuba																					
Danemark									1											1	
Djibouti																					
Dominique																					
Égypte																					
El Salvador																					
Émirats arabes unis																					
Équateur																					
Érythrée																					
Espagne											1									1	
Estonie									1											1	
États-Unis d'Amérique			1				4		1	1	1	2	4	2	3	10				29	15
Éthiopie											1			1						2	1
Ex-République yougoslave de Macédoine																					
Fédération de Russie									1				1							2	
Fidji																					
Finlande												1								1	1
France					1		1	1					2	1	1	4				11	6
Gabon																1				1	1
Gambie	1						1													2	
Géorgie																					
Ghana					1								1							2	
Grèce																1				1	1
Grenade																					
Guatemala																					
Guinée																					
Guinée-Bissau									1											1	
Guinée équatoriale																					
Guyana																					
Haïti																					
Honduras																					
Hongrie																					
Îles Marshall																					
Îles Salomon																					
Inde	1						1				1									3	
Indonésie														1						1	1

Pays	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre total de fonctionnaires	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Total	F
	Iran (République islamique d')									1							1			2
Iraq																				
Irlande									1		1								2	
Islande																				
Israël																				
Italie									1		1	2		1	2				7	3
Jamahiriya arabe libyenne																				
Jamaïque																				
Japon	1					1		1	1					1			1		6	3
Jordanie					1		1												2	
Kazakhstan																				
Kenya														1					1	1
Kirghizistan																				
Kiribati																				
Koweït																				
Lesotho																				
Lettonie																				
Liban												1	1	1					3	2
Libéria																				
Liechtenstein																				
Lituanie																				
Luxembourg																				
Madagascar																1			1	1
Malawi																				
Malaisie									1										1	
Maldives																				
Mali																				
Malte															1	1			2	1
Maroc																				
Maurice															1				1	
Mauritanie													1						1	
Mexique									1				1	6	1				9	1
Micronésie (États fédérés de)																				
Monaco																				
Mongolie																				
Mozambique																				
Myanmar																				
Namibie																				
Nauru																				
Népal																				
Nicaragua																				
Niger															3				3	

Pays	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre total de fonctionnaires		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Total	F	
Nigéria	1										1									2	
Norvège									1				1							2	
Nouvelle-Zélande					1															1	
Oman																					
Ouganda											1		1							2	
Ouzbékistan															1					1	
Pakistan																					
Palaos																					
Panama																					
Papouasie-Nouvelle-Guinée																					
Paraguay																1				1	1
Pays-Bas			1		1				1		2		1							6	
Pérou																					
Philippines																					
Pologne	1												1		1					3	1
Portugal															1	1				2	1
Qatar																					
République arabe syrienne																					
République centrafricaine																					
République de Corée																					
République de Moldova																					
République démocratique du Congo																					
République démocratique populaire lao																					
République dominicaine																					
République populaire démocratique de Corée																					
République tchèque															1	1				2	1
République-Unie de Tanzanie																					
Roumanie									1											1	
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	1				1		1		3	1	2		2	1						12	2
Rwanda																					
Sainte-Lucie																					
Saint-Kitts-et-Nevis																					
Saint-Marin																					
Saint-Vincent-et-les Grenadines																					
Samoa																					
Sao Tomé-et-Principe																					
Sénégal											1									1	
Serbie-et-Monténégro																					
Seychelles															1					1	

Pays	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre total de fonctionnaires		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Total	F	
	Sierra Leone																				
Singapour															2	2				4	2
Slovaquie														1						1	1
Slovénie																					
Somalie																					
Soudan																					
Sri Lanka		1																		1	1
Suède		1							1							2				4	3
Suisse																2				2	2
Suriname																					
Swaziland																					
Tadjikistan																					
Tchad																					
Thaïlande	1																			1	
Timor-Leste																					
Togo														1						1	
Tonga																					
Trinité-et-Tobago																					
Tunisie														2						2	
Turkménistan																1				1	1
Turquie															1					1	
Tuvalu																					
Ukraine														1						1	
Uruguay										1		1								2	
Vanuatu																					
Venezuela (République bolivarienne du)														1						1	
Viet Nam																					
Yémen																					
Zambie																					
Zimbabwe																					
<b>Total partiel</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>2</b>		<b>6</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>20</b>	<b>5</b>	<b>25</b>	<b>14</b>	<b>31</b>	<b>16</b>	<b>33</b>	<b>42</b>			<b>218</b>	<b>83</b>	
<i>Autres</i>																					
Apatrides																					
Palestine								1												1	
<b>Total partiel</b>								<b>1</b>												<b>1</b>	
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>2</b>		<b>6</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>20</b>	<b>5</b>	<b>25</b>	<b>14</b>	<b>31</b>	<b>16</b>	<b>33</b>	<b>42</b>			<b>219</b>	<b>83</b>	

Tableau A.6

**Mouvements de personnel aux postes soumis à la répartition géographique par nationalité, par type d'engagement et par sexe**

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2005		Engagements						Cessations de service <sup>a</sup>						Autres mouvements de personnel <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2006	
			Carrière		Durée déterminée		Total		Carrière		Durée déterminée		Total					
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F		
Afghanistan	2																2	
Afrique du Sud	14	3	1	1	1		2	1									16	4
Albanie	4	3			1	1	1	1									5	4
Algérie	5	2															5	2
Allemagne	143	57	8	2	6	3	14	5	7		4		11		-2	146	60	
Andorre	1																1	
Angola																		
Antigua-et-Barbuda	1	1															1	1
Arabie saoudite	6	5							1	1			1	1			5	4
Argentine	31	18			2	1	2	1	1	1			1	1			32	18
Arménie	5																5	
Australie	47	23	3	3	5	3	8	6	3	2	1		4	2	1		52	27
Autriche	26	13	2	1	1		3	1							-1		28	14
Azerbaïdjan	5	3															5	3
Bahamas	9	7													1	1	10	8
Bahreïn																		
Bangladesh	10																10	
Barbade	2	2			1	1	1	1									3	3
Bélarus	10								1				1				9	
Belgique	34	15							1	1	1		2	1	-1		31	14
Belize	3	1															3	1
Bénin	5																5	
Bhoutan	5																5	
Bolivie	7	3															7	3
Bosnie-Herzégovine	6	2													-1		5	2
Botswana	1	1			1		1										2	1
Brésil	36	14	3	2	2	2	5	4	1	1			1	1	-1	-1	39	16
Brunéi Darussalam			1				1										1	
Bulgarie	14	6			2	1	2	1									16	7
Burkina Faso	4	3															4	3
Burundi	7	1															7	1
Cambodge	2	1															2	1
Cameroun	14	5			2		2				1	1	1	1			15	4
Canada	54	25	1		10	3	11	3	2	1	3	2	5	3	1		61	25
Cap-Vert	4																4	
Chili	23	7			1		1		3	1	1		4	1	-1	-1	19	5
Chine	59	34			1	1	1	1	1	1			1	1	1	1	60	35
Chypre	3		1	1			1	1									4	1
Colombie	10	4			1	1	1	1	2				2		1	1	10	6
Comores																		



Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2005		Engagements						Cessations de service <sup>a</sup>						Autres mouvements de personnel <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2006					
			Carrière		Durée déterminée		Total		Carrière		Durée déterminée		Total									
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F						
Congo	3																3					
Costa Rica	4	2			1	1	1	1									-1	-1	4	2		
Côte d'Ivoire	10				1		1										1	1	12	1		
Croatie	7	4																	7	4		
Cuba	6	2								1			1						5	2		
Danemark	14	7			1		1												15	7		
Djibouti	6	1																	6	1		
Dominique	3																		3			
Égypte	16	5															-1		15	5		
El Salvador	7	3																	7	3		
Émirats arabes unis																						
Équateur	6	2								1			1						5	2		
Érythrée	6	2																	6	2		
Espagne	55	25			1		1		1	1	1	1	2	1	-2				52	24		
Estonie	4	2			1		1												5	2		
États-Unis d'Amérique	312	170	13	10	16	5	29	15	18	11	9	4	27	15	-1	-3			313	167		
Éthiopie	19	6			2	1	2	1									2	2	23	9		
Ex-République yougoslave de Macédoine	4	1																	4	1		
Fédération de Russie	104	14			2		2		7	1	3		10	1	1	1			97	14		
Fidji	9	6																	9	6		
Finlande	15	5			1	1	1	1	1	1	1		2	1	1	1			15	6		
France	116	55	6	5	5	1	11	6	4	2	4	2	8	4	-2	-3			117	54		
Gabon	2		1	1			1	1									-1		2	1		
Gambie	3	1			2		2												5	1		
Géorgie	2																1		3			
Ghana	13	5			2		2			3	1	3	1	1	1				13	5		
Grèce	11	4	1	1			1	1											12	5		
Grenade	2																		2			
Guatemala	3	2																	3	2		
Guinée	3																		3			
Guinée équatoriale	2																1	1	3	1		
Guinée-Bissau			1				1												1			
Guyana	13	10								1	1	1	1						12	9		
Haïti	3	2																	3	2		
Honduras	2																		2			
Hongrie	9	2																	9	2		
Îles Marshall																						
Îles Salomon	1																		1			
Inde	47	19	1		2		3												-1	50	18	
Indonésie	16	8	1	1			1	1											17	9		
Iran (République islamique d')	8	5	1	1	1		2	1	1				1						9	6		
Iraq	7	3																	-1	-1	6	2

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2005		Engagements						Cessations de service <sup>a</sup>						Autres mouvements de personnel <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2006	
			Carrière		Durée déterminée		Total		Carrière		Durée déterminée		Total					
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F		
Irlande	16	6			2		2		2	2	1	1	3	3	-1	-1	14	2
Islande	6	1							1	1			1	1			5	
Israël	10	4															10	4
Italie	105	50	2		5	3	7	3	4	1			4	1	2		110	52
Jamahiriya arabe libyenne	2																2	
Jamaïque	15	9							1		1	1	2	1			13	8
Japon	111	66	1	1	5	2	6	3	1		2		3		-4	-2	110	67
Jordanie	9	2			2		2		1				1				10	2
Kazakhstan	7	3															7	3
Kenya	24	15			1	1	1	1							1		26	16
Kirghizistan	5	2															5	2
Kiribati																		
Koweït	1	1									1	1	1	1				
Lesotho	3	3															3	3
Lettonie	4	1															4	1
Liban	13	4			3	2	3	2	3				3				13	6
Libéria	6	5							1	1			1	1		-1	5	3
Liechtenstein																		
Lituanie	4	2														-1	3	2
Luxembourg	4	1													1		5	1
Madagascar	4	1	1	1			1	1									5	2
Malaisie	9	4			1		1										10	4
Malawi	3								1				1				2	
Maldives	1																1	
Mali	7	1															7	1
Malte	2	1	2	1			2	1	1				1				3	2
Maroc	6	4							1	1			1	1			5	3
Maurice			1				1										1	
Mauritanie	3				1		1										4	
Mexique	19	10	8	1	1		9	1			1		1				27	11
Micronésie (États fédérés de)	1																1	
Monaco																		
Mongolie	5	2															5	2
Mozambique	3																3	
Myanmar	5	1									1		1				4	1
Namibie	3	1															3	1
Nauru																		
Népal	9										1		1				8	
Nicaragua	6	4															6	4
Niger	3	2	3				3										6	2
Nigéria	14	2			2		2		1				1		1	1	16	3
Norvège	9	5	1		1		2								-1		10	5
Nouvelle-Zélande	15	8			1		1										16	8

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2005		Engagements						Cessations de service <sup>a</sup>						Autres mouvements de personnel <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2006	
			Carrière		Durée déterminée		Total		Carrière		Durée déterminée		Total					
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F		
Oman	3	1							2	1			2	1			1	
Ouganda	21	8			2		2								-1	-1	22	7
Ouzbékistan	4	2	1				1										5	2
Pakistan	17	7							1	1			1	1	-1		15	6
Palaos																		
Panama	2	1															2	1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3																3	
Paraguay	4	3	1	1			1	1									5	4
Pays-Bas	31	8			6		6		1		1		2		-1	-1	34	7
Pérou	12	3									2	1	2	1			10	2
Philippines	49	33							2	1			2	1	1	1	48	33
Pologne	11	2	1	1	2		3	1	1		1		2				12	3
Portugal	9	5	2	1			2	1	1				1		1		11	6
Qatar	1																1	
République arabe syrienne	11	6							1		1		2				9	6
République centrafricaine	3																3	
République de Corée	31	11													-2	-1	29	10
République de Moldova	1																1	
République démocratique du Congo	6	2															6	2
République démocratique populaire lao	1																1	
République dominicaine	5	1							1				1				4	1
République populaire démocratique de Corée	1														-1			
République tchèque	7	3	2	1			2	1									9	4
République-Unie de Tanzanie	9	5														-1	9	4
Roumanie	12	4			1		1										13	4
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	108	46			12	2	12	2	7	2	6	4	13	6	1	2	108	44
Rwanda	5																5	
Sainte-Lucie	2	1															2	1
Saint-Kitts-et-Nevis	6	4												1	1		7	5
Saint-Marin	2	2															2	2
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3	1															3	1
Samoa																		
Sao Tomé-et-Principe																		
Sénégal	13	4			1		1										14	4
Serbie-et-Monténégro	8	1															8	1
Seychelles	3	1	1				1										4	1
Sierra Leone	4	3															4	3

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2005		Engagements						Cessations de service <sup>a</sup>						Autres mouvements de personnel <sup>b</sup>		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2006	
			Carrière		Durée déterminée		Total		Carrière		Durée déterminée		Total					
	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F
Singapour	10	5	4	2			4	2	2	1			2	1			12	6
Slovaquie	6	1			1	1	1	1			1	1	1	1			6	1
Slovénie	5	3									1		1				4	3
Somalie	3	1									1		1				2	1
Soudan	8	2															8	2
Sri Lanka	6	2			1	1	1	1									7	3
Suède	31	20	2	2	2	1	4	3	2	1			2	1	-2	-2	31	20
Suisse	18	8	2	2			2	2	1				1		-1	-1	18	9
Suriname	3	1															3	1
Swaziland	3	2															3	2
Tadjikistan	1														-1			
Tchad	2																2	
Thaïlande	15	8			1		1		1				1				15	8
Timor-Leste																		
Togo	5				1		1										6	
Tonga	1	1															1	1
Trinité-et-Tobago	12	9							1	1	1	1	2	2	1		11	7
Tunisie	8	2			2		2										10	2
Turkménistan			1	1			1	1									1	1
Turquie	12	5	1				1		1	1			1	1			12	4
Tuvalu	1																1	
Ukraine	19	2			1		1										20	2
Uruguay	7	4			2		2				1	1	1	1			8	3
Vanuatu	1										1		1					
Venezuela (République bolivarienne du)	13	5			1		1								1	1	15	6
Viet Nam	3	1															3	1
Yémen	2	1							2	1			2	1				
Zambie	6	1													1		7	1
Zimbabwe	13	5															13	5
<b>Total partiel</b>	<b>2 579</b>	<b>1 110</b>	<b>82</b>	<b>44</b>	<b>136</b>	<b>39</b>	<b>218</b>	<b>83</b>	<b>100</b>	<b>40</b>	<b>60</b>	<b>23</b>	<b>160</b>	<b>63</b>	<b>-6</b>	<b>-8</b>	<b>2 631</b>	<b>1 122</b>
<i>Autres</i>																		
Palestine					1		1										1	
Apatrides	2																2	
<b>Total partiel</b>	<b>2</b>				<b>1</b>		<b>1</b>										<b>3</b>	
<b>Total</b>	<b>2 581</b>	<b>1 110</b>	<b>82</b>	<b>44</b>	<b>137</b>	<b>39</b>	<b>219</b>	<b>83</b>	<b>100</b>	<b>40</b>	<b>60</b>	<b>23</b>	<b>160</b>	<b>63</b>	<b>-6</b>	<b>-8</b>	<b>2 634</b>	<b>1 122</b>

<sup>a</sup> Inclut les démissions, départs à la retraite, l'expiration des engagements pour une durée déterminée et les cessations de service pour toute autre cause.

<sup>b</sup> Montre les surplus et pertes résultant de personnel :

- Mouvement entre postes soumis à la répartition géographique et postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales;
- En congé spécial sans traitement ou retournant d'un tel congé;
- Détachement ou affectation à des projets d'assistance technique ou retour de tels projets;
- Détachement auprès du PNUD ou d'autres organismes des Nations Unies ou retour de détachement;
- Promotion de la catégorie des services généraux à la catégorie des administrateurs;
- Changement de nationalité.

Tableau A.7

**Nombre de fonctionnaires occupant des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales par nationalité, par classe et par sexe**

Pays	Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires 30 juillet 2006	
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Total	
Afghanistan														
Afrique du Sud														
Albanie														
Algérie	4				1		3			1			1	5
Allemagne	4	3		1		1	2						2	4
Andorre														
Angola														
Antigua-et-Barbuda														
Arabie saoudite														
Argentine	21	13	3	2	3	7	1	2		1			12	19
Arménie														
Australie	1						1							1
Autriche	5		2		2		2							6
Azerbaïdjan														
Bahamas														
Bahreïn	1	1						1					1	1
Bangladesh														
Barbade														
Bélarus	4				3		1							4
Belgique	20	10	3	2	4	3	2	5					10	19
Belize														
Bénin	2		1				1							2
Bhoutan														
Bolivie	1	1								1			1	1
Bosnie- Herzégovine														
Botswana														
Brésil	1	1				1							1	1
Brunei Darussalam														
Bulgarie	1		1											1
Burkina Faso	2				1		1							2
Burundi														
Cambodge														
Cameroun	1				1									1

<i>Pays</i>	<i>Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>P-1</i>		<i>Nombre de fonctionnaires 30 juillet 2006</i>	
	<i>Total</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>F</i>	<i>Total</i>
Canada	<b>23</b>	10	1	1	6	4	5	3		1			9	<b>21</b>
Cap-Vert														
Chili	<b>5</b>	2		1		1	2						2	<b>4</b>
Chine	<b>128</b>	43	13	4	44	23	24	13	5	2			42	<b>128</b>
Chypre														
Colombie	<b>5</b>	4		1		1	1	1					3	<b>4</b>
Comores														
Congo														
Costa Rica	<b>1</b>	1				1							1	<b>1</b>
Côte d'Ivoire	<b>1</b>				1									<b>1</b>
Croatie														
Cuba	<b>6</b>	3			2	1		3					4	<b>6</b>
Danemark														
Djibouti														
Dominique														
Égypte	<b>35</b>	15	5	3	7	9	5	2	2	1			15	<b>34</b>
El Salvador														
Émirats arabes unis														
Équateur	<b>1</b>				1									<b>1</b>
Érythrée														
Espagne	<b>58</b>	30		3	12	9	17	16		5			33	<b>62</b>
Estonie														
États-Unis d'Amérique	<b>87</b>	47	6	4	19	20	14	15	1	1			40	<b>80</b>
Éthiopie														
Ex-République yougoslave de Macédoine														
Fédération de Russie	<b>134</b>	7	20		60	1	41	4					5	<b>126</b>
Fidji	<b>1</b>	1						1					1	<b>1</b>
Finlande														
France	<b>116</b>	83	7	12	11	29	9	32	2	1			74	<b>103</b>
Gabon														
Gambie														
Géorgie														
Ghana	<b>2</b>				2									<b>2</b>
Grèce														
Grenade														

<i>Pays</i>	<i>Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>P-1</i>		<i>Nombre de fonctionnaires 30 juillet 2006</i>	
	<b>Total</b>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>F</i>	<b>Total</b>
Guatemala														
Guinée														
Guinée équatoriale														
Guinée-Bissau														
Guyana	<b>3</b>	2	1	1				1					2	<b>3</b>
Haïti														
Honduras														
Hongrie														
Îles Marshall														
Îles Salomon														
Inde														
Indonésie														
Iran (République islamique d')	<b>1</b>	1					1						1	<b>1</b>
Iraq	<b>2</b>	1						1					1	<b>1</b>
Irlande	<b>3</b>	2	1					1					1	<b>2</b>
Islande														
Israël	<b>1</b>				1									<b>1</b>
Italie	<b>1</b>	1					1		1				2	<b>2</b>
Jamahiriya arabe libyenne	<b>1</b>							1						<b>1</b>
Jamaïque	<b>2</b>	2		1									1	<b>1</b>
Japon														
Jordanie	<b>5</b>	4	1				1		4				5	<b>6</b>
Kazakhstan	<b>1</b>		1											<b>1</b>
Kenya	<b>2</b>					1				1				<b>2</b>
Kirghizistan														
Kiribati														
Koweït														
Lesotho														
Lettonie														
Liban	<b>10</b>	8		1	2	3		4		3			11	<b>13</b>
Liberia														
Liechtenstein														
Lituanie														
Luxembourg														
Madagascar	<b>1</b>	1												

<i>Pays</i>	<i>Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>P-1</i>		<i>Nombre de fonctionnaires 30 juillet 2006</i>	
	<b>Total</b>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>F</i>	<b>Total</b>
Malaisie	1		1											1
Malawi														
Maldives														
Mali														
Malte														
Maroc	21	4	1		5	1	9	2	3	1			4	22
Maurice	1	1						1					1	1
Mauritanie	1						1							1
Mexique	4	3		2		1	2						3	5
Micronésie (États fédérés de)														
Monaco														
Mongolie														
Mozambique														
Myanmar														
Namibie														
Nauru														
Népal														
Nicaragua														
Niger	1						1							1
Nigéria														
Norvège														
Nouvelle- Zélande	1	1				1							1	1
Oman														
Ouganda														
Ouzbékistan														
Pakistan														
Palau														
Panama	1				1									1
Papouasie- Nouvelle-Guinée														
Paraguay	1	1						1					1	1
Pays-Bas	1						1							1
Pérou	7	5		1	1	2	1	1					4	6
Philippines														
Pologne														
Portugal														



<i>Pays</i>	<i>Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>P-1</i>		<i>Nombre de fonctionnaires 30 juillet 2006</i>	
	<b>Total</b>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>F</i>	<b>Total</b>
Qatar														
République populaire démocratique de Corée														
République arabe syrienne	<b>12</b>	8	1	2	2	4		2					8	<b>11</b>
République centrafricaine														
République de Corée														
République de Moldova														
République démocratique du Congo														
République démocratique populaire lao														
République dominicaine														
République tchèque														
République-Unie de Tanzanie														
Roumanie														
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	<b>61</b>	29	8	8	9	7	13	10	1	1			26	<b>57</b>
Rwanda														
Sainte-Lucie														
Saint-Kitts-et-Nevis														
Saint-Marin														
Saint-Vincent-et-les Grenadines														
Samoa														
Sao Tome-et-Principe														
Sénégal	<b>4</b>				1		3							<b>4</b>
Serbie-et-Monténégro														
Seychelles														
Sierra Leone														
Singapour														
Slovaquie														
Slovénie														
Somalie														
Soudan	<b>13</b>	1			5		6	1					1	<b>12</b>
Sri Lanka														

<i>Pays</i>	<i>Nombre de fonctionnaires 30 juin 2005</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>P-1</i>		<i>Nombre de fonctionnaires 30 juillet 2006</i>	
	<b>Total</b>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>F</i>	<b>Total</b>
Suède	1	1				1							1	1
Suisse	5	4		3	1	1		1					5	6
Suriname														
Swaziland														
Tadjikistan														
Tchad														
Thaïlande														
Timor Leste														
Togo														
Tonga														
Trinité-et-Tobago	3	2				1		1					2	2
Tunisie	17	4	3		5	3	5			1			4	17
Turkménistan														
Turquie														
Tuvalu														
Ukraine	8				5		3							8
Uruguay	9	7	1	1		3	1	3					7	9
Vanuatu														
Venezuela (République bolivarienne du)														
Viet Nam														
Yémen														
Zambie														
Zimbabwe	1				1									1
<b>Total partiel</b>	<b>878</b>	<b>368</b>	<b>81</b>	<b>54</b>	<b>220</b>	<b>142</b>	<b>179</b>	<b>133</b>	<b>15</b>	<b>20</b>			<b>349</b>	<b>844</b>
<i>Autres</i>														
Palestine	2				1									1
Apatrides														
<b>Total partiel</b>	<b>2</b>				<b>1</b>									<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>880</b>	<b>368</b>	<b>81</b>	<b>54</b>	<b>221</b>	<b>142</b>	<b>179</b>	<b>133</b>	<b>15</b>	<b>20</b>			<b>349</b>	<b>845</b>

Tableau A.8

**Fourchette optimale et répartition pondérée des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique et situation effective pondérée au 30 juin 2006**

<i>Pays</i>	<i>Contributions<sup>a</sup> (pourcentage)</i>	<i>Fourchette optimale<sup>b</sup></i>	<i>Point médian<sup>c</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>d</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Afghanistan	0,002	2-14	6,78	2	165-1 170	566,26	182
Afrique du Sud	0,292	7-17	11,80	16	585-1 387	985,78	1 299
Albanie	0,005	1-14	6,22	5	119-1 170	520,01	352
Algérie	0,076	3-14	8,02	5	269-1 170	670,51	436
Allemagne	8,662	124-168	146,09	146	10 376-14 038	12 207,03	12 000
Andorre	0,005	1-14	6,15	1	113-1 170	514,26	54
Angola	0,001	2-14	6,45		138-1 170	538,76	
Antigua-et-Barbuda	0,003	1-14	6,12	1	111-1 170	511,62	82
Arabie saoudite	0,713	13-23	18,00	5	1 103-1 905	1 503,89	367
Argentine	0,956	17-27	22,19	32	1 453-2 255	1 854,39	2 551
Arménie	0,002	1-14	6,17	5	115-1 170	515,80	402
Australie	1,592	27-37	31,92	52	2 266-3 068	2 667,06	4 024
Autriche	0,859	15-25	19,96	28	1 267-2 069	1 667,68	1 989
Azerbaïdjan	0,005	2-14	6,34	5	129-1 170	529,94	324
Bahamas	0,013	1-14	6,29	10	124-1 170	525,40	661
Bahreïn	0,030	2-14	6,57		148-1 170	548,81	
Bangladesh	0,010	5-14	9,42	10	386-1 188	787,37	1 083
Barbade	0,010	1-14	6,24	3	120-1 170	521,30	267
Bélarus	0,018	2-14	6,58	9	149-1 170	549,79	784
Belgique	1,069	19-28	23,36	31	1 551-2 353	1 951,74	2 771
Belize	0,001	1-14	6,10	3	108-1 170	509,31	221
Bénin	0,002	1-14	6,30	5	125-1 170	525,99	403
Bhoutan	0,001	1-14	6,14	5	112-1 170	512,86	469
Bolivie	0,009	2-14	6,42	7	136-1 170	536,72	502
Bosnie-Herzégovine	0,003	1-14	6,21	5	118-1 170	518,81	342
Botswana	0,012	2-14	6,30	2	126-1 170	526,78	231
Brésil	1,523	29-40	34,56	39	2 454-3 321	2 887,60	3 230
Brunéï Darussalam	0,034	2-14	6,62	1	152-1 170	553,48	54
Bulgarie	0,017	2-14	6,52	16	144-1 170	544,65	1 392
Burkina Faso	0,002	2-14	6,40	4	134-1 170	535,00	389
Burundi	0,001	1-14	6,26	7	122-1 170	522,99	532
Cambodge	0,002	2-14	6,42	2	136-1 170	536,58	164
Cameroun	0,008	2-14	6,57	15	148-1 170	548,81	1 247
Canada	2,813	44-59	51,67	61	3 670-4 965	4 317,10	5 397
Cap-Vert	0,001	1-14	6,10	4	109-1 170	509,75	331
Chili	0,223	5-15	10,00	19	434-1 236	835,30	1 389
Chine	2,053	58-79	68,42	60	4 859-6 574	5 716,93	4 891
Chypre	0,039	2-14	6,71	4	160-1 170	561,01	275
Colombie	0,155	5-14	9,57	10	399-1 201	799,75	999
Comores	0,001	1-14	6,11		109-1 170	510,30	
Congo	0,001	1-14	6,18	3	115-1 170	516,32	249

<i>Pays</i>	<i>Contributions<sup>a</sup> (pourcentage)</i>	<i>Fourchette optimale<sup>b</sup></i>	<i>Point médian<sup>c</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>d</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Costa Rica	0,030	2-14	6,65	4	155-1 170	555,58	384
Côte d'Ivoire	0,010	2-14	6,64	12	154-1 170	554,92	1 013
Croatie	0,037	2-14	6,77	7	164-1 170	565,33	534
Cuba	0,043	2-14	7,01	5	185-1 170	585,96	388
Danemark	0,718	13-22	17,65	15	1 074-1 876	1 474,58	1 339
Djibouti	0,001	1-14	6,11	6	109-1 170	510,29	429
Dominique	0,001	1-14	6,09	3	108-1 170	508,95	201
Égypte	0,120	5-14	9,65	15	405-1 208	806,55	1 463
El Salvador	0,022	2-14	6,58	7	149-1 170	549,72	532
Émirats arabes unis	0,235	5-15	9,92		428-1 230	829,11	
Équateur	0,019	2-14	6,67	5	157-1 170	557,65	403
Érythrée	0,001	1-14	6,19	6	116-1 170	517,07	450
Espagne	2,520	40-54	47,24	52	3 355-4 539	3 946,90	3 894
Estonie	0,012	1-14	6,29	5	125-1 170	525,96	355
États-Unis d'Amérique	22,000	309-418	363,68	313	25 830-34946	30 388,15	26 860
Éthiopie	0,004	3-14	7,88	23	257-1 170	658,34	1 757
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,006	1-14	6,21	4	118-1 170	519,29	268
Fédération de Russie	1,100	22-32	26,84	97	1 842-2 644	2 242,65	8 792
Fidji	0,004	1-14	6,16	9	113-1 170	514,39	538
Finlande	0,533	10-19	14,69	15	827-1 629	1 227,68	1 281
France	6,030	88-119	103,61	117	7 359-9 956	8 657,56	9 660
Gabon	0,009	1-14	6,25	2	121-1 170	522,06	121
Gambie	0,001	1-14	6,12	5	111-1 170	511,65	611
Géorgie	0,003	1-14	6,22	3	119-1 170	519,87	282
Ghana	0,004	2-14	6,63	13	153-1 170	554,36	1 300
Grèce	0,530	10-20	14,78	12	834-1 636	1 234,72	1 018
Grenade	0,001	1-14	6,09	2	108-1 170	508,99	134
Guatemala	0,030	2-14	6,84	3	170-1 170	571,13	249
Guinée	0,003	2-14	6,33	3	128-1 170	529,14	203
Guinée-Bissau	0,001	1-14	6,12	1	111-1 170	511,78	100
Guinée équatoriale	0,002	1-14	6,12	3	110-1 170	511,08	264
Guyana	0,001	1-14	6,11	12	109-1 170	510,21	1 037
Haïti	0,003	2-14	6,31	3	126-1 170	527,49	246
Honduras	0,005	2-14	6,32	2	127-1 170	527,67	149
Hongrie	0,126	4-14	8,31	9	293-1 170	694,37	812
Îles Marshall	0,001	1-14	6,09		108-1 170	508,92	
Îles Salomon	0,001	1-14	6,10	1	109-1 170	509,70	67
Inde	0,421	32-43	37,61	50	2 671-3 614	3 142,53	4 461
Indonésie	0,142	9-18	13,35	17	714-1 517	1 115,47	1 124
Iran (République islamique d')	0,157	5-15	10,14	9	446-1 248	847,37	901
Iraq	0,016	2-14	6,98	6	182-1 170	582,94	571
Irlande	0,350	7-17	11,75	14	581-1 383	981,72	1 210
Islande	0,034	2-14	6,62	5	152-1 170	553,33	403
Israël	0,467	9-18	13,67	10	741-1 544	1 142,49	770
Italie	4,885	73-98	85,30	110	6 058-8 196	7 127,07	8 557

<i>Pays</i>	<i>Contributions<sup>a</sup> (pourcentage)</i>	<i>Fourchette optimale<sup>b</sup></i>	<i>Point médian<sup>c</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>d</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Jamahiriya arabe libyenne	0,132	4-14	8,31	2	293-1 170	694,39	200
Jamaïque	0,008	1-14	6,26	13	122-1 170	523,11	1 108
Japon	19,468	272-367	319,47	110	22 690-30 698	26 693,88	8 834
Jordanie	0,011	2-14	6,38	10	132-1 170	532,85	881
Kazakhstan	0,025	2-14	6,81	7	168-1 170	568,65	417
Kenya	0,009	2-14	6,99	26	183-1 170	583,85	2 146
Kirghizistan	0,001	1-14	6,21	5	118-1 170	518,69	329
Kiribati	0,001	1-14	6,09		108-1 170	508,99	
Koweït	0,162	4-14	8,72		327-1 170	728,42	
Lesotho	0,001	1-14	6,13	3	111-1 170	512,17	231
Lettonie	0,015	2-14	6,36	4	131-1 170	531,79	255
Liban	0,024	2-14	6,54	13	145-1 170	546,18	951
Libéria	0,001	1-14	6,16	5	114-1 170	514,97	482
Liechtenstein	0,005	1-14	6,15		113-1 170	514,20	
Lituanie	0,024	2-14	6,53	3	145-1 170	545,90	231
Luxembourg	0,077	3-14	7,31	5	210-1 170	610,96	380
Madagascar	0,003	2-14	6,54	5	145-1 170	546,44	370
Malaisie	0,203	5-15	9,88	10	425-1 227	825,66	1 002
Malawi	0,001	2-14	6,38	2	132-1 170	533,02	167
Maldives	0,001	1-14	6,10	1	108-1 170	509,42	67
Mali	0,002	2-14	6,41	7	134-1 170	535,54	703
Malte	0,014	2-14	6,31	3	126-1 170	526,88	162
Maroc	0,047	3-14	7,53	5	228-1 170	629,27	482
Maurice	0,011	1-14	6,28	1	123-1 170	524,47	54
Mauritanie	0,001	1-14	6,16	4	113-1 170	514,57	298
Mexique	1,883	33-44	38,51	27	2735-3701	3 218,18	2 289
Micronésie (États fédérés de)	0,001	1-14	6,09	1	108-1 170	509,01	67
Monaco	0,003	1-14	6,12		110-1 170	511,53	
Mongolie	0,001	1-14	6,15	5	113-1 170	513,77	383
Mozambique	0,001	2-14	6,53	3	145-1 170	546,00	274
Myanmar	0,010	3-14	7,37	4	215-1 170	615,75	216
Namibie	0,006	1-14	6,21	3	118-1 170	519,28	310
Nauru	0,001	1-14	6,09		108-1 170	508,83	
Népal	0,004	2-14	6,75	8	163-1 170	563,80	659
Nicaragua	0,001	1-14	6,21	6	118-1 170	519,11	447
Niger	0,001	2-14	6,40	6	134-1 170	535,03	430
Nigéria	0,042	5-15	9,70	16	410-1 212	810,68	1 515
Norvège	0,679	12-22	17,01	10	1020-1 822	1 421,08	901
Nouvelle-Zélande	0,221	5-14	9,69	16	408-1 211	809,57	1 622
Oman	0,070	2-14	7,25	1	205-1 170	605,58	54
Ouganda	0,006	2-14	6,82	22	169-1 170	569,63	1 981
Ouzbékistan	0,014	2-14	6,89	5	175-1 170	576,11	270
Pakistan	0,055	6-15	10,50	15	477-1 279	877,63	1 393
Palaos	0,001	1-14	6,09		108-1 170	508,84	
Panama	0,019	2-14	6,45	2	138-1 170	538,86	214

<i>Pays</i>	<i>Contributions<sup>a</sup> (pourcentage)</i>	<i>Fourchette optimale<sup>b</sup></i>	<i>Point médian<sup>c</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>d</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,003	1-14	6,25	3	121-1 170	522,53	221
Paraguay	0,012	2-14	6,40	5	134-1 170	535,03	311
Pays-Bas	1,690	28-38	33,40	34	2 372-3 209	2 790,42	3 219
Pérou	0,092	3-14	8,17	10	282-1 170	682,65	922
Philippines	0,095	5-14	9,46	48	389-1 191	790,19	3 732
Pologne	0,461	9-19	14,29	12	793-1 595	1 194,28	1 050
Portugal	0,470	9-19	13,81	11	753-1 555	1 153,58	733
Qatar	0,064	2-14	7,11	1	193-1 170	594,29	67
République arabe syrienne	0,038	2-14	7,11	9	193-1 170	593,90	729
République centrafricaine	0,001	1-14	6,18	3	115-1 170	516,39	221
République de Corée	1,796	30-41	35,80	29	2 542-3 440	2 990,94	2 407
République démocratique du Congo	0,003	3-14	7,42	6	219-1 170	619,64	411
République démocratique populaire lao	0,001	1-14	6,22	1	119-1 170	519,93	82
République de Moldova	0,001	1-14	6,18	1	116-1 170	516,70	120
République dominicaine	0,035	2-14	6,83	4	170-1 170	570,83	336
République populaire démocratique de Corée	0,010	2-14	6,74		162-1 170	563,06	
République tchèque	0,183	4-14	9,22	9	369-1 172	770,57	758
République-Unie de Tanzanie	0,006	2-14	7,03	9	186-1 170	587,51	857
Roumanie	0,060	3-14	7,52	13	227-1 170	628,24	1 002
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6,127	89-121	105,14	108	7 467-10 103	8 785,28	9 819
Rwanda	0,001	1-14	6,29	5	125-1 170	525,79	324
Sainte-Lucie	0,002	1-14	6,11	2	109-1 170	510,43	149
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	1-14	6,09	7	108-1 170	508,88	524
Saint-Marin	0,003	1-14	6,12	2	110-1 170	511,52	121
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	1-14	6,09	3	108-1 170	509,02	216
Samoa	0,001	1-14	6,09		108-1 170	509,15	
Sao Tomé-et-Principe	0,001	1-14	6,09		108-1 170	509,09	
Sénégal	0,005	2-14	6,42	14	135-1 170	536,04	1 318
Serbie-et-Monténégro	0,019	2-14	6,61	8	151-1 170	552,53	662
Seychelles	0,002	1-14	6,11	4	109-1 170	510,28	323
Sierra Leone	0,001	1-14	6,21	4	118-1 170	519,18	419
Singapour	0,388	8-17	12,36	12	632-1 434	1 032,70	1 080
Slovaquie	0,051	2-14	7,01	6	185-1 170	585,59	480
Slovénie	0,082	3-14	7,43	4	219-1 170	620,45	333
Somalie	0,001	1-14	6,27	2	123-1 170	524,27	200
Soudan	0,008	2-14	7,02	8	185-1 170	586,23	697
Sri Lanka	0,017	2-14	6,81	7	168-1 170	569,11	654
Suède	0,998	17-27	22,19	31	1 453-2 256	1 854,53	2 672
Suisse	1,197	21-30	25,33	18	1 715-2 517	2 116,38	1 462
Suriname	0,001	1-14	6,10	3	109-1 170	509,64	236
Swaziland	0,002	1-14	6,13	3	111-1 170	512,07	216
Tadjikistan	0,001	1-14	6,24		120-1 170	521,03	
Tchad	0,001	2-14	6,31	2	126-1 170	527,12	182
Thaïlande	0,209	6-16	10,85	15	506-1 308	906,75	1 382

<i>Pays</i>	<i>Contributions<sup>a</sup> (pourcentage)</i>	<i>Fourchette optimale<sup>b</sup></i>	<i>Point médian<sup>c</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>d</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Timor-Leste	0,001	1-14	6,11		110-1 170	510,58	
Togo	0,001	1-14	6,23	6	119-1 170	520,35	411
Tonga	0,001	1-14	6,09	1	108-1 170	508,99	67
Trinité-et-Tobago	0,022	2-14	6,45	11	138-1 170	539,24	791
Tunisie	0,032	2-14	6,81	10	168-1 170	569,10	966
Turkménistan	0,005	1-14	6,26	1	122-1 170	523,21	54
Turquie	0,372	9-18	13,65	12	740-1 542	1 140,82	972
Tuvalu	0,001	1-14	6,09	1	108-1 170	508,82	82
Ukraine	0,039	3-14	7,74	20	246-1 170	646,81	1 716
Uruguay	0,048	2-14	6,92	8	177-1 170	577,95	634
Vanuatu	0,001	1-14	6,09		108-1 170	509,20	
Venezuela (République bolivarienne du)	0,171	5-14	9,40	15	385-1 187	785,64	1 223
Viet Nam	0,021	4-14	8,30	3	293-1 170	693,79	264
Yémen	0,006	2-14	6,64		154-1 170	554,89	
Zambie	0,002	2-14	6,37	7	131-1 170	532,06	592
Zimbabwe	0,007	2-14	6,48	13	140-1 170	541,25	1 066
<b>Total partiel</b>	<b>100,00</b>			<b>2 631</b>		<b>242 315,16</b>	

<sup>a</sup> *Source* : Résolution 55/5 B de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 2000.

<sup>b</sup> Obtenu en appliquant la méthode établie par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/220 A.

<sup>c</sup> Calculé sur la base des facteurs qualité de membre, population et contribution.

<sup>d</sup> N'inclut pas les fonctionnaires venant d'États non Membres.

Tableau A.9

**Répartition par sexe des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par département ou bureau et par classe, au 30 juin 2006**

**A. Nombre de fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique**

Département/Bureau	USG		ASG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
BSCI		1					2	1	12	4	12	6	5	5	3	3					34	20	54	37,00
Bureau chargé du Plan-cadre d'équipement							1		1	1			1		1						4	1	5	20,00
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	1			1	1	1	5		8	7	8	6	5	10	1	2					29	27	56	48,00
Bureau de la gestion des ressources humaines				1		3	2	2	5	10	12	11	3	11	6	5					28	43	71	61,00
Bureau de la planification du programme, du budget et de la comptabilité				1	1	1	3	3	6	4	13	18	14	13	5	6					43	45	88	51,00
Bureau des affaires juridiques	1			1	3	1	6	3	10	5	5	10	9	9	7	6					42	34	76	45,00
Bureau des services centraux d'appui				1	1	1	6		18	3	25	4	27	10	11	8					89	26	115	23,00
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique	1				1	1		1	1	2				4							4	6	10	60,00
Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement	1					1	1		2	1	1	1	1		1						6	4	10	40,00
Bureau du Médiateur				1																		1	1	100,00
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés		1																				1	1	100,00
Cabinet du Secrétaire général	2	1	1		2	2	3		7	4		4	1	3							16	14	30	47,00
CEA	1						10	3	26	4	30	14	39	17	18	9					124	47	171	27,00
CEE	1				1		7	2	15	5	21	9	20	6	10	6					75	28	103	27,00
CEPALC	1						9	1	16	6	20	8	17	14	22	10					85	39	124	31,00



Département/Bureau	USG		ASG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
CESAO		1					6	1	16	2	12	11	8	10	3	7					45	32	77	42,00
CESAP	1						8	2	15	11	29	10	22	8	13	13					88	44	132	33,00
CNUCED	1		1		1	1	11	6	30	10	27	14	26	22	15	11					112	64	176	36,00
COCOVINU												1										1	1	100,00
Commission d'indemnisation des Nations Unies			1										1								2		2	
Commissions régionales							1				1										2		2	
Département de la gestion	1				2		3		7	5	1	3	1	2		1					15	11	26	42,00
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	1		1			2	6	6	8	4	6	8	3	8	1	2					26	30	56	54,00
Département de la sûreté et de la sécurité	1				2	1	1	1	7	1	13	2	2	2	2	2					28	9	37	24,00
Département de l'information	1				2	1	8	6	17	14	34	27	31	43	12	24					105	115	220	52,00
Département des affaires de désarmement	1				1	1		2	9	2	7	2	1	1	2	1					21	9	30	30,00
Département des affaires économiques et sociales	1		2	1	7	3	19	10	27	20	40	42	28	26	20	21					144	123	267	46,00
Département des affaires politiques	1		1	1	1	2	8	5	11	12	11	10	6	12	2	4					41	46	87	53,00
Département des opérations de maintien de la paix	1		1	1	3	1	2	2	2	7	8	14	10	20	10	10					37	55	92	60,00
Direction du Comité contre le terrorisme									1		1		1	1							3	1	4	25,00
Ethics							1				1											2	2	100,00
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux					1		1	1				1									2	2	4	50,00
Haut Commissariat aux droits de l'homme		1		1	1	1	3	1	6	5	17	19	17	17	5	16					49	61	110	55,00
Missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix			4			1	4	1	8	10	14	10	10	10	2	2					42	34	76	45,00
ONUDC	1				1	1	5	1	13	1	12	14	7	15	2	8					41	40	81	49,00
ONUG	1				1	1	3	4	10	8	15	5	17	14	11	16					58	48	106	45,00
ONU-Habitat		1			1		2	2	6	2	10	5	3	5		3					22	18	40	45,00

Département/Bureau	USG		ASG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
ONUN					1		1		2	1	2	4	2	2	4	4			12	11	23	48,00
ONUS					2		2	2	6	1	7	5	4	4	4	2			25	14	39	36,00
Organes interorganisations										1	1	1	1	1					2	3	5	60,00
PNUE	1				2	1	3	2		2	3	4	1	1	1	1			11	11	22	50,00
Tribunal administratif des Nations Unies										1				1						2	2	100,00
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>6</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>39</b>	<b>27</b>	<b>153</b>	<b>71</b>	<b>328</b>	<b>176</b>	<b>418</b>	<b>304</b>	<b>344</b>	<b>327</b>	<b>193</b>	<b>204</b>			<b>1 512</b>	<b>1 122</b>	<b>2 634</b>	<b>43,00</b>

**B. Fonctionnaires de la catégorie des administrateurs occupant des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales au 30 juin 2006**

Département/Bureau	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
BSCI														
Bureau chargé du Plan-cadre d'équipement														
Bureau de la coordination des affaires humanitaires														
Bureau de la gestion des ressources humaines														
Bureau de la planification du programme, du budget et de la comptabilité														
Bureau des affaires juridiques				1		1							2	2 100,00
Bureau des services centraux d'appui														
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique														
Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement														
Bureau du Médiateur														
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés														
Cabinet du Secrétaire général														
CEA			2	2	5	1	1					8	3	11 27,27
CEE						3							3	3 100,00
CEPALC			1	3		4		1				1	8	9 88,89
CESAO			1	2		2		2				1	6	7 85,71
CESAP	1		8		6	2	1					16	2	18 11,11
CNUCED				1	1							1	1	2 50,00
COCOVINU														
Commission d'indemnisation des Nations Unies														
Commissions régionales														
Département de la gestion														
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	54	35	106	80	97	71	13	11				270	197	467 42,18
Département de la sûreté et de la sécurité														
Département de l'information														
Département des affaires de désarmement														
Département des affaires économiques et sociales														
Département des affaires politiques					1	1						1	1	2 50,00
Département des opérations de maintien de la paix														
Direction du Comité contre le terrorisme						1							1	1 100,00
Bureau de la déontologie														
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux														

Département/Bureau	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
Haut Commissariat aux droits de l'homme				1								1	1	100,00	
Missions hors siège gérées par le Département des opérations de maintien de la paix			2		1							3	3		
ONUSDC															
ONUG	22	13	73	35	47	37		4				142	89	231	38,53
ONU-Habitat															
ONUN	1		7	5	8	5						16	10	26	38,46
ONUV	2	6	21	12	13	5		2				36	25	61	40,98
Organes interorganisations															
PNUE	1											1		1	
Tribunal administratif des Nations Unies															
<b>Total</b>	<b>81</b>	<b>54</b>	<b>221</b>	<b>142</b>	<b>179</b>	<b>133</b>	<b>15</b>	<b>20</b>				<b>496</b>	<b>349</b>	<b>845</b>	<b>41,30</b>

Tableau A.10

## Nombre de fonctionnaires de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique par nationalité et par classe

Pays	SGA					SSG					D-2					D-1					Total				
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
Afghanistan															1	1					1	1			
Afrique du Sud																									
Albanie																									
Algérie															4	4	3	1	1		4	4	3	1	1
Allemagne	1	1	1	1	1		1	1	1	1	3	4	4	4	4	11	10	9	13	12	15	16	15	19	18
Andorre																									
Angola																									
Antigua-et-Barbuda																									
Arabie saoudite															1	1	1	1			1	1	1	1	
Argentine			1	1	1						2	1	1	1	2	3	2	2	3	1	5	3	4	5	4
Arménie												1	1	1	1							1	1	1	1
Australie											1	1	1	1	2	2	3	2	2	3	3	4	3	3	5
Autriche															2	1	1				2	1	1		
Azerbaïdjan																									
Bahamas																									
Bahreïn																									
Bangladesh	1	1	1	1	1										1	1	1	1	3	2	2	2	2	4	
Barbade																									
Bélarus																	1	3	3	2		1	3	3	2
Belgique											1	1	2	2	3	5	5	5	6	4	6	6	7	8	7
Belize																									
Bénin																									
Bhoutan																			1	1				1	1
Bolivie																									
Bosnie-Herzégovine																									
Botswana					1																				1
Brésil	1	2	1							1		1	1	1	3	3	3	3	2	4	6	5	4	3	
Brunéi Darussalam																									
Bulgarie																	1	1	1	1		1	1	1	1
Burkina Faso															1	2	2	2	2		1	2	2	2	2
Burundi																									
Cambodge																									

Pays	SGA					SSG					D-2					D-1					Total				
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
Cameroun															1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Canada	1	1	1	2	1						2	3	1			5	5	6	4	5	8	9	8	6	6
Cap-Vert																									
Chili						1	1	1	1		1	1	1			3	3	2	4	3	5	5	4	5	3
Chine	1	1	1	1	1						2	2	2	2	2	4	8	6	4	6	7	11	9	7	9
Chypre	1	1									1	1	1								2	2	1		
Colombie	1	1	1	1	1														1	3	1	1	1	2	4
Comores																									
Congo																									
Costa Rica																2	2	2	2	1	2	2	2	2	1
Côte d'Ivoire																			1	1				1	1
Croatie																									
Cuba											1										1				
Danemark										1	1	1	1	1							1	1	1	1	1
Djibouti																									
Dominique																									
Égypte	1	1	1	1	1						1		1	1	1	4	3	3	2	1	6	4	5	4	3
El Salvador																									
Émirats arabes unis																									
Équateur																1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Érythrée																									
Espagne																2	1	1	1	1	2	1	1	1	1
Estonie																									
États-Unis d'Amérique	1	1	1	1	1	2	2	1	2	3	8	9	8	5	6	37	36	37	38	42	48	48	47	46	52
Éthiopie										1	1	1	1	1		3	3	3	2	2	4	4	4	3	3
Ex-République yougoslave de Macédoine																									
Fédération de Russie	1	1	1	1	1						3	2	2	3	4	9	12	11	14	16	13	15	14	18	21
Fidji																									
Finlande												1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
France	1	1	1	1	1			1			4	5	3	2	3	9	8	10	15	15	14	14	15	18	19
Gabon																									
Gambie					1						2	2	2	1	1	2				1	4	2	2	1	3
Géorgie																									

Pays	SGA					SSG					D-2					D-1					Total				
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
Ghana	1	1	1	1										1	1	1	2	2	2	2	2	2	3	3	3
Grèce																	1	1	2				1	1	2
Grenade																									
Guatemala																									
Guinée																									
Guinée-Bissau																									
Guinée équatoriale																									
Guyana						2	2	1					1	1	1	1	1	1	2	2	3	3	3	3	3
Haiti											1	1	1								1	1	1		
Honduras																									
Hongrie																1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Îles Marshall																									
Îles Salomon																									
Inde	2	2	1	1	2						1	2	2	2	2	5	7	7	6	9	8	11	10	9	13
Indonésie																									
Iran (République islamique d')																2	2	2	3	4	2	2	2	3	4
Iraq																2	1	2	3	2	2	1	2	3	2
Irlande	1							1	1							2	1	1	1	1	3	1	2	2	1
Islande																									
Israël																1	1	2	1	1	1	1	2	1	1
Italie	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3	4	3	3	3	4	2	2	1	1	9	8	7	6	6
Jamahiriya arabe libyenne																			1						1
Jamaïque						1	2	1	1	1											1	2	1	1	1
Japon	1	1	1	1	1	1	1				1	1	1	2	2	3	4	5	3	4	6	7	7	6	7
Jordanie															1					1					2
Kazakhstan																									
Kenya											1	1				1	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Kirghizistan																									
Kiribati																									
Koweït											1	1	1	1							1	1	1	1	
Lesotho																									
Lettonie																									
Liban														1		2	2	1			2	2	1	1	

Pays	SGA					SSG					D-2					D-1					Total					
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	
Libéria																1	1	1	1		1	1	1	1		
Liechtenstein																										
Lituanie																										
Luxembourg																										
Madagascar																										
Malaisie						1			1	1	1					2	1	1	1	2	4	1	1	2	3	
Malawi																										
Maldives																										
Mali											1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	3	3	
Malte														1		1	1	1			1	1	1	1		
Maroc																2	3	1	1		2	3	1	1		
Maurice						1	1	1			1	1	1								2	2	2			
Mauritanie																1	1	1			1	1	1			
Mexique					1							1	2	4	4	4	3	4	3	2	4	4	6	7	7	
Micronésie (États fédérés de)																										
Monaco																										
Mongolie																										
Mozambique																1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Myanmar																1	1				1	1				
Namibie						1	1	1	1	1											1	1	1	1	1	
Nauru																										
Népal																										
Nicaragua																										
Niger												1	1	1	1	1					1	1	1	1	1	
Nigéria					1											2	3	2	3	3	2	3	2	3	4	
Norvège			1	1	1							1	1									1	2	1	1	
Nouvelle-Zélande								1	1	2	2	2	1	2	2	1	1	2	1	2	3	3	4	4	6	
Oman											1	1	1	1		1	1	1	1		2	2	2	2		
Ouganda									1	1	1	1	1	1	1	2	3	3	2	2	3	4	4	4	4	
Ouzbékistan																										
Pakistan	1	1	1						1	1	2	2	2	2	1	1	1	2	2	2	4	4	5	5	4	
Palaos																										
Panama											1	1	1	1	1						1	1	1	1	1	



Pays	SGA					SSG					D-2					D-1					Total				
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
Papouasie-Nouvelle-Guinée																									
Paraguay																									
Pays-Bas									1	1	1	1	1	2	3	5	5	3	3	4	6	6	4	6	
Pérou										1	1	2	1		3	3	3	3	3	4	4	5	4	3	
Philippines												1										1			
Pologne					1										1	2	2	2		1	2	2	2	1	
Portugal																									
Qatar																									
République arabe syrienne																		2						2	
République centrafricaine																									
République de Corée	1	1	1	1	1													1	1	1	1	1	2	2	
République démocratique du Congo																									
République démocratique populaire lao																									
République de Moldova																	1	1	1			1	1	1	
République dominicaine																									
République populaire démocratique de Corée																									
République tchèque										1	1	1	1	1						1	1	1	1	1	
République-Unie de Tanzanie		1	1	1	1	1														1	1	1	1	1	
Roumanie																	1	1					1	1	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	1	2	2	1	1	1	2	1	4	6	7	4	4	15	12	10	10	11	21	20	19	18	18
Rwanda																									
Sainte-Lucie															1					1					
Saint-Kitts-et-Nevis																									
Saint-Marin																									

Pays	SGA					SSG					D-2					D-1					Total				
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
Saint-Vincent-et-les Grenadines																									
Samoa																									
Sao Tomé-et-Principe																									
Sénégal						1	1	1			2	2	2	2	2	2	3	2	2	2	5	6	5	4	4
Serbie-et-Monténégro																1	1				1	1			
Seychelles																		1	1					1	1
Sierra Leone										1	1	1	1	1					1	1	1	1	1	1	2
Singapour	1	1	1					1	1	1	1	1	1	1	3	2	3	3	2	5	4	6	5	4	
Slovaquie	1	1	1	1																1	1	1	1		
Slovénie						1	1	1	1				1	1	1	1	1			2	2	2	2	1	
Somalie																									
Soudan															2	2	1	1	1	2	2	1	1	1	
Sri Lanka	1				1															1				1	
Suède	1	1			1	1	1	1	2	2	1	1	1	1	3	2	1	1	1	6	5	3	4	5	
Suisse				1	1										2	3	3	3	3	2	3	3	4	4	
Suriname																									
Swaziland															1	1	1			1	1	1			
Tadjikistan																									
Tchad																									
Thaïlande					1										1	1	2	2	2	1	1	2	2	3	
Timor-Leste																									
Togo										1										1					
Tonga																									
Trinité-et-Tobago												1	1	1	1	1	1	1		1	1	2	2	1	
Tunisie						1	1	1	1	1	1	1	1		3	3	3	2	2	5	5	5	3	3	
Turkménistan																									
Turquie										1	1				4	4	4	4	3	5	5	4	4	3	
Tuvalu																									
Ukraine															1	1	2	2	2	1	1	2	2	2	
Uruguay										1	1	1	1		1	1				2	2	1	1		
Vanuatu															1	1	1	1		1	1	1	1		
Venezuela (République bolivarienne du)													1	1	1		1	1	1			2	2	2	
Viet Nam															1					1					
Yémen															1	1	1			1	1	1			
Zambie															1	1	1	1	2	1	1	1	1	2	

Pays	SGA					SSG					D-2					D-1					Total				
	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
Zimbabwe																									
<b>Total partiel</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>28</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>68</b>	<b>76</b>	<b>76</b>	<b>67</b>	<b>66</b>	<b>217</b>	<b>216</b>	<b>216</b>	<b>221</b>	<b>223</b>	<b>326</b>	<b>333</b>	<b>331</b>	<b>329</b>	<b>338</b>
Palestine																				1					<b>1</b>
Apatrides										1		1	1	1								1	1	1	1
<b>Total partiel</b>										<b>1</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>						<b>1</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
Groupements économiques																									
Pays en développement	13	14	12	9	15	10	9	8	8	9	32	31	36	32	26	96	96	92	92	88	<b>151</b>	<b>150</b>	<b>148</b>	<b>141</b>	<b>138</b>
Pays développés	9	8	8	11	11	6	7	8	10	12	32	41	36	29	33	107	100	102	104	111	<b>154</b>	<b>156</b>	<b>154</b>	<b>154</b>	<b>167</b>
Pays en transition	2	2	2	2	2	1	1	1	1		4	4	4	6	7	14	20	22	25	24	<b>21</b>	<b>27</b>	<b>29</b>	<b>34</b>	<b>33</b>
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>28</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>19</b>	<b>22</b>	<b>68</b>	<b>77</b>	<b>77</b>	<b>68</b>	<b>66</b>	<b>217</b>	<b>216</b>	<b>216</b>	<b>221</b>	<b>224</b>	<b>326</b>	<b>334</b>	<b>332</b>	<b>330</b>	<b>340</b>

Tableau A.11  
Méthode de calcul des fourchettes pondérées

<i>Classe</i>	<i>(1) Nombre de fonctionnaires</i>	<i>(2) Pourcentage du total</i>	<i>(3) = (2) x chiffre de base Nombre de fonctionnaires pondéré</i>	<i>(4) Traitements<sup>a</sup></i>	<i>(5) = (3) x (4) Chiffre de base pondéré</i>
SGA	28	1,063	30,83	177	5 456
SSG	22	0,835	24,22	161	3 900
D-2	66	2,506	72,67	132	9 592
D-1	224	8,504	246,62	120	29 595
P-5	504	19,134	554,90	100	55 490
P-4	722	27,411	794,91	82	65 183
P-3	671	25,475	738,76	67	49 497
P-2	397	15,072	437,09	54	23 603
<b>Total</b>	<b>2 634</b>	<b>100,000</b>	<b>2 900,00</b>		<b>242 315</b>

<sup>a</sup> Traitement annuel brut, en dollars des États-Unis, divisé par 1 000, barème de traitement en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2006.